

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 19/01/2022

N° : 2022/245

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021

Institution

2021_CT2_536

Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

I) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant leur être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaines ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programmes locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la

Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la section 2, du chapitre VIII du titre 1er du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

II) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, le conseil de la Métropole a accordé des délégations aux Conseils de Territoire prenant fin au 31 décembre 2021. Il est proposé, à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, de reconduire à l'identique, sous réserve des évolutions législatives postérieures, les délégations de compétences précédemment consenties aux Conseils de Territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil

de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la

Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération n° FAG 100-3119/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Restitution des compétences facultatives en matière de "Requalification des décharges brutes recensées sur le territoire communautaire" et "Aide à l'investissement des établissements publics de santé de ressort intercommunal déclarée d'intérêt communautaire" des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant

délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 007-

3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La délibération n° ENV 001-3648/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018 ;
- La délibération n° FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- L'accord du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du XXXXXXXX.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les délégations de compétences au Territoire du Pays d'Aix à compter du 1^{er} janvier 2022.

Délibère

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, sous réserve des évolutions législatives postérieures, est délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

Développement et aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

Aménagement de l'espace métropolitain :

- Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
 - Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
 - Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
 - Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
 - Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
 - Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.
- #### **Politique de l'habitat :**
- Mise en œuvre de la politique du logement, aides financières au

- logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.
- Politique de la ville :
- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.
- Gestion des services d'intérêt collectifs :
- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- Abattoirs, marchés ;
- Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie.
- Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :
- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix reçoit délégation concernant les compétences en matière de :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités, les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ;
- Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, d'action ou d'équipements publics d'intérêt métropolitain ;
- D'équilibre social de l'habitat : mise en œuvre de la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des actions d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt métropolitain ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie déclarée métropolitaine et des entrées de ville ;
- Création, aménagement ou gestion de parc de stationnement d'intérêt métropolitain ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Réalisation d'une politique culturelle sur le territoire,
- Réalisation d'une politique sportive sur le territoire,
- Apprentissage de la natation pour les élèves de l'enseignement élémentaire dans les équipements du territoire,
- Adhérer au projet de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois,
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces,
- Contribuer à mettre en œuvre une charte de l'environnement sur le Conseil de territoire,
- Contribuer au maintien et au développement de l'agriculture, en partenariat avec les organismes compétents.

Article 2 :

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;

- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

Article 3 :

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 537

AVIS - Approbation des avenants n°3 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Parcs et Aires de stationnement" et n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune d'Aix en Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris voyageurs
- compétence Eau et Assainissement

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions de gestion ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées (sauf s'agissant des compétences ZAE et parcs de stationnement) et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° FAG109-4565/18/CM du 18 octobre 2018 validant la convention de gestion relative à la compétence Création,

aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » avec la commune d'Aix-en-Provence ;

- La délibération n° FAG 165-4982/18/CM du 13 décembre 2018 validant les conventions de gestion relatives à la compétence « Parcs et Aires de stationnement » avec la commune d'Aix-en-Provence ;
- Les délibérations n° FAG 219-5036/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 068-7724/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 086-9188/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune d'Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°3 et n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°3 aux conventions de gestion relatives aux compétences «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» et « Parcs et Aires de Stationnement » et les avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Services extérieurs défense contre incendie » et « Eau Pluviale » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 538

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune de Beaurecueil

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n°FAG 124-3143/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Beaurecueil des conventions de

gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Beaurecueil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 124-3143/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Beaurecueil;
- Les délibérations n° FAG 196-5013/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 084-7740/19/CM du 19 décembre 2019, n° FBPA 111-9213/20/CM du 17 décembre 2021 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Beaurecueil ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 aux conventions de gestion avec la commune de Beaucueil.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Beaucueil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 539

AVIS - Approbation des avenants n° 4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Services extérieurs défense contre incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune de Bouc-Bel-Air

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 125-3144/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les

communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Bouc Bel Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 125-3144/17/CM du 14 décembre 2017 validant la convention de gestion avec la commune de Bouc Bel Air ;
- Les délibérations n° FAG 110-4566/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 197-5014/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 118-7774/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 087-9189/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion de la commune de Bouc Bel Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc Bel Air.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et

la commune de Bouc Bel Air tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 540

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Cabriès

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités

territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 126-3145/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 126-3145/17/CM du 14 décembre 2017 validant la convention de gestion avec la commune de Cabriès ;
- Les délibérations n° FAG 106-4562/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 195-5012/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 066-7722/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FAG 088-9190/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 les avenants aux conventions de gestion de la commune de Cabriès ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 541

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune de Coudoux

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-

2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n°FAG 128-3147/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Coudoux des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Coudoux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 128-3147/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions

- de gestion avec la commune de Coudoux;
- Les délibérations n° FAG 194-5011/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 086-7742/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 112-9214/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Coudoux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Coudoux.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Coudoux tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 542

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Parcs et Aires de stationnement", "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune d'Eguilles

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 129-3148/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Eguilles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme
- compétence Parcs et Aires de stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune d'Eguilles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 129-3148/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Eguilles ;
- Les délibérations n° FAG 086-4542/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 193-5010/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 087-7743/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 089-9191/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune d'Eguilles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 543

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la Commune de Fuveau

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 130-3149/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Fuveau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Fuveau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 130-3149/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Fuveau ;
- Les délibérations n° FAG 087-4543/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 192-5009/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 088-7744/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 090-9192/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Fuveau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 544

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion concernant les compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire Pôle Morandat" et n°4 "DECI", "Pluvial", "Tourisme", "Parcs et Aires de stationnements", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la Commune de Gardanne

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Gardanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 027-6764/19/CM du 26 septembre 2019, il a également été convenu de conclure avec la commune de Gardanne une

convention de gestion complémentaire pour l'exercice de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » pour assurer l'achèvement de l'opération du « Puits Morandat ».

Cette convention a été conclue pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°1 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 131-3150/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- Les délibérations n° FAG 088-4544/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 191-5008/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 089-7745 /19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 091-9193/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- La délibération n° n° FAG 027-6764/19/CM du 26 septembre 2019 validant la convention de gestion « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » pour assurer l'achèvement de l'opération du « Puits Morandat » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 et n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°1 et 4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 545

AVIS - Approbation des avenants n°3 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" et n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune de Gréasque

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 132-3151/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 189-5006 du 13 décembre 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Greasque des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants successifs.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la

CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Concernant la compétence « Tourisme », par délibération n° FBPA 092-9194/20/CM du 17 décembre 2020, la convention de gestion a été prolongée, suite à une erreur matérielle par avenant n°3 mais il convenait de lire « avenant n°2 ».

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n° FAG 132-3151/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 189-5006/18/CM du 13 décembre 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Greasque ;
- Les délibérations n° FAG 089-4545/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 090-7746/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 092-9194/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Greasque ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°3 et n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence la commune de Greasque.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°3 et n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Greasque tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 546

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Jouques

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses

communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 133-3152/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Jouques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 133-3152/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Jouques ;
- Les délibérations n° FAG 190-5007/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 091-7747/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA113-9215/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Jouques ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Jouques.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Jouques tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 547

AVIS - Approbation d'avenants n°2 aux conventions de gestion "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire - ROQUE II" et n° 4 "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "DECI", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de La Roque-d'Anthéron

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 145-3164/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Roque d'Anthéron des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Par la délibération N° ECO 007-1781/17/CM en date du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole créait la ZAC en vue de réaliser la Zone d'Activité de La Roque d'Anthéron II, dont le programme a été approuvé par la délibération N° ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017.

Depuis l'achèvement des travaux d'aménagement de la ZA de La Roque d'Anthéron II en 2019, la Métropole est en charge de l'entretien et de la gestion de cette zone d'activité.

Par ailleurs, des équipements importants ont été réalisés sur cette zone dans le cadre de la compétence « Défense extérieure contre l'incendie ». La Métropole n'ayant pas les moyens de gérer ces équipements supplémentaires, il a également été décidé d'en confier la gestion à la commune.

Les dispositions combinées des articles L 5216-7-1 et L5215-27 du code général des collectivités territoriales, permettent à une Métropole de confier à l'une de ses communes membres la « création ou la gestion d'équipements ou de services » relevant des compétences de la Métropole.

Ainsi, par délibération FAG 028-6765/19/CM du 26 septembre 2019, une convention de gestion relative à la Zone d'Activité de la Roque d'Anthéron II a été conclue entre la Métropole et la commune de La Roque d'Anthéron, notifiée le 15 novembre 2019, jusqu'au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 145-3164/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron ;
- Les délibérations n° FAG 090-4546/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 188-5005/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 093/7749/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° FAG 028-6765/19/CM du 26 septembre 2019 validant la convention de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°FBPA 093-9195/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de la Roque d'Anthéron ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°2 et 4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence la commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°2 et 4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Roque d'Anthéron tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 548

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Lambesc

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 134-3153/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Lambesc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Tourisme

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 134-3153/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Lambesc ;
- Les délibérations n° FAG 091-4547/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 187-5004/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG094-7750/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 094-9196/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Lambesc ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 549

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Défense Extérieure Contre Incendie, "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 143-3162/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Puy-Sainte-Réparate des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 143-3162/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate ;
- Les délibérations n° FAG 092-4548/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 186-5003/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 095-7751/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FAG 095-9197/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Le Puy-Sainte-Réparate ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Puy-Sainte-Réparate.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Puy-Sainte-Réparate tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 550

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Parcs et Aires de stationnement" et "Promotion du tourisme" dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Les Pennes-Mirabeau

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 138-3157/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Les Pennes Mirabeau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 138-3157/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Les Pennes Mirabeau ;
- Les délibérations n° FAG 093-4549/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 209-5026/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 096-7752/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 096-9198/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Les Pennes Mirabeau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Les Pennes Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Les Pennes Mirabeau tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 551

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Parcs et Aires de Stationnement" de la Commune de Meyrargues

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 135-3154/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 135-3154/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues ;
- Les délibérations n° FAG 094-4550/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 210-5027/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 097-7753/19 du 19 décembre 2019 et n° FBPA 097-9199/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 552

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la Commune de Meyreuil

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 136-3155/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Meyreuil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans ^préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 136-3155/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil ;
- Les délibérations n° FAG 095-4551/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 211-5028/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 099-7754/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 098-9200/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 553

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Mimet

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 137-3156/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Mimet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée

d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 137-3156/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Mimet ;
- Les délibérations n° FAG 212-5029/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 212-5029/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 099-7755/19/ du 19 décembre 2019 et n° FBPA 099-9201/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Mimet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4

aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 554

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire", "Parcs et Aires de stationnement", "Abris de voyageurs", et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Pertuis

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein

droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017 et n°, la Métropole décidait de confier à la commune de Pertuis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les

communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 139-3158/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- La délibération n° FAG 010-5487/19/CM du 28 février 2019 validant la convention de gestion avec la commune de Pertuis ;
- Les délibérations n° FAG 097-4553/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 213-5030/18/CM du 13 décembre 2018, n°FAG 100-7756/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 100-9202/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis0.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n° 4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 555

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Services extérieurs défense contre incendie", "Eau Pluviale" et n°5 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la Commune de Peynier

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 140-3159/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peynier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau Pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 140-3159/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peynier ;
- Les délibérations n° FAG 098-4554/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 214-5031/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 101-7757/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de Peynier ;
- La délibération n° FBPA 048-8318/20/CM du 31 juillet 2020, modifiant la carte du périmètre des zones d'activité ;
- La délibération n° FBPA 101-9203/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Peynier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 et n° 5 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 et n°5 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 556

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Peyrolles-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les

compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 141-3160/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peyrolles-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités

Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 141-3160/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence;
- Les délibérations n° FAG 215-5032/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 215-5032/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 102-7758/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 102-9204/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 557

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Puyloubier

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 142-3161/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Puyloubier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 142-3161/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Puyloubier;
- Les délibérations n° FAG 216-5033/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 103-7759/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA114-9216/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Puyloubier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Puyloubier.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Puyloubier tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 558

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Parcs et Aires de stationnement" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la Commune de Rognes

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rognes des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux

financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Rognes ;
- Les délibérations n° FAG 111-4567/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 217-5034/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 104-7760/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 115-9217/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Rognes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 559

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la Commune de Rousset

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 146-3165/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Rousset des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée les conventions de gestion avec la commune de Rousset.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 146-3165/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Rousset ;
- Les délibérations n° FAG 100-4556/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 218-5035/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 105-7761/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 103-9205/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Rousset ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 560

AVIS - Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Services extérieurs défense contre incendie" de la Commune de Saint-Antonin-sur-Bayon

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-

2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 147-3166/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion de la compétence « Services extérieurs défense contre incendie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 147-3166/17/CM du 14 décembre 2017 validant la convention de

gestion avec la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon;

- La délibération n° FAG 201-5018/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 119-7775/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 116-9218/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon tels qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 561

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme" de la Commune de Saint-Cannat

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 148-3167/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Cannat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale

- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 148-3167/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat ;
- Les délibérations n° FAG 101-4557/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 198-5015/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 106-7762/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 104-9206/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la

Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 562

AVIS - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à l'éclairage public avec la commune de Saint-Estève-Janson dans le cadre de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 149-3168/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Estève-Janson des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Par délibération n°ECO 009-3893/18/BM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Estève-Janson la gestion de l'éclairage public sur la ZAC des Vergeras.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration

avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à l'éclairage public sur la ZAC des Vergeras avec la commune de Saint-Estève-Janson.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 149-3168/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n° ECO 009-3893/18/BM du 28 juin 2018 validant la convention de convention de gestion relative à l'éclairage public avec la Commune de Saint-Estève-Janson dans le cadre de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson
- Les délibérations n° FAG 107-7763/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 109-9211/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, la convention de gestion relative à l'éclairage public avec la Commune de Saint-Estève-Janson dans le cadre de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion avec la commune de Saint-Estève-Janson relative à la gestion de l'éclairage public sur la ZAC des Vergeras.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Estève-Janson tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 563

AVIS - Approbation des avenants n°4 des conventions de gestion relatives aux compétences "Eau Pluviale" et "Défense Extérieure Contre Incendie" de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 150-3169/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Saint Marc Jaumegarde.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 150-3169/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- La délibération n° FAG 200-5017/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 108-7764/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 117-9219/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Marc-Jaumegarde tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 564

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Eau Pluviale" et 'Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ' de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 151-3170/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Paul-Lez-Durance des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Saint Paul Lez Durance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités

Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 151-3170/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;
- Les délibérations n° FAG 102-4558/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 202-5019/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 109-7765/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 105-9207/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 565

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme" de la Commune de Simiane-Collongue

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 152-3171/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Simiane Collongue des conventions de

gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Simiane Collongue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-3171/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Simiane Collongue ;
- Les délibérations n° FAG 203-5020/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 110/7766/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 110-9212/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Simiane Collongue ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Simiane Collongue.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Simiane Collongue tels qu'annexés à la présente

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 566

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale", "Création, aménagement et gestion des zones d'activité

industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme" de la Commune de Trets

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 154-3173/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Trets des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs

d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 154-3173/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Trets ;
- Les délibérations n° FAG 103-4559/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 204-5021/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 111-7767/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 106-9208/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Trets ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de

gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 567

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", " Eau Pluviale", 'Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ', ' Parcs et Aires de stationnement ' de la Commune de Venelles

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités

territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 156-3175/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Venelles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 156-3175/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Venelles ;
- Les délibérations FAG 104-4560/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 206-5023/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 114-7770/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 107-9209/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 568

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie" et "Eau Pluviale" de la Commune de Vauvenargues

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 155-3174/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la

commune de Vauvenargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Vauvenargues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 155-3174/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues ;
- Les délibérations n° FAG 205-5022/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 112-7768/19/CM du 19 décembre 2019 et n°

FBPA 118-9220/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Vauvenargues ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n° 4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vauvenargues.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vauvenargues tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 569

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Parcs et Aires de stationnement" de la Commune de Ventabren

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Ventabren des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Ventabren ;
- Les délibérations n° FAG 108-4564/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 207-5024/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 115-7771/19/CM du 19 décembre 2019 et n°119-9221/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Ventabren ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 570

AVIS - Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Défense Extérieure Contre Incendie", "Eau Pluviale" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la Commune de Vitrolles

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Vitrolles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion avec la commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 158-3177/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles ;
- Les délibérations n° FAG 105-4561/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 220-5037/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 117-7773/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 108-9210/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Finances

2021 CT2 571

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux dénommée "Villas Vallat" située Chemin de la Garde au Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux dénommée « Villas Vallat », située Chemin de la Garde au Puy-Sainte-Réparate.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération, d'un montant de 432 049 euros, est financée par un emprunt d'un montant total de 370 528 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune

du Puy-Sainte-Réparate, co-garante, chacune à hauteur de 50 %, soit 185 264 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et des conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt n° 125910 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 370 528 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux au Puy-Sainte-Réparate ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a

solicitée la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 370 528 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 125910.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 2 logements sociaux dénommée « Villas Vallat » située Chemin de la Garde au Puy-Sainte-Réparate.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-

Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 572

AVIS - Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix - Décisions modificatives de l'exercice 2021

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Décisions Modificatives des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2021. Ces budgets annexes sont établis :

- La nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Collecte et traitement des déchets » ;
- La nomenclature budgétaire et comptable M4 pour le budget annexe « Assainissement ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Décisions Modificatives de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) : 0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) : 0,60 euros

Budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) :
0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) :
0,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération n°FPBA 020-9122/20/CM du 19 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 007-9616/21/CM du 18 février 2021 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 005-9821/21/CM du 15 avril 2021 approuvant la Décision Modificative n°2 pour 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 026-1010/21/CM du 4 juin 2021 approuvant la Décision Modificative n°3 pour 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 014-10465/21/CM du 7 octobre 2021 approuvant le Budget Supplémentaire 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•

Délibère

Article Unique : Sont approuvées les Décisions Modificatives pour 2021 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 573

AVIS - Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2022

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2022.

Ces budgets annexes sont établis selon :

- La nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Opérations d'aménagement » ;
- La nomenclature budgétaire et comptable M49 pour les budgets annexes « Assainissement » et « Eau ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres du Budget Primitif 2022 de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Budget annexe « Opérations d'aménagement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
2 462 846,53 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
1 577 846,53 euros

Budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
4 990 525,03 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
7 682 580,00 euros

Budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
3 543 737,10 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
5 416 289,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Budgets Primitifs 2022 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources — Moyens généraux

2021 CT2 574

AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération relative à l'acquisition de véhicules, mobilier et équipements divers

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'objectif de cette opération d'investissement est de poursuivre l'acquisition et le renouvellement des véhicules, mobilier et équipements divers à l'usage des agents sur l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix sur la période 2022-2026. L'enjeu sur cette période réside dans le verdissement de la flotte automobile.

L'opération d'investissement Acquisition de véhicules, mobilier et équipements divers d'un montant de 1 250 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme N° 21 2 01 0 BP 07, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 250 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2021200700 Acquisition de véhicules, mobilier et équipements divers pour un montant de 1 250 000 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

21 2 01 0 BP 07 Acquisition de véhicules, mobilier et équipements divers

Montant initial de l'AP : 1 250 000 euros T.T.C.

CP 2022 : 250 000 euros T.T.C

CP 2023 : 250 000 euros T.T.C

CP 2024 : 250 000 euros T.T.C

CP 2025 : 250 000 euros T.T.C

CP 2026 : 250 000 euros TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources - Bâtiments

2021 CT2 575

AVIS - Cession d'une partie de la parcelle AA 135 au profit du Département des Bouches-du-Rhône sur la Commune de La Roque d'Anthéron

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'aménagement Concerté (ci-après ZAC) de La Roque d'Anthéron 2 a été créée le 30 mars 2017

sur la Commune de La Roque d'Anthéron afin d'étendre la zone d'activités existante et permettre d'offrir sur un périmètre de 13 hectares du foncier d'activités à destination d'entreprises industrielles et de PME/PMI.

Dans le cadre de l'aménagement de cette ZAC, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé les accès depuis la RD561, en lien avec le Département des Bouches-du-Rhône.

Il convient aujourd'hui d'opérer une régularisation au profit de ce dernier.

Ce rapport vise donc à approuver la cession à titre gracieux au profit du Département des Bouches-du-Rhône d'une partie de la parcelle AA135 (881 m2) en vue de son intégration dans le domaine public routier départemental (RD561).

Suite à la demande du Territoire du Pays d'Aix, le Département convient de la nécessité d'entretenir les aménagements réalisés par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 créant la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, le programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La saisine de la Direction de l'Immobilier de l'État en date du 8 novembre 2021 ;
- Le courrier de demande du Département des Bouches-du-Rhône en date du 5 août 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de régulariser au profit du Département une cession foncière à titre gracieux en vue de l'intégration de ces terrains dans le domaine public routier départemental (RD561).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre gracieux d'une emprise d'une superficie de 881 m² à détacher de la parcelle cadastrée AA135, propriété de Métropole Aix-Marseille-Provence et sise ZAC de La Roque d'Anthéron 2 sur la Commune de La Roque d'Anthéron, conformément au document d'arpentage ci-joint.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique ainsi que tout document relatif à cette cession.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique et les frais de division sont pris en charge par le Département des Bouches-du-Rhône.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2021 CT2 576

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement TER Modernisation Aix-Marseille

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) actuellement en travaux, doit conduire à une amélioration significative de l'offre en Transports en Commun et à sa fiabilité, à compter de 2022. Pour rappel, l'offre sera augmentée de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (Saint Antoine, Saint Charles).

Afin de satisfaire aux exigences en matière d'amélioration de la qualité de l'air, sujet particulièrement sensible sur le Territoire métropolitain, répondre aux attentes de la population et aux préoccupations des acteurs locaux, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'autorité organisatrice des transports ferroviaires, s'est engagée dans la recherche de solutions alternatives aux trains diesel et s'oriente vers l'électrification partielle de la ligne Marseille-Aix-en-Provence. La solution retenue, de substituer les rames bi-modes diesel-électrique par des rames électriques-batterie, accompagnée d'une électrification partielle de la ligne, conduirait à une réduction significative de près de 94 % de nos impacts en émission carbone.

Les partenaires (État, Région, Métropole Aix-Marseille-Provence et Département des Bouches-du-Rhône) ont exprimé leur volonté de voir aboutir ce projet d'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix-en-Provence et dans un délai permettant de bénéficier des fonds FEDER à hauteur de 10M d'euros.

Par décision n° 20/394/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020, la Métropole a acté sa participation financière aux études d'avant-projet et projet pour l'électrification frugale de la ligne, en approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence.

Un deuxième avenant doit être approuvé par la Métropole pour prendre en compte les nouveaux éléments techniques des études Avant-Projet/Projet et porter le coût des études de 1 500 000 € à 1 975 000 €, soit une augmentation de 475 000 €, dont 90 826 € supplémentaires à la charge de la Métropole. Ce surcoût sera financé prioritairement par les économies générées par MGA2. Il convient

cependant d'approuver l'augmentation du périmètre financier de l'opération.

Il convient donc d'affecter ce montant dans l'opération DI662AP2, qui comprend déjà le financement des études et travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 004-1926/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, signée le 29 août 2017 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°MOB 004-8331/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement TER Modernisation Aix-Marseille sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La décision n°20/394/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, pour la réalisation des études d'avant-projet et de projet en vue de l'électrification frugale de la ligne ;
- La délibération n°MOB 004-8940/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 portant approbation de la convention de financement d'une première phase de réalisation de travaux et de commandes de matières pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision d'un montant de 90 826 euros TTC de l'opération d'investissement DI662AP2 TER Modernisation Aix-Marseille.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI662AP2 TER Modernisation Aix-Marseille d'un montant de 90 826 euros TTC portant le montant total de l'opération à 32 291 377 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 32 200 551 euros TTC Révision de l'AP : + 90 826 euros TTC
Montant final de l'AP : 32 291 377 euros TTC
Déjà financé : 24 014 180.93 euros TTC
CP 2021 : 4 634 322.00 euros TTC
CP 2022 : 1 602 000 euros TTC
CP 2023 : 1 297 659.10 euros TTC
CP 2024 : 743 214.87 euros TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 577

AVIS - Approbation de l'avenant 2 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Dans ce cadre, la Métropole a renouvelé la convention de délégation de service public pour l'exploitation de tous les services de transport de voyageurs du réseau Aix en bus. La délégation dont le démarrage effectif a été fixé au 4 novembre 2019 a été signée le 27 juin 2019. D'une durée ferme de neuf ans, prorogeable d'une année supplémentaire, la gestion déléguée du réseau de transports publics urbains "AIX EN BUS" a été confiée à la société KEOLIS SA.

Ce choix a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 16 Mai 2019. Conformément à l'article 8 de la Concession, une société ad hoc, la Société Keolis Pays d'Aix a été dédiée à l'exécution de la DSP dite la « Concession ».

Le présent avenant 2 après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole a pour objet de :

- Traiter des incidences de la crise sanitaire
- Ajuster l'offre commerciale du réseau de transport Aix en Bus
- Traiter des incidences de la vente du « pass intégral mensuel et annuel »
- Mettre à jour le plan pluriannuel d'investissement
- traiter des modifications contractuelles
- Etendre le périmètre d'exploitation de la DSP à la commune d'Eguilles.

- Incidence de la crise sanitaire pour l'année 2020 :

L'article 1.1 traite des incidences financières de la crise sanitaire pour la période du 13 mars 2020 au 23 juillet 2020. Suite aux différentes phases de négociations, il a été entériné la restitution à la Métropole d'un montant de 1 362 191 €.

Ce montant prend en compte les impacts de la crise sanitaire en termes de réductions de charges pour le Déléataire (réduction de l'offre de transports pendant le confinement). Il inclue également une partie des pertes sur les recettes encaissées par Keolis Pays d'Aix suite à la baisse de fréquentation et les charges liées à la désinfection quotidienne des véhicules et de l'agence commerciale. Ce montant tient compte également des problèmes de billettique liés au virus informatique ayant affecté les services de la Métropole.

L'article 1.2 traite des incidences financières de la crise sanitaire pour la période du 23 juillet 2020 au 31 décembre 2020. Suite aux différentes phases de négociations, il a été entériné de compenser le délégataire sur la base d'un montant de 759 590 €.

Ce montant prend en compte les impacts de la crise sanitaire en termes de réductions de charges pour le Déléataire (réduction de l'offre de transports pendant le confinement). Il inclue également une partie des pertes sur les recettes encaissées par Keolis Pays d'Aix suite à la baisse de fréquentation et les charges liées à la désinfection quotidienne des véhicules et de l'agence commerciale.

Un montant de solde de 602 601 € HT, non soumis à TVA, correspondant au chiffrage des deux périodes COVID 2020 sera reversé par Keolis Pays d'Aix à la Métropole. Il sera traité comme une indemnité exceptionnelle et n'affectera donc par le chiffrage pluriannuel de la Contribution forfaitaire.

- Adaptation et optimisation de l'offre de transport :

L'article 2.1 fait état de corrections de l'erreur matérielle de l'article 3.3 et 3.5 de l'avenant 1.

Le chiffrage de la modification d'offre dans l'article 3.3 de l'Avenant 1 a été modélisé sur la base d'un coût unitaire au kilomètre thermique à 1.004 € par km commercial. Les lignes 5,6,7,15 et 15S passent en électrique à partir de 2022 et la ligne 8 à partir de 2024. Pour ces lignes, le chiffrage aurait dû être réalisé sur la base d'un coût unitaire au kilomètre électrique de 0,742€ par km et non thermique.

L'impact sur la totalité de la Convention pour l'Autorité Délégante est de 214 390 € HT valeur avril 2018, ce qui réduit la moins-value présente dans l'avenant 1 (-981 811 dans l'avenant 1 corrigé à -767 421 € dans l'avenant 2).

Le chiffrage de la modification d'offre scolaire dans l'article 3.5 de l'Avenant 1 a été modélisé sur la base d'un calcul erroné de l'impact Année pleine à 82 980 € HT valeur avril 2018. Ce montant a été réajusté à 136 683 € HT valeur avril 2018, soit un solde de 53 703 € HT valeur avril 2018 à corriger en année pleine. L'impact sur la totalité de la Convention pour l'Autorité Délégante est de 439 278 € HT valeur avril 2018.

L'impact sur la totalité de la Convention des deux corrections de l'Avenant 1 pour l'Autorité Délégante est de 653 668 € HT valeur avril 2018.

Les articles 2.3, 2.4, 2.5, 2.6 et 2.7 mettent en œuvre le principe de mutabilité du service public et tire les conséquences de l'ajustement de l'offre de transport aux besoins des usagers.

In fine, l'offre de transport ajustée génère une moins-value pour l'autorité concédante de 1 155 905 € HT sur la durée du contrat, soit 145 000 € HT par an en moyenne.

- Modifications de l'engagement sur les recettes :

Depuis le début de la nouvelle Convention, plusieurs titres de transports donnant accès au réseau

concedé, distribués par de nouveaux canaux de vente, ont été mis en place par la Métropole sans que le Déléataire ne perçoive la recette associée. Les Pass intégral mensuel et annuel sont ainsi actifs sur le réseau depuis novembre 2018 et ne sont vendus par Keolis Pays d'Aix que depuis mars 2021. Il convient donc de régulariser jusqu'à cette date les ventes n'ayant pu être réalisées depuis le début de la Convention sur la base de l'engagement de recettes du délégataire inscrit au compte d'exploitation prévisionnel. Cette régularisation génère une plus-value pour l'autorité concédante de 19 652 € pour les 2 années concernées.

- Evolution du plan pluriannuel d'investissement :

L'article 4.1 acte de modification de planning sans incidence financière pour la certification ISO 14001, le renouvellement des logiciels Hastus et GMAO. Ces modifications de planning résultent de la crise sanitaire.

Cet article fait également état de l'évolution technologique des minibus électrique Volta Rampini. Ce dernier bénéficie d'une meilleure autonomie, il a donc été possible d'économiser un véhicule et de passer à un parc contractuel de 13 minibus électriques au lieu de 14.

Le prix d'achat initial du véhicule était de 274 000 €, le prix des véhicules de remplacement est de 305 650 €, soit une différence de 31 650 € par véhicule. Le solde de l'opération est donc de 137 450 € pris en charge par le Déléataire.

- Autres modifications contractuelles :

L'article 5.1 fait état du reversement de la subvention Moebus à la Métropole.

Le programme MoéBus via la société Vertigo, partenaire financeur de vos travaux économies d'énergie, vise à accompagner les collectivités ou entreprises privées, qui feraient le choix de l'électrique, pour accélérer la conversion de leur parc de véhicules de transports collectifs thermiques vers des véhicules à faibles émissions plus efficaces énergétiquement.

Le bilan financier des subventions Moebus accordées à la société Keolis Pays d'Aix dans le cadre de l'acquisition de 50 autobus électriques et des travaux d'électrification est de 1 122 934 € HT 2021.

Cette subvention sera intégralement reversée à l'Autorité Délégante par virement sur établissement d'un titre de recettes.

L'article 5.2 fait état de la revente de véhicules pour le compte de la Métropole.

14 véhicules hérités de la Convention Précédente ont été vendus pour le compte de la Métropole pour un montant net de 109 870 € HT.

Cette plus-value de cession réalisée par le Déléataire sur des biens appartenant à la Métropole ainsi que les suivantes seront intégralement reversées à l'Autorité Délégante par virement sur établissement d'un titre de recettes.

L'article 5.3 fait état des modalités de compensation du délégataire en cas de déclenchement du dispositif préfectoral de pic de pollution.

L'article 5.4 fait état de l'extension de périmètre de la DSP à la commune d'Eguilles.

La Convention initiale prévoit en son article 3 un périmètre d'intervention pour Keolis Pays d'Aix sur les communes d'Aix-en-Provence, Venelles, Le Tholonet et Saint-Marc Jaumegarde.

Le périmètre d'intervention du délégataire est étendu à la commune d'Eguilles, dans le cadre d'une extension de la ligne 26 à partir du 1er janvier 2022.

- Résumé des impacts financiers

Le bilan financier de l'Avenant sur 2019-2028 s'élève à :

- 1 155 905 € HT valeur 2018 (- 145 000 € HT par an en moyenne) d'impact à la baisse du coût contractuel de l'Autorité Délégante
- 602 601 € HT restitué par le Déléataire au titre des impacts COVID 2020
- 1 122 934 € HT rétrocédé par le Déléataire à la Métropole au titre de Moebus
- 109 870 € HT rétrocédé par le Déléataire à la Métropole au titre de la cession de 14 véhicules
- 19 652 € HT rétrocédé par la Métropole au Déléataire au titre des Pass intégral mensuel et annuel non vendus

L'Avenant 2 ne génère pas de variation du chiffre d'affaires de la concession pour la partie ne relevant pas des clauses de réexamen et hors Indemnité Covid 2020.

Si l'on intègre l'ensemble des modifications (y compris celles relevant d'une clause de réexamen et de l'indemnité Covid 2020), le chiffre d'affaires du contrat évolue de + 0,53 % par rapport au contrat initial.

Les Avenants 1 et 2 génèrent une augmentation de 0.69% du chiffre d'affaires de la concession pour la partie ne relevant pas des clauses de réexamen et hors Indemnité Covid 2020.

Si l'on intègre l'ensemble des modifications (y compris celles relevant d'une clause de réexamen et de l'indemnité Covid 2020), le chiffre d'affaires du contrat évolue de - 0,33 % par rapport au contrat initial.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du Code de la Commande Publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant cumulé des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

- territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission de délégation des services publics ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 2 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus" ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant 2 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus" et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence chapitre 011 sous politique C210 nature 6110202.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 579

AVIS - Quitus de la mission confiée à la SPLA Pays d'Aix pour la réalisation du pôle d'échanges de Trets

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par une délibération n°B582 du 25 novembre 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a approuvé la conclusion d'une convention avec la Société Publique Locale « Pays d'Aix Territoires » afin de lui confier la réalisation d'une opération d'aménagement d'un pôle d'échanges à Trets.

Cette opération avait pour objectif de réaliser un nouvel équipement en vue d'améliorer la sécurité des usagers, et les conditions de fonctionnement pour les usagers et transporteurs, ainsi que de soulager le trafic sur les voies publiques périphériques.

Ce pôle d'échanges se situe sur un terrain acquis par la Métropole sur l'avenue René CASSIN à proximité du centre-ville de Trets et de la RD908B.

Le programme prévoyait :

- la création de 7 quais de bus avec contrôle d'accès,
- la création d'un parking paysagé VL d'environ 120 places et d'une zone de dépose minute,
- la réalisation d'un abri vélo sécurisé,
- la réalisation des cheminements piétons,
- la réalisation du réseau d'éclairage public et d'un réseau de vidéo surveillance,
- le réaménagement du carrefour entre la rue René Cassin et la route de la Burlière,
- la réalisation du réseau d'eaux pluviales et des rétentions nécessaires à l'opération.

Le Pôle d'échanges a été mis en service en décembre 2019.

Le plan de financement initial de cette opération a été ainsi arrêté :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 850 000 € HT
- Conseil Départemental 13 : 850 000 €

Soit un coût total de 1 700 000 € HT (2 040 000 € TTC).

La mission étant terminée, la SPL « Pays d'Aix Territoires » sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 13 de la convention, la décharge de la responsabilité de la SPL « Pays d'Aix Territoires » pourra être délivrée après exécution complète des missions suivantes :

- Réception des ouvrages et levées des réserves de réception ;
- Mise à disposition des ouvrages ;
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs relatifs aux ouvrages ;

- Etablissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par la Métropole.

La SPL « Pays d'Aix Territoires » s'est acquittée de ces obligations et le maître d'ouvrage a accepté le bilan général et définitif de l'opération.

Le bilan de clôture de la convention en date du 12 mars 2021 laisse apparaître un montant global de dépenses de 1 518 329,56 € HT comprenant :

- Les dépenses réalisées pour l'exécution de l'opération : 1 437 329,56 € HT
- La rémunération de la SPL « Pays d'Aix Territoires » : 81 000,00 € HT

TOTAL : 1 518 329,56 € HT

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 1 531 476,93 € HT décomposée comme suit :

- Les versements de la Métropole AMP : 1 525 000,00 € HT
- Les produits financiers de l'opération : 6 476,93 € HT

TOTAL : 1 531 476,93 € HT

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole s'élevant à 13 147,37 € HT soit 15 776,85 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°215_A136 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 portant approbation du programme général du pôle d'échanges de Trets ;
- La délibération n°2010_B372 du Conseil communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 portant approbation de la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la SPL « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'opération d'aménagement du pôle d'échanges de Trets.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission confiée à la SPL « Pays d'Aix Territoires » est terminée.
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et approuver la reddition des comptes.

Délibère

Article 1 :

Est donné quitus à la SPL « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de la convention d'aménagement n°LZ41 pour la réalisation du pôle d'échanges de Trets.

Article 2 :

Est approuvée la reddition des comptes de l'opération ci-annexée, laissant apparaître un solde en faveur de la Métropole s'élevant à 13 147,37 euros HT.

Article 3 :

La recette sera constatée au Budget Annexe des Transports de la Métropole – opération 2017253000 – Sous politique C240 – Nature 238.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 580

AVIS - Budget annexe Transport -Versement d'une participation du Territoire du Pays d'Aix au Budget Annexe des Transports pour l'opération d'investissement, "Station GNV Vitrolles l'Anjoly"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 18 février 2021 par une délibération N°MOB 005-9644/21/CM la création et l'affectation au Budget Annexe des Transports d'une opération d'investissement N° 2021001500 pour la réalisation d'une Station d'avitaillement en GNV comprenant la réhabilitation d'un parking poids-lourds situé sur le même site de la zone d'activités de l'Anjoly à Vitrolles.

Le programme de cette opération a été approuvé le 15 avril 2021 par une délibération N° MOB 009-9849/CM/2 et la réalisation de cet équipement a fait l'objet d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage auprès de la SPLA. La réfection du parking poids-lourds relevant de la compétence de création et d'aménagement des zones d'activités déléguée au territoire, il a été convenu que la Direction des Infrastructures de Voirie du Pays d'Aix assumerait la réalisation des travaux relatifs au parking et la DGA Mobilité le pilotage administratif et financier de l'opération.

Par une décision du 30 septembre 2021 le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a validé le principe d'une participation financière de l'Etat Spécial du Territoire pour la réfection du parking poids-lourds pour un montant de 1 400 000 M€.

A cet effet, il convient donc d'enregistrer cette participation en recettes d'investissement au Budget Annexe Transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au ou Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°MOB 009-9849/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 validant le programme global de l'opération de réalisation d'une station d'avitaillement de Gaz Naturel intégrant la réhabilitation du parking poids lourds en tranche optionnelle ;
- La délibération n° ECOR - 002 10123/21/CM Conseil de la Métropole du 04 juin 2021 approuvant la modification et l'affectation de

l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activité » (2021 0 004 00) pour un montant de 11 000 000€TTC ;

- La décision du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2020 N°05-1-13 approuvant le versement d'une participation au Budget Annexe des transports métropolitains ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'enregistrement de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de l'opération d'aménagement d'une station GNV à Vitrolles ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'enregistrer les recettes afférentes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation du Budget Principal – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix au Budget Annexe des Transports de la Métropole qui pilote l'opération globale d'aménagement d'une Station GNV à Vitrolles Anjoly.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe Transport – section d'investissement –nature 1315 – sous politique C210.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 581

AVIS - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix-en-Provence - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Travaux d'entretien des parkings du Territoire"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n°2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « parcs et aires de stationnement » depuis le 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu de projets relatifs à des travaux de gros entretien et d'optimisation de la gestion du stationnement sur plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix, il est nécessaire de créer une opération d'investissement. L'exercice de cette compétence étant déléguée aux Conseils de Territoire de la Métropole il convient de l'enregistrer sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

L'opération d'investissement N°2021201100, Travaux d'entretien des parkings du Territoire d'un montant de 100 000 € TTC doit être affectée au budget principal métropolitain sur l'état spécial du territoire du Pays d'Aix enregistrée dans l'autorisation de programme 212081BP11 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 100 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement Travaux d'entretien des parkings du Territoire pour un montant 100 000 euros T.T.C rattachée au programme 2021201100

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget Principal – Etat Spécial du territoire du Pays d'Aix – section d'investissement – opération 2021201100 – Fonction 851 – Chapitre 458121211 Natures : 4581 - selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2022 : 100 000 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 582

AVIS - Acquisition du dépôt de Bus Keolis aux Milles, des terrains SNCF mitoyens - Approbation d'une convention de superposition d'affectations avec la SNCF - Commune d'Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » avait été confiée le 29 juillet 2011 pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP).

Il avait été convenu dans le cadre de ce contrat de DSP qu'en fin de convention, le dépôt construit par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, devait revenir en pleine propriété à la collectivité, ce qui représentait un investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne.

Le contrat de DSP étant arrivé désormais à échéance, il convient d'opérer à titre gracieux le transfert de propriété du dépôt de bus et de ses terrains d'assiette (parcelles IZ0528 et IZ0530).

Il en est de même concernant un terrain situé avenue Antoine Lavoisier à Aix-en-Provence ayant pour assiette les parcelles cadastrées anciennement section IZ n° 531 entière, et IZ n° 201, 526, 529, pour partie (une nouvelle numérotation de parcelles sera réalisée avant la réitération par acte authentique).

Ce terrain supporte des ouvrages hydrauliques (bassin d'infiltration et bassin de rétention) réalisés à la construction du dépôt de bus par le délégataire et sont indissociables de celui-ci.

Ce dernier périmètre n'a pas été acquis par la Métropole AMP ou par son délégataire, il est toujours propriété de l'Etat dont SNCF RESEAU est attributaire, donc affecté aux besoins du service public ferroviaire.

Ce terrain, qui sert actuellement de base de travaux pour le projet ferroviaire d'augmentation de capacité, dit Marseille-Gardanne-Aix phase 2, relève du domaine public ferroviaire.

Ainsi, afin de régulariser cette situation tout en préservant les intérêts des services publics en présence, les Parties ont convenu :

- De procéder à une cession sans déclassement du terrain au bénéfice de la Métropole AMP,
- De conclure, en contrepartie et concomitamment, la présente convention en vue de permettre la superposition de l'affectation historique du terrain aux besoins du service public ferroviaire et l'affectation au service public métropolitain de transport par bus, conformément aux dispositions de l'article L. 2123-7 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il convient en effet de garantir la bonne poursuite des activités liées au service public ferroviaire. Il s'agit de la condition essentielle sans laquelle la régularisation précitée n'aurait pas pu être réalisée car le Bien objet de la convention de superposition d'affectations est toujours utile au ferroviaire.

De plus, il conviendra de consentir au profit de la SNCF différentes servitudes nécessaires au maintien de l'activité ferroviaire.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13001037.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau ;
- La saisine de France Domaine n° 2021/13001 du 4 juin 2021 s'agissant du dépôt Keolis et sa réponse en date du 18/10/2021 informant que s'agissant d'un bien de retour au titre d'une DSP cette demande ne répondait pas aux modalités de consultation du Domaine en vigueur depuis le 1er janvier 2017 (arrêté du 5 décembre 2016) ;
- L'avis de France Domaine n° 2021-13001-43190 du 15 octobre 2021 s'agissant des terrains SNCF estimant ces derniers à 240 000 €/HT ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole se porte acquéreur à titre gracieux du dépôt de bus de Keolis et de son terrain d'assiette, parcelles IZ0528 et IZ0530, bien de retour dans le cadre de la DSP Aix-en-Bus 2012-2019 ;
- Qu'il convient que la Métropole se porte

acquéreur d'une partie des parcelles adjacentes propriété de la SNCF d'une superficie de 12 691 m² environ (parcelles IZ201p1 pour 1056 m², IZ526p1 pour 6530m², IZ529p1 pour 527 m², IZ529p2 pour 1628 m², IZ529p3 pour 170 m² et IZ531 pour 2780 m²), constituant des bassins d'imperméabilisation et de rétention pour le dépôt de bus, sans déclassement préalable conformément à l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, dont la valeur vénale sera prise en charge par la société Keolis Pays d'Aix au titre de ses engagements dans la DSP, ainsi que les frais, droits et émoluments de la vente et les frais de réquisition de transfert de propriété et de constitution de servitudes ;

- Qu'il ressort du diagnostic environnemental réalisé par la société Neodyme Envisol en date du 13/07/2012, que les concentrations mesurées en matière de pollutions des sols restent compatibles avec un usage non sensible du site ;
- Qu'il convient d'approuver une convention de superposition de domaines publics, à titre gracieux, pour une partie des terrains SNCF d'une superficie de 8 394 m² environ, ces derniers continuant à avoir une utilité ferroviaire, dont les frais, droits et émoluments liés à sa constitution seront à la charge de la société Keolis Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux du dépôt de bus Keolis et de son terrain d'assiette constitué des parcelles IZ0528 et IZ0530, conformément aux dispositions de la DSP « Aix-en-Bus 2012-2019 ».

Article 2 :

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux des terrains SNCF (6 parcelles pour 12 691 m² environ) servant de bassins d'infiltration et de bassin de rétention pour le dépôt Keolis (parcelles IZ201p1 pour 1056 m², IZ526p1 pour 6530m², IZ529p1 pour 527 m², IZ529p2 pour 1628 m², IZ529p3 pour 170 m² et IZ531 pour 2780 m²), pour partie, au titre de l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques sans déclassement préalable, la valeur vénale des terrains de 240 000 €/HT étant réglée à la SNCF par la société Keolis Pays d'Aix au titre de ses engagements dans la DSP.

Article 3 :

Est approuvé la mise en place de servitudes au profit de la SNCF notamment : servitude de maintien, entretien et réparation d'une clôture défensive, servitude de maintien des installations ferroviaires et de tour d'échelle pour l'entretien et l'intervention sur les installations ferroviaires, servitude de passage pour piétons et véhicules, servitude de réseaux divers, rappel des servitudes légales (loi 15 juillet 1845) et dispositions générales à proximité d'installations ferroviaires, retranscription de l'avis technique SNCF RESEAU n°19-CS-004 en date du

10 mai 2021 (annexé au présent courrier), servitude de restriction d'usage avec pour corollaire une clause de complément de prix et/ou d'indexation.

Article 4 :

Est approuvée à titre gracieux la convention de superposition de domaines publics au profit de la SNCF sur une superficie de 8 394 m² environ, puisque les terrains en cause continuent à avoir par ailleurs une occupation ferroviaire.

Article 5 :

Les frais, droits et émoluments de la vente seront à la charge de SARL KEOLIS Pays d'Aix, ainsi que tous les frais de réquisition de transfert de propriété et de constitution de servitudes, ainsi que les frais liés à la mise en place de la convention de superposition d'affectations.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 583

AVIS - Approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement (FPS) reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et

Salon-de-Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leurs Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes dont elles sont membres, encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions sont arrivées à échéance le 31 décembre 2019. Dans ce cadre la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et la Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon-de-Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report du transfert de la compétence voirie le 1^{er} janvier 2023.

Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur l'exercice 2020 sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres

de transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les conventions relatives au reversement du produit des forfaits post-stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence conclues en 2018 pour une durée de deux ans, avec les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 13 décembre 2021 ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 9 décembre 2021.
- L'avis des Conseils de Territoires

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;

- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon-de-Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence ;
- Que les prévisions de recettes de FPS pour l'exercice budgétaire 2020 en partie, font apparaître que le solde ainsi reversé à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille et de Cassis ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation du produit des forfaits post-stationnement réellement perçus au titre de l'année 2020 sur les opérations relevant du budget annexe transport relatives aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport, l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe Transport des exercices 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section de fonctionnement – Chapitre 75 - Nature 754.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 584

AVIS - Approbation du Plan de Mobilité métropolitain

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

- **Le contexte législatif et réglementaire :**

Par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a lancé la démarche du Plan de Déplacements Urbains (PDU) sur le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le PDU a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, tous modes confondus, sur une période de 10 ans. C'est une démarche réglementaire de planification et de programmation qui indique les modalités de mise en œuvre ainsi que le financement de son plan d'actions.

Ce document, qui anticipe les évolutions à long terme de la politique de mobilité métropolitaine, vise un équilibre entre les besoins de mobilité, la protection de l'environnement, la santé et le renforcement de la cohésion sociale et urbaine. Il impose une coordination entre les acteurs institutionnels, associant l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi que les Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable limitrophes de la Métropole.

Avec l'entrée en vigueur de la loi d'Orientations des Mobilités adoptée le 24 décembre 2019, applicable pour les PDU en cours d'élaboration au 1er janvier 2021, le projet de Plan de Déplacements Urbains devient Plan de Mobilité.

Selon l'article L1214-7 de la Loi Orientation des Mobilités, le Plan de Mobilité est compatible avec les SCOT en vigueur sur le périmètre métropolitain avec le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET), approuvé par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 26 juin 2019, ainsi qu'avec le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), révisé le 17 mai 2013. Les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) doivent quant à eux être compatibles ou rendus compatibles avec le Plan de Mobilité. Le Plan de Mobilité est compatible avec le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) mentionné à l'article L22-26 du code de l'Environnement lorsque ce dernier recouvre un périmètre égal ou supérieur au ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Par ailleurs, le Plan de Mobilité est en cohérence avec les orientations stratégiques des autres documents cadres de la Métropole (projet métropolitain, agenda économique...). Il participe ainsi à un projet d'aménagement d'ensemble qui articule urbanisme, mobilité et enjeux

environnementaux.

Le Plan de Mobilité, c'est aussi la première étape de mise en œuvre d'une stratégie de mobilité à l'horizon 2050. Son plan d'actions, établi pour les 10 prochaines années, sera ensuite décliné dans des plans locaux de mobilité (PLM), qui préciseront ces actions à l'échelle des 25 bassins de proximité définis sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le projet de PDU a fait l'objet d'une large concertation auprès des habitants, de mars 2018 à octobre 2019, à travers 19 ateliers thématiques répartis sur le territoire ayant réuni 436 personnes, deux enquêtes grand public ayant reçu 3 000 réponses ; puis un registre numérique qui a permis à 17 000 visiteurs de prendre connaissance du projet. La Métropole a également reçu 116 contributions écrites. Le processus s'est achevé avec la rencontre des communes et des territoires, aux fins d'assurer la cohérence du Plan de Mobilité avec les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux. Le bilan de la concertation a été adopté par délibération du Conseil Métropolitain le 19 décembre 2019.

- **Les grandes orientations du Plan de Mobilité 2020-2030:**

L'objectif du Plan de Mobilité consiste en premier lieu à lutter contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, en favorisant l'utilisation des modes de déplacement alternatifs à la voiture solo, et une meilleure organisation du transport de marchandises afin de contribuer efficacement à la préservation de la santé publique. Face à ces enjeux, et en s'inscrivant dans un horizon à 2050, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour ambition de développer un système de mobilité pour tous, répondant à la diversité des besoins des habitants d'un territoire multipolaire. La stratégie du Plan de Mobilité représente une première étape, conditionnée par la mise en œuvre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) et la gare souterraine de Marseille Saint Charles, attendue au-delà de 2030, afin d'offrir un service de type RER métropolitain constituant l'armature structurante du réseau de transports en commun desservant les différentes polarités métropolitaines. Les autoroutes seront configurées pour permettre le développement des transports collectifs à haut niveau de service (cadencés avec des voies dédiées) et inciter à l'usage collectif de la voiture. Un réseau de pistes cyclables interconnectées et sécurisées maillera le territoire et desservira les pôles d'échanges multimodaux connectés au système global de mobilité. Le réinvestissement des centres-villes favorisera la convivialité, le lien social, le commerce de proximité et les filières courtes, accordant ainsi plus de place aux piétons, vélos et autres modes actifs. La transition énergétique de la mobilité, le télétravail, les achats à distance favoriseront également la qualité de la vie dans ces espaces. La chaîne logistique de transport de marchandises aura été restructurée, en s'appuyant principalement sur le réseau ferré et fluvial, et sur une organisation urbaine adaptée, peu consommatrice d'énergie et d'espace. Le système de mobilité global est pensé dans une logique évolutive et agile pour intégrer les possibilités offertes par les innovations technologiques et

sociétales (véhicules autonomes, décarbonés et connectés).

La Plan de Mobilité à 2030 constitue ainsi une étape vers cette vision à long terme de la mobilité métropolitaine. Il se décline selon 4 enjeux majeurs et 17 objectifs opérationnels, 7 leviers déclinés en 117 actions :

- « Un système vélo global », dans lequel le vélo a vocation à devenir un mode de déplacement du quotidien pour les courtes et moyennes distances. La Métropole prévoit un ensemble d'actions cohérentes pour bâtir un véritable système autour de deux volets : un réseau cyclable maillé et sécurisé, et des services pour faciliter son usage. Ce maillage principal sera complété par un réseau secondaire, élaborée à l'échelle des 25 plans locaux de mobilité, permettant la desserte des équipements de proximité, ainsi que le déploiement de plusieurs services : stationnement sécurisé, équipements, réparation, intermodalité, information, communication digitale et sensibilisation;

- « Un système de transport collectif performant ». Le Plan de Mobilité s'inscrit dans une stratégie à long terme qui vise à décliner le concept de « RER métropolitain ». Dans son plan d'actions à 2030, il en préfigure la première étape selon trois axes :

- Débloquer et moderniser le nœud de St-Charles, qui contraint le développement et la fiabilité du système ferroviaire ;
- Développer le Réseau Express Métropolitain : un réseau de transport interurbain ferroviaire et routier rapide, fiable et à haut niveau de service ;
- Réaliser plus de 200 km de THNS urbains (Transport à Haut Niveau de Service): métro, tramway, transport par câble et bus à haut niveau de service (Bus+), sur 14 communes.

« Un système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». La stratégie de ce système repose prioritairement sur la réduction de la circulation automobile, l'introduction de la multimodalité et la hiérarchisation de ce réseau de manière à optimiser son usage, ainsi que sur un système logistique plus durable favorisant le fret ferroviaire et fluvial.

- « Un réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux (PEM) », situé au cœur des politiques de mobilité. Les PEM sont les garants de l'intermodalité, les pivots du système de mobilité métropolitain, le lieu où les usagers trouvent un panel de services de mobilité à leur disposition, adapté, varié et complémentaire.
- « Des espaces publics partagés et attractifs », confortables et accueillants,

condition déterminante pour développer les modes actifs et ainsi améliorer le cadre de vie et la santé des métropolitains. La Zone 30 devient la référence métropolitaine en matière d'aménagement des voies locales notamment des centres-villes. En matière de livraisons les communes de la Métropole devront harmoniser leur réglementation d'ici 2025. Le Plan de Mobilité organise la maîtrise et la régulation du stationnement afin de contribuer au report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, en contraignant le stationnement dans les centres-villes, en particulier celui des actifs sédentaires, en le redéployant notamment dans les parcs-relais.

- « Un service de mobilité simple, agile et accessible à tous », ces services devront être simples d'accès pour tous, à travers la tarification, l'achat des titres de transport et l'information. Ils devront également intégrer un bouquet de services publics et privés, facilitant la multimodalité. Le droit à la mobilité implique d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs pratiques et besoins, via des services dédiés avec une tarification adaptée.
- « Se donner les moyens de réussir », dans la mise en œuvre des actions du Plan de Mobilité, de manière coordonnée, en lien avec les différents partenaires impliqués et acteurs concernés. Le Plan de Mobilité prescrit 6 schémas stratégiques (Schémas directeurs : des Transports Collectifs en Site Propre, du stationnement, de la logistique, des modes actifs, schéma armature ferroviaire, schéma stratégique de la voirie structurante) définissant le cadre et la vision à 2050 de la mobilité métropolitaine. Ces schémas alimenteront les 25 Plans Locaux de Mobilité.

La nature multipolaire et la très grande taille de la Métropole nécessitent de développer une approche de proximité, destinée à favoriser l'appropriation du Plan de Mobilité par les habitants et les communes, à l'échelle locale. Six bassins de mobilités ont été identifiés sur la base de différentes études et outils d'analyse territoriale. Ils ont été subdivisés en 25 bassins de proximité, sur la base de critères de continuité, de cohérence et de densité, correspondant à une logique de bassin de vie. C'est sur ces périmètres que les actions du Plan de Mobilité seront déclinées, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité à raison de 5 plans par an sur 5 ans. Cette déclinaison s'opérera au plus près du terrain, et en association étroite avec les acteurs locaux.

L'approche par levier d'actions et leur déclinaison territoriale sont complétées par une vision transversale, mettant l'accent sur 6 thèmes à fort enjeux métropolitains: l'enseignement et la jeunesse, les zones d'activité et d'emploi, le tourisme, les loisirs et la vie nocturne, la cohésion sociale, la logistique et

la cohérence entre urbanisme et transports.

Conformément à l'article R1214-1 du code des transports, le Plan de Mobilité a fait l'objet d'une évaluation basée sur son programme d'actions. Cette évaluation porte sur les points suivants : l'évolution des parts modales, l'impact du projet de PDU sur l'environnement, la qualité de l'air, la santé publique (modes actifs), les GES (Gaz à effet de Serre), et la consommation d'espace. Une analyse mesure l'impact financier du programme d'actions notamment sur le budget métropolitain avec les modalités de financement en investissements et fonctionnements. Cette évaluation montre que les objectifs sont globalement atteints.

La réalisation de ces objectifs, la réponse au défi climatique et à l'amélioration de la qualité de vie des métropolitains, requièrent des moyens financiers à la hauteur du rattrapage attendu. Ainsi, la «Métropole de projet » se concentre sur les projets structurants portés par son Plan de Mobilité, et doit obtenir le soutien des maîtres d'ouvrages concernés, en premier lieu celui de l'Etat. La réunion de ces éléments est la condition indispensable pour répondre au défi climatique et améliorer la qualité de vie des métropolitains.

• **La consultation des personnes publiques associées**

Par délibération en date du 19 décembre 2019, le Conseil métropolitain a arrêté le projet de PDU. Conformément aux conditions d'élaboration fixées par voie réglementaire, le projet de PDU est soumis, pour avis aux personnes publiques associées (PPA) constituées des 92 communes métropolitaines, des Départements des Bouches du Rhône, du Var et du Vaucluse et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que les autorités administratives compétentes de l'Etat concernées, soit 97 personnes publiques associées.

Le projet de PDU étant soumis à une évaluation environnementale, l'autorité environnementale représentée par la Mission Régionale d'Autorité environnementale dite MRAe est également consultée pour avis. Pour mémoire cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de PDU mais sur la qualité de l'évaluation environnementale produite et la prise en compte de l'environnement par ce dernier. Cet avis qualitatif vise à améliorer la conception du projet et la participation du public.

Initialement, prévue du 14 février jusqu'au 15 mai 2020, la consultation des personnes publiques associées, a été prorogée en raison de l'état d'urgence sanitaire, jusqu'au 28 août 2020, soit 6 mois au lieu de 3. Face à une deuxième vague de la pandémie et au 2^{ème} confinement de novembre 2020 (décret du 14 octobre 2020 portant déclaration d'état d'urgence sanitaire), l'organisation de l'enquête publique initialement prévue entre le 04 novembre 2020 et le 10 décembre 2020 a été reportée. Ces reports et décalage ont entraîné l'obligation pour le projet de PDU de se conformer aux dispositions de la Loi d'Orientations des Mobilités applicables au 1^{er} janvier 2021.

Le projet de PDU a donc été soumis à l'avis de la

nouvelle catégorie des personnes publiques associées dites « limitrophes ». Ainsi, aux 97 consultations des personnes publiques associées en février 2020, les 6 agglomérations environnantes concernées ont été consultées du 14 janvier 2021 au 15 avril 2021. Il s'agit des Agglomérations de Durance-Lubéron-Verdon, de Provence Verte, de Terre de Provence, de Sud Sainte Baume, de Lubéron-Monts de Vaucluse, d'Arles-Crau-Camargue-Montagne.

Sur l'ensemble des 103 personnes publiques consultées, 37 ont émis un avis dans les délais réglementaires impartis, dont l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, 26 communes métropolitaines et 5 personnes publiques associées limitrophes.

L'ensemble de ces avis a été soumis à la commission d'enquête. Il est à noter qu'un certain nombre d'avis sont parvenus hors délais ou non notifiés à la Métropole. Ces collectivités ont eu la possibilité néanmoins de déposer leur avis durant le temps de l'enquête publique. C'est le cas notamment de la Ville de Marseille.

- **L'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale PACA (MRAe)**

L'avis délibéré de la MRAe PACA sur le projet de PDU 2020-2030 précise que c'est le premier Plan de Mobilité à l'échelle de ce vaste territoire. Les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sont : la qualité de l'air, les nuisances sonores et les risques sanitaires associés, la lutte contre le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, la limitation de la consommation d'espaces et de l'étalement urbain, en favorisant le développement autour des centralités urbaines et des pôles d'activités, la préservation de la biodiversité et le maintien des continuités écologiques. La MRAe souligne l'importance de la cohérence entre urbanisme et transport afin de limiter le volume global des déplacements et faciliter les reports modaux.

La MRAe note l'inflexion du projet de PDU, qui tranche avec les politiques passées, souvent tournées vers l'usage de la voiture. Cependant, elle considère que le projet de PDU dans sa forme actuelle manque encore d'ambition notamment en termes de réduction du nombre quotidien de véhicules sur le réseau routier, et vis-à-vis des enjeux de santé publique. Le projet de PDU apparaît par ailleurs peu précis, avec des déclinaisons à venir, sous forme de schémas sectoriels stratégiques et de plans locaux de mobilité qui devront renforcer encore, et non amoindrir, les ambitions de report modal et de prise en compte des enjeux environnementaux.

- **L'avis des personnes publiques associées:**

D'une façon générale, le projet de PDU a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques associées.

Le Préfet, dans son avis, salue le projet de PDU qui constitue une étape clé de la stratégie de mobilité à l'échelle métropolitaine, ainsi que la qualité du travail effectué dans un délai contraint. Il souhaite néanmoins des améliorations pour relever les défis climatiques, de santé et de cohésion sociale ainsi qu'une clarification des modalités de financement et de hiérarchisation des opérations.

La Région donne un avis favorable en précisant que le projet de PDU intègre les ambitions du SRADDET relatives à la mobilité et au transport de marchandises et de manière plus globale celles concernant la lutte contre le changement climatique, la non-consommation d'espaces naturels et agricoles. Le PDU est ainsi cohérent avec la politique régionale déclinée dans le SRADDET. Elle émet cependant des réserves sur les objectifs de diminution de la pollution atmosphérique, inférieurs à ceux du SRADDET, sur le niveau d'ambition trop faible sur la politique vélo, et la soutenabilité financière du projet.

Sur les 92 communes saisies pour avis, 26 ont répondu par un avis délibéré ou un courrier.

Par conséquent il est à considérer que 66 avis sont réputés favorables.

Parmi l'ensemble des communes ayant répondu, 14 ont délibéré un avis favorable sans réserve, 7 avec réserve, et un avis défavorable émanant de la commune de Marignane. 4 communes ont demandé des précisions par courrier.

La commission d'enquête publique relève que la concertation préalable a pu proposer une vision territorialisée, permettant de mieux comprendre les enjeux métropolitains et locaux.

- **L'enquête publique**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, assorti des avis des personnes publiques associées, l'enquête a pu être organisée entre le 20 avril 2021 et le 21 mai 2021.

106 lieux d'enquête ont été ouverts sur le territoire métropolitain dans toutes les communes et mairies annexes de Marseille et d'Aix-en-Provence. La commission d'enquête, désignée par le Tribunal Administratif de Marseille était composée de 3 membres et un suppléant. Elle a organisé 24 permanences physiques, au cours desquelles 69 personnes ont été reçues par les commissaires, 30 entretiens téléphoniques au cours de 3 permanences dédiées. Plus de 1000 observations ont été déposées et 953 observations ont été consignées sur le registre numérique d'enquête publique.

La commission d'enquête souligne dans ses conclusions que la Métropole a su tenir compte des contraintes sanitaires liées à la pandémie et assurer les meilleures conditions possibles pour le bon déroulé de l'enquête publique. Elle souligne également qu'un nombre très important de personnes, de collectifs, d'institutions et de

collectivités territoriales ont pu exprimer leur avis, déposer leurs requêtes sur le projet, mais aussi, pour certains, faire des propositions sous forme de dossiers, permettant ainsi à la commission d'enquête de dégager des centres de préoccupation ou d'inquiétude au regard de la politique de mobilité, notamment sur le bassin marseillais.

Il est à noter que la nouvelle municipalité de Marseille, élue en mars 2020, a déposé une délibération en date du 5 octobre 2020 lors de l'enquête publique, exprimant son avis sur le projet de PDU.

La commission d'enquête a remis son rapport et ses conclusions le 19 juillet 2021, émettant un avis favorable sur le projet de PDU, assorti de 4 réserves et 6 recommandations ainsi qu'une recommandation de « dernière minute ».

L'ensemble des contributions ainsi que le rapport de la commission d'enquête sont consultables sur le site de la Métropole :

<https://www.ampmetropole.fr/actualites/lancement-enquete-publique-PDU-metropolitain> ainsi que sur le registre numérique : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp>

- **La prise en compte des réserves**

Réserve n° 1

La commission relève que la ville de Marseille a versé au dossier de l'enquête publique une délibération en date du 05 octobre 2020, portant sur un nombre conséquent de points relatifs à la mobilité sur son territoire communal. Elle demande à ce que tous ces points soient expressément pris en considération. Elle précise qu'il appartient à la Métropole de rencontrer les acteurs décisionnaires de la Ville afin d'engager un travail constructif dans le but d'intégrer tout ou partie de ces points dans le Plan de Mobilité à approuver.

Dans ce sens et afin de lever la réserve, la Métropole a :

- Rencontré la Ville de Marseille au cours de deux réunions en dates du 27 octobre et du 09 novembre 2021, afin d'échanger sur les points soulevés dans sa délibération ;
- Apporté des modifications de rédaction sur les actions traitant du levier système de vélo global (V04) et espaces publics partagés (EP03), afin de tenir compte des observations formulées par la ville. Il s'agit des points relatifs aux modes actifs (7 points sur les 13 proposés ont fait l'objet d'une modification de rédaction) ;
- Apporté des explications concrètes à la Ville de Marseille illustrant une préoccupation partagée et commune de voir les objectifs du Plan de Mobilité atteints. Cela concerne essentiellement les sujets relatifs au développement des modes actifs (6 points sur les 13), la tarification, le développement du réseau de Transport par Tramway et par câble ;

- Engagé pour le Boulevard Urbain Sud, des réflexions avec la Ville de Marseille afin d'étudier des alternatives au projet, depuis le chemin du Roy d'Espagne jusqu'à la Pointe Rouge, afin de répondre aux besoins de mobilité de ce secteur, tant en matière de transport collectif, notamment d'insertion du B5, que de modes actifs ;
- Précisé pour le Tunnel Schœlching que les trémies aérauliques de traitement des fumées polluantes feront l'objet d'une attention particulière afin de réduire l'impact sur les espaces végétalisés du parc du 26^{ème} centenaire ;
- Précisé que le schéma directeur des transports collectifs en site propre devra notamment évaluer un tramway vers les plages du Prado à Marseille, entre Aubagne et la Barasse, le Merlan et St Jérôme depuis la Belle de mai, un THNS sur la Rd4 nord voire au-delà en direction d'Allauch et Plan de Cuques.

Réserve n° 2

La commission demande à la Métropole de se conformer à l'obligation réglementaire en application des dispositions de l'article R1214-1 du code des transports, en intégrant au projet de PDU « *une étude des modalités de son financement et de la couverture des coûts d'exploitation des mesures qu'il contient* ».

L'étude des modalités de financement et de couverture des coûts d'exploitation des mesures du Plan de Mobilité figure en page 301 et suivantes du document. Elle a été précisée et actualisée pour répondre à la réserve de la commission d'enquête. En outre, la Métropole entend souligner l'implication de l'Etat dans le financement des projets structurants de transports collectifs. Ainsi, le projet de loi de finances 2022 aux articles 20 et 22, prévoit de débloquent un milliard d'euros pour les transports métropolitains du quotidien dans le cadre du Plan « Marseille en Grand ». Ce soutien est constitué d'un amendement du Gouvernement qui inscrit 256 M€ de subventions pour financer les infrastructures de transports collectifs du quotidien. Cette subvention sera portée par le budget de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). A cette subvention s'ajoute une enveloppe de 744 M€ d'avances remboursables, dans le cadre d'un amendement du Gouvernement qui crée un nouveau programme dédié au sein du compte de concours financiers « avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ». L'adoption définitive du projet de loi de Finances 2022 est prévue fin décembre 2021.

Réserve n°3

La commission demande à corriger l'incohérence entre le projet de PDU et le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, débattu en septembre 2019. A ce titre, la Métropole rappelle qu'il ressort des dispositions de l'article L. 131-4 du Code de

l'urbanisme que les PLUi sont compatibles ou rendus compatibles avec les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports et non l'inverse.

Néanmoins, la Métropole est attentive à une organisation harmonieuse des différents documents de planification afin d'assurer une gestion cohérente du territoire. Ainsi une analyse approfondie du PADD et des contributions de la commune d'Auriol a permis d'identifier et préciser l'origine de la demande de la Commune.

La nouvelle municipalité d'Auriol vise 5 éléments non contenus dans le PADD débattu en septembre 2019, et indique qu'elle souhaiterait les ajouter dans le projet de PLUi ou le modifier. Ainsi, le PADD tel qu'il a été débattu en septembre 2019 est bien cohérent avec le Plan de Mobilité.

Des échanges avec la commune d'Auriol ont d'ores et déjà permis d'accéder à sa demande sur le volet de l'amélioration des liaisons vers Aix-en-Provence et l'aménagement d'un parking relais à proximité du péage.

Réserve n°4

La commission demande à ce que le Plan de Mobilité tienne strictement compte des dispositions contenues dans le SRADDET, répondant ainsi aux réserves émises par l'Etat et la Région.

La Métropole rappelle les règles de compatibilité : selon l'article L. 1214-7 du Code des Transports, le Plan de Mobilité doit prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatible avec les règles générales du fascicule de ce document. A cet égard, le tableau de prise en compte des objectifs du SRADDET ainsi que de la compatibilité aux règles a été complété et précisé.

En outre, afin de tenir compte de la réserve de l'Etat et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, reprise par la commission, qui soulève un manque d'ambition du projet en raison d'objectifs estimés insuffisants, portants notamment sur l'objectif de part modale vélo; il est proposé de l'améliorer en passant ce dernier de 5% à 7%. Pour ce faire, la Métropole engage un budget supplémentaire qui sera affecté à la réalisation du réseau cyclable secondaire, estimé à 80 millions d'euros, portant ainsi le budget global affecté aux infrastructures cyclables à 100 millions au lieu de 20 millions prévus dans le projet de PDU arrêté.

La disponibilité des données de l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA réalisée en 2019 et 2020 sur le territoire de la Métropole, a par ailleurs permis d'intégrer une hypothèse de développement du télétravail: 33% de télétravailleurs, dont 17% réguliers, télétravaillant 22% des jours ouvrés. Cette hypothèse permet de diminuer d'environ 2,5 % les distances parcourues en voiture par rapport à 2012. Sur la base de ces données, l'impact de l'augmentation de part modale vélo (7%) et de prise en compte du télétravail, génère une réduction de trafic de 3%. Ces éléments permettent d'atteindre une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 2% supplémentaires, passant de -26% à -28%, sans toutefois atteindre une réduction de -35%, prévue au SRADDET pour la mobilité.

Ainsi, il est à noter que l'objectif de la baisse des émissions de GES prévu au Plan de Mobilité de

-28% en 2030, est compatible avec les objectifs fixés par le projet de PCAEM. A noter que cette baisse permet d'atteindre les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone de mars 2020. En effet, la Loi Climat-Energie du 8 novembre 2020 a confié à la SNBC la mission de définir la « *marche à suivre pour atteindre les objectifs nationaux de neutralité carbone. La SNBC2 modifie les objectifs assignés à la mobilité à -28% entre 2015 et 2030 et non plus 35%, en faisant le constat que les faibles prix des énergies ces dernières années, des gains d'efficacité énergétique pour les véhicules neufs moins importants que prévus, le décalage entre émissions théoriques des véhicules et émissions réelles, la reprise de l'activité économique et le décalage au regard de l'ambition en termes de report modal* » conduisaient à estimer les émissions du secteur, supérieures aux cibles envisagées initialement. Par conséquent, les objectifs ont été revus à la baisse pour le secteur des transports. Ce constat est partagé par AtmoSud qui a pris comme données d'entrée pour l'évaluation du Plan de Mobilité les données de la SNBC. Ainsi la SNBC s'appuie sur un contexte actualisé pour définir des objectifs de baisse des GES.

Le tableau ci-dessous précise de quelle manière la Métropole a fait évoluer ses objectifs afin de prendre en compte l'objectif le plus ambitieux entre celui du SRADDET et celui du projet de PCAEM, avec lequel le Plan de Mobilité doit également être compatible.

	Sources des objectifs du Plan de Mobilité *	Objectifs du Plan de mobilité	Objectifs du SRADDET	Evaluation du Plan de mobilité
GES	SNBC2	-28%	-35%	-28%
NOX	PCAEM	-75%	-56%	-67%
PM10	SRADDET	-47%	-47%	-56%
PM2,5	SRADDET	-55%	-55%	-67%
COVNM	SRADDET	-37%	-37%	-71%
ENERGIE	PCAEM	-29%	-17%	-19%
POPULATION EXPOSÉE	PFA	0	3%	< 250 personnes

* Prise en compte des objectifs les plus ambitieux, sauf pour la baisse des GES (intégration des évolutions de la Stratégie Nationale Bas Carbone 2)

• **Le traitement des recommandations de la commission**

Le rapport de la commission est également assorti de 6 recommandations auxquelles a été ajoutée une 7^{ème} de « dernière minute ».

• Première recommandation

Cette recommandation repose sur le principe selon lequel les Plans Locaux de Mobilité emporteraient la définition de certains objectifs du Plan de Mobilité, de sorte que l'équilibre général du plan nécessiterait une nouvelle concertation et une nouvelle enquête publique. La Métropole ne suit pas cette recommandation car le Plan de Mobilité précise dans l'action M04 qu'il « *est directement opérationnel concernant les mesures de portée générale ou des projets d'échelle métropolitaine. Il ne peut cependant traiter tous les sujets d'échelle locale qui contribuent à sa réussite dans le détail. C'est pourquoi il déclinera ses actions dans des Plans Locaux de*

Mobilité en concertation avec les communes et les acteurs locaux ». Les PLM n'ont pas vocation à modifier le Plan de Mobilité et par conséquent n'impliquent pas une enquête publique. Ils précisent et déclinent localement les actions du Plan de Mobilité, en concertation avec les acteurs locaux. Le Plan de Mobilité fera cependant l'objet d'une évaluation à mi-parcours, et pourra si besoin, donner lieu à des ajustements.

- Seconde recommandation :

La commission constate l'engouement des associations d'usagers pour les déplacements à vélo et suggère de les associer plus étroitement au développement du plan. La Métropole suit cette recommandation en précisant que les associations ont été associées à la réalisation du Plan de Mobilité à travers un atelier spécifique organisé le 15 mai 2019, dont les conclusions sont consultables dans le bilan de la concertation annexé au plan. Elles seront associées au comité de suivi annuel du Plan de mobilité avec l'ensemble des acteurs ayant contribué à l'élaboration du document. Elles seront également associées à la concertation des plans locaux de mobilité pour notamment préciser le contour des réseaux secondaires cyclables.

- Troisième recommandation

La commission recommande que le rapport en cours d'élaboration par la mission interministérielle sur la création de l'Etablissement Public d'Investissement à fiscalité propre, soit joint au projet. La création de l'Etablissement a été écartée par l'Etat au profit de celle d'un groupe d'Intérêt Public de financement des transports en cours de discussion. Par conséquent la production de ce document n'est plus d'actualité.

- Quatrième recommandation

La commission recommande de laisser un accès libre au registre d'enquête publique ainsi qu'aux différentes contributions versées. La Métropole suit cette recommandation et précise que le registre numérique d'enquête publique n'a pas été clôturé. L'ensemble du dossier du Plan de Mobilité, le rapport de la commission d'enquête et les contributions sont consultables pendant une année à compter de la date de remise du rapport de la commission le 19 juillet 2021.

- Cinquième recommandation

La commission recommande de mettre en conformité les documents du Plan de Mobilité avec les nouvelles dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités. La Métropole suit cette recommandation et précise que les travaux d'élaboration ont été conduits à la lumière des travaux préparatoires de la LOM. Les quelques points qui restaient à préciser le sont dans le document définitif (itinéraires cyclables continus et sécurisés et franchissements de passage à niveau). Par ailleurs, la nouvelle dénomination : « Plan de Mobilité » remplace celle de « Plan de Déplacements Urbains ».

Elle recommande également de modifier la période de validité du projet 2020-2030 en la décalant de deux ans, soit 2022-2032. Le projet de PDU a été arrêté en 2019 au regard d'un projet précis indiquant

les conditions de son financement et de sa réalisation. Il ne peut être décalé dans le temps sans remettre en cause l'équilibre général du projet et donc l'ensemble de la démarche. En revanche, le document a été actualisé avec les dernières informations disponibles en matière d'avancée des projets. La Métropole ne suivra pas cette recommandation et conservera la période de validé de 2020-2030.

- Sixième recommandation

La commission recommande à la Métropole de puiser dans le millier de contributions pour améliorer le plan de Mobilité. La Métropole suit cette recommandation et indique que pour l'action M04, les contributeurs associatifs sont et seront associés à l'élaboration des plans locaux de mobilité à l'occasion de la concertation en vue de vérifier l'adaptation du projet et son enrichissement en total compatibilité avec les enjeux, objectifs et actions énoncées dans le Plan de Mobilité.

- Recommandation de dernière minute :

La commission recommande de tenir compte des dernières avancées issues de la nouvelle loi sur la stratégie nationale bas carbone 2 (SNBC2), dont les décrets d'application ont été publiés le 21 avril 2020. La Métropole suit cette recommandation et indique qu'elle a tenu compte des dernières avancées en matière d'évaluation des émissions des véhicules terrestres à moteur produites par les constructeurs automobiles. Elle a adapté son évaluation en conséquence, en tenant compte du développement d'un parc auto moins émetteur, et ainsi modifié l'objectif de réduction de -28% d'émission de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030. Pour mémoire, le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire de la Région Sud, approuvé le 26 juin 2019, indique un objectif de -35%. La SNBC2 vise par ailleurs la décarbonation complète du secteur en 2050 à l'exception du secteur aérien.

- Les évolutions du dossier après l'enquête publique

De manière générale, les réserves et recommandations font écho aux axes d'amélioration pointés par les Personnes Publiques Associées. Ce faisant, les réponses positives apportées par la Métropole aux réserves et recommandations formulées par la Commission d'Enquête vont dans le sens des améliorations souhaitées par les Personnes Publiques Associées.

Concernant en particulier:

- La prise en compte de l'avis de la commune de Marseille formulé au cours de l'enquête publique, ayant fait l'objet d'une délibération en date du 5 octobre 2020 et versée à l'enquête publique
- Les précisions apportées sur les conditions de financement des investissements pour la réalisation des infrastructures de transport et la soutenabilité financière du Plan de Mobilité;

- L'amélioration du projet permettant de diminuer son impact environnemental en augmentant la part modale du vélo et d'améliorer son efficacité pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, des erreurs matérielles relevées lors de l'enquête publique ont nécessité des corrections. Des ajustements mineurs participant notamment à l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document ont été effectués.

De plus, la déclaration d'utilité publique du Boulevard Urbain Multimodal LINEA ayant été annulée et les voies de recours purgées en 2020 après l'arrêt du projet de PDU, il n'est plus opportun de maintenir cette opération dans le levier « Système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». Cependant la Métropole souhaite engager une réflexion sur le devenir de ces emprises dans le cadre d'une démarche conjointe aménagement/mobilité.

L'annexe environnementale du Plan de Mobilité a été actualisée en prenant en compte les évolutions du calcul des émissions de polluants et gaz à effet de serre, et des précisions ont été apportées sur la prise en compte des objectifs du SRADDET et de la compatibilité du projet aux règles de ce document stratégique.

Il a également été tenu compte, lors de la rédaction du Plan de Mobilité, des travaux parlementaires d'élaboration de la Loi d'Orientation des Mobilités. A la suite de l'approbation de cette Loi postérieurement à l'arrêt du projet, des modifications complémentaires ont été intégrées, Un document en annexe de la présente délibération met en exergue l'ensemble des modifications apportées.

L'ensemble de ces adaptations ne modifient pas l'économie générale du Plan de Mobilité tel qu'arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019. Le plan de mobilité d'Aix-Marseille-Provence, modifié de façon à tenir compte des résultats de l'enquête publique, est annexé à la présente délibération. Il est constitué des pièces suivantes :

- Plan de Mobilité 2020-2030 Aix-Marseille-Provence ;
- Le Rapport d'évaluation environnementale et le résumé non technique;
- Annexe 1 : L'état initial de l'environnement;
- Annexe 2: Les évaluations AtmoSud
- Annexe 3 : L'évaluation Acoucity ;
- Annexe 4 : l'annexe accessibilité
- Annexe 5 : la note financière
- Le bilan de la concertation;
- **Les avis du comité des partenaires et des conseils de territoire**

Conformément aux dispositions de la loi LOM, le Plan de mobilité a été soumis à l'avis consultatif du comité des partenaires le 24 novembre 2021.

Conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils de Territoire ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ;
- La loi n°96-1236 du 31 décembre 1996 relative à l'Air l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;
- La loi n°2010 788 du 12 juillet 2010 relative à l'engagement national pour l'environnement, « Grenelle II » ;
- La loi n°2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit européen ;
- L'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 relative à l'organisation de la consultation locale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2020-1254 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n°2020-457 du 21 avril 2020 portant nouvelle stratégie nationale bas carbone (SNBC2) ;
- La délibération du 14 décembre 2017 qui approuve l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) et définit les modalités de la démarche ;
- La délibération du 19 décembre 2019 qui arrête le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) ;
- La délibération du 19 décembre 2019 portant bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La délibération du 17 décembre 2020 relative à la création du comité des partenaires en vertu de l'article L 1231-5 du code des transports ;
- L'avis de l'autorité environnementale du 14 mai 2020 ;
- La décision du Tribunal Administratif de Marseille n°E20000042/13 du 24 juillet 2020

portant désignation de la commission d'enquête ;

- L'arrêté du 13 octobre 2020 relatif à l'ouverture et organisation de l'enquête publique du projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2020-2030) ;
- L'arrêté du 30 octobre 2020 relatif à l'abrogation de l'arrêté du 13 octobre 2020 et report de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2020-2030).
- L'arrêté du 19 mars 2021 relatif à l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030
- Les avis des personnes publiques associées recueillis entre les 17 février 2020 et le 28 août 2020 ;
- Le rapport de la commission d'enquête sur le Plan de Déplacements Urbains, les conclusions rendant un avis favorable assorti de 4 réserves et 7 recommandations ;
- Les modifications apportées afin de lever les réserves émises par la commission dont le détail est joint en annexe ;
- L'avis du comité de partenaires ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoires

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- **Considérant**

Délibère

Article unique:

Est approuvé le Plan de Mobilité 2020-2030 de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	1
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CIOT Jean-David

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Est émis un avis favorable sur le Plan de Mobilité 2020-2030 de la Métropole Aix-Marseille Provence, sous réserve des observations suivantes :

- Ne souhaitant pas retarder l'adoption d'un document stratégique majeur, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix souligne toutefois le peu de temps laissé à ses élus pour prendre connaissance de la version finale du Plan de mobilité qui leur est soumis.

- Alors même qu'une partie de ce plan concerne le territoire du Pays d'Aix, le Conseil de Territoire déplore que sa version finale n'ait pas fait l'objet, comme il est d'usage pour les schémas structurants, d'une présentation devant l'ensemble de ses membres alors même que l'impérative articulation d'un tel schéma avec le PLUi de Territoire ne peut s'accommoder d'une élaboration par trop verticale.

- Sauf à ce que celles-ci aient été prise en compte – ce dont il n'a pu s'assurer- le Conseil de Territoire du Pays d'Aix rappelle en conséquence les observations formulées par ses communes-membres en cours d'élaboration, par exemple :

- L'importance que revêt la mise en place de liaisons transversales non systématiquement rabattues vers la Marseille, par exemple sur l'axe Aix-Gardanne-Rousset et plus généralement sur l'itinéraire Salon-Aix-Aubagne, barreau reconnu comme stratégique dans le projet de PLUi du Pays d'Aix ;
- L'ambition limitée des objectifs de proximité par rapport aux points de ralliement de transports en commun, lesquels doivent d'ores et déjà pouvoir être améliorés sur certaines zones ;
- Le renforcement de la desserte vers et depuis la zone d'activité de Cadarache ;
- Une intégration du rôle de la Métropole au centre de la liaison Vallée du Rhône – Milan, à forts enjeux économiques ;
- Une meilleure prise en compte des problématiques de mobilité du territoire du Pays d'Aix, non pour répondre à ses besoins par préférence à d'autres mais pour intégrer pleinement le caractère polycentrique de notre Métropole dont la pleine compréhension conditionne l'efficacité du Plan de Mobilité.

Le Conseil de Territoire transforme cet avis en délibération.

2021 CT2 585

AVIS - Lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Marignane et les Pennes-Mirabeau (ZENIBUS) avec la mise en service de 2 lignes de BHNS (ZEN A et ZEN B)

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du BHNS ZENIBUS, appelé phase 2, par délibération n°TRA 005-2329/17/CM. Ce prolongement initial consistait à desservir, avec une seule ligne, au sud, la ZAC des Florides à Marignane et à l'est, la zone commerciale de Plan de Campagne.

Considérant d'une part la fréquentation importante du ZENIBUS actuel sur le bassin vitrollais (42 % des validations sur la commune de Vitrolles sur les 8000 voyages/jour) et d'autre part les enjeux de régularité sur le tracé avec une ligne trop étendue ne permettant pas de tenir les horaires, il a été proposé de mettre en service 2 lignes de BHNS-ZENIBUS en remplacement de la ligne actuelle, c'est-à-dire :

- Une ligne ZEN A, reliant le pôle d'échanges Cap Horizon à Vitrolles à celui de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau,
- Une ligne ZEN B reliant le Technoparc des Florides à Marignane au pôle d'échanges du Griffon à Vitrolles.

Par délibération n°MOB 008-10133/21/CM, le Conseil de Métropole a approuvé le 4 juin 2021 ce principe de mise en service de deux lignes de BHNS accompagné d'un programme de réalisation qui comprend :

- Une extension de 4,4 km de la future ligne ZEN A à l'Est vers le futur pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne.
Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
 - 4 stations,
 - 4350 mètres de couloirs de bus,
 - D'un P+R de 29 places aux Pennes-Mirabeau,
 - 4400 mètres d'itinéraires cyclables,
 - 600 mètres de trottoirs en agglomération sur la commune des Pennes-Mirabeau,
 - L'extension du principe de priorité aux carrefours à feux vidéo-surveillés.
- Une extension de 2,5 km de la future ligne B au sud vers la ZAC des Florides (Marignane).

Cette extension s'accompagne de la réalisation de :

- 2 stations,
 - 300 mètres de couloirs de bus,
 - l'extension de la piste bidirectionnelle existante jusqu'au Rond-Point de la Barque.
- Un tronc commun de 4 kilomètres environ pour les deux lignes ZEN A et ZEN B sur la commune de Vitrolles qui s'accompagne de :
 - L'allongement de 8 stations,
 - La réalisation d'un pôle d'échanges au Griffon,
 - L'intégration du futur Réseau Express Métropolitain (REM) sur les arrêts Grand Vitrolles et Griffon/Clinique,
 - La réalisation d'une station supplémentaire sur le boulevard de l'Europe,
 - La suppression de l'arrêt Athènes-Rome.
 - Des améliorations sur la ligne actuelle centrées sur la commune de Marignane.
 - L'amélioration des conditions de circulation du BHNS sur la rue Jean Giono,
 - La requalification d'une partie de l'avenue Henri Barrelet en faveur des transports en commun.

Le coût total de ce programme a été approuvé à 18,75 millions d'euros HT (22,5 millions d'euros TTC) avec un objectif de mise en service pour fin 2025.

La réalisation de l'ensemble du projet est soumise à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

En application de l'article L. 103-3 du même code, il appartient à l'organe délibérant de l'EPCI de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par le projet et notamment :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet, à ce titre les principes d'aménagement d'infrastructures (trottoirs, pistes cyclables, etc...) seront portés à la concertation du public,

- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet,
- Permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Par ailleurs, à ce stade du projet et considérant l'avancement des études, les documents présentés dans cette étape de concertation permettront une compréhension détaillée des enjeux et des principes d'aménagements.

Les modalités de la concertation préalable proposées pour cette opération sont les suivantes :

- L'organisation de réunions publiques;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines, dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Mairies des communes de Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles, et des Pennes-Mirabeau. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ainsi que le site www.registre-numerique.fr ;
- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition et un registre numérique sera mis en place afin de recueillir les avis du public.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.

À l'issue de la concertation, le bilan sera présenté et arrêté par l'organe délibérant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 002-7840/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant l'arrêt du projet de déplacements urbains de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 17/005-1793/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, approuvant la revalorisation et l'affectation d'une opération BHNS Bus de l'Etang Phase 2 dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA 005-2329/17/CM du

Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane en vue du lancement de la maîtrise d'œuvre - Demande de subventions auprès des partenaires potentiels ;

- La délibération n°MOB 006-9276/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant de la composition du comité de pilotage Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS ;
- La délibération n°MOB 008-10133/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le programme modificatif de la phase 2 du BHNS ZENIBUS et du prolongement vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane avec la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de lancer la procédure de concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (ZENIBUS) avec la mise en service de 2 lignes de BHNS (ZEN A et ZEN B).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la concertation préalable au sens de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme portant sur l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (ZENIBUS) avec la mise en service de 2 lignes de BHNS (ZEN A et ZEN B).

Article 2 :

Sont approuvées les modalités suivantes de concertation préalable :

- L'organisation de réunions publiques ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines, dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Mairies des communes de Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles, et des Pennes-Mirabeau. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de

présentation ainsi que le site www.registre-numerique.fr ;

- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition et un registre numérique sera mis en place afin de recueillir les avis du public.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer toutes les procédures administratives nécessaires au bon déroulement de cette concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 586

AVIS - Approbation du programme d'aménagement du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Pierre Plantée à Vitrolles

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En décembre 2019, le Conseil de la métropole a procédé à l'arrêt du projet de PDU (Plan de Mobilité), présentant ainsi les ambitions de la Métropole pour faire face aux défis environnementaux et économiques qui se présentent pour les prochaines années. Ce dernier donne comme objectif, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux d'ici 2025.

Pour y répondre, il est prévu de déployer un réseau interurbain à haut niveau de service, articulé autour du réseau ferroviaire et routier du territoire métropolitain (réseau REM) et de pôles d'échanges multimodaux (PEM) avec la création de 31 pôles d'échanges multimodaux, et le renforcement de 34 PEM existants.

Le PEM de Pierre Plantée fait partie des PEM à restructurer. Pour identifier les aménagements à réaliser, une étude technique a été conduite entre 2019 et 2020 afin de préciser les conditions d'insertion urbaines et paysagères de cet équipement au sein d'un espace public renouvelé, de définir ses nouvelles fonctionnalités, et préparer l'arrivée d'une offre de transport augmentée, notamment avec le projet d'extension du Zénibus entre Marignane et les Pennes Mirabeau.

Descriptif de l'opération:

Le pôle d'échange multimodal de Pierre Plantée est la troisième gare routière de la Métropole par sa fréquentation. Il est aujourd'hui saturé et doit être restructuré pour faire face au nombre important de lignes qui y sont regroupées.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du mail piéton existant sur l'avenue Salyens, qui sera prolongé vers le futur « mail capable », tel qu'imaginé dans le plan guide des aménagements urbains du centre-ville. Il comprend la requalification de la gare routière existante, l'aménagement d'une gare routière scolaire sur l'avenue Yitzhak Rabin, ainsi d'un parking-relais de 150 places sur la place centrale. Le dimensionnement de la partie gare routière intègre 12 quais et des arrêts de passage afin d'accueillir 3 lignes du réseau express métropolitain (REM) : Vitrolles – Aix-en-Provence, Marseille – Vitrolles, Salon – Vitrolles, mais aussi 7 lignes du réseau urbain, ainsi que deux lignes du Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) Zénibus Est-Etang de Berre, positionnées au cœur du PEM.

Il est prévu d'intégrer de nouveaux équipements (local vélos sécurisé, parking relais, information voyageurs, espaces d'attente...), mais aussi de répondre aux enjeux de sécurité et de saturation du site actuel. Les aménagements de voirie comprendront notamment la suppression du giratoire devant la gare routière, et l'aménagement d'un carrefour à feux en lieu et place.

Pendant la phase travaux et jusqu'à la mise en service du P+R, des places de stationnement provisoires seront aménagées pour pallier la diminution provisoire du nombre de places.

Le montant des travaux pour la réalisation de la totalité de l'opération est estimé à 7 340 000 euros HT. Le montant des études, travaux et frais de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ce PEM est estimé à 8 800 000 € HT, soit 10 560 000 € TTC. Une équipe de maîtrise d'œuvre sera désignée pour réaliser les études et suivre la réalisation des travaux. Le projet fera par ailleurs l'objet d'une concertation publique après désignation du maître d'œuvre au titre de l'article L 103 -2 du Code de l'Urbanisme.

La création et l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant de 8,8M d'euros HT a été approuvée par délibération du Conseil métropolitain en date du 16 décembre 2021.

Cette opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- La gare scolaire démarrage en 2022 avec une livraison en 2023
- La gare routière démarrage en 2022 avec une livraison en 2026
- P+R livraison démarrage en lien avec l'opération d'ensemble prévue sur la place de la Victoire et livraison prévisionnelle au plus tard en 2027. Des parkings provisoires seront aménagés dans la même temporalité que la gare routière en attendant la livraison du P+R.

La présente délibération vise désormais à approuver le programme de cette opération qui se décomposant en trois sous-opérations sur la base des estimations suivantes:

La gare scolaire	100 000,00 € HT
La gare routière	5 300 000,00 € HT
P+R	3 400 000,00 € HT

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est ainsi estimé à 8,8M d'euros hors taxe ainsi réparti :

- Coût des travaux : 7 340 000 euros hors taxe
- Coût Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'œuvre : 1 460 000 euros hors taxe

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération créant l'autorisation de programme 2022000800 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de l'opération du pôle d'échange multimodal de Pierre Plantée ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le coût global de l'opération relatif à l'investissement hors foncier, soit 8 800 000 € HT et son affectation sur le budget annexe transport d'un montant de 8 800 000 € HT (maîtrise d'œuvre comprise).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe transport 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2022000800.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe des transports et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 - Sous politique C240 - Code gestionnaire 6BCT2.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à effectuer, toutes déclarations, toutes demandes d'enregistrement ou demandes d'autorisation au titre du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement et prendre tout acte à cet effet, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, la Région Sud ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tous documents afférents, pour la réalisation de cette opération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires

2021 CT2 587

AVIS - Redevance d'occupation du domaine public routier et Tarifs de location des infrastructures de génie civil – Tarification 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole maintenait les tarifications appliquées sur chaque territoire et ce jusqu'à harmonisation des tarifications au niveau de l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente de l'harmonisation, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a délibéré en décembre 2020 pour la tarification 2021, il est aujourd'hui nécessaire de délibérer pour la tarification 2022.

Les dispositions prévues pour appliquer les redevances sont les suivantes :

I - Dispositions générales d'occupation du domaine public routier :

Il existe différents types d'occupation du domaine public :

- les **occupations dites temporaires**, correspondant à la réalisation d'un chantier, qui ne sont perçues qu'une seule fois, au moment de la réalisation des travaux (type ouverture de chaussée) ;
- les **occupations dites annuelles**, qui correspondent à l'occupation du domaine public par un ouvrage permanent d'un concessionnaire que ce soit en surface (type borne, armoire) ou en sous-sol (type réseau enterré, conduite). Ces occupations emportent nécessairement emprise sur le domaine public.

L'occupation temporaire n'est pas systématiquement autorisée par une permission de voirie, cette dernière n'étant nécessaire qu'à partir du moment où le pétitionnaire souhaite intervenir et modifier le domaine public.

1) Permission de voirie

L'occupation du domaine public routier par les divers dispositifs et équipements qui emporte emprise sur le domaine et en modifie la consistance, donne lieu à l'établissement d'une permission de voirie qui doit être sollicitée par le maître d'ouvrage des travaux ou le propriétaire des biens occupant le domaine.

Cette permission se fait sous forme d'un arrêté.

2) Modalités d'établissement du montant de la redevance

Les droits de voirie, sous forme de redevance, sont établis conformément au barème joint en annexe et sont calculés sur la base des éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence (surface, quantités et durée). Ces données feront l'objet d'un constat contradictoire avec le titulaire du titre d'occupation, sur convocation effectuée par le moyen que les agents de la Métropole jugeront le plus adapté (téléphone, fax,

mail, courrier simple).

En l'absence du titulaire du titre d'occupation suite à la convocation susvisée, les éléments constatés sur le terrain par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence feront foi et ne pourront être contestés.

En cas de risque de dépassement des dates indiquées dans la demande initiale, une autorisation complémentaire devra être sollicitée et les droits de voirie complémentaires seront réglés selon les mêmes conditions.

En cas d'occupation du domaine public sans titre d'occupation préalable, les droits de voirie correspondants (surface, quantités et durée) feront l'objet d'un titre de recette émis à l'encontre du Maître d'Ouvrage des travaux ou propriétaire des biens. Ces droits seront calculés en fonction de la durée, des quantités et de la surface d'occupation constatées par les agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon les mêmes conditions.

3) Travaux et réseaux exonérés de redevance

A – Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage Métropolitaine et les réseaux ou équipements appartenant à la Métropole sont exonérés du paiement d'une redevance.

B - Conformément à l'article L. 2125-1 du CG3P, qui prévoit des cas d'exonération facultative, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public sera délivrée gratuitement dans les cas suivants :

- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous. Sont notamment concernés, les réseaux d'éclairage public, les bornes incendies.
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'État chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre public ou du contrôle aux frontières dans les aéroports, les ports et les gares.
- Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation permet l'exécution de travaux relatifs à une infrastructure de transport public ferroviaire ou guidée.

L'autorisation d'occupation ou utilisation du domaine public est délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Enfin, lorsque l'occupation du domaine public est autorisée par un contrat de la commande publique (ou une convention conclue suite à une mise en concurrence) ou qu'un titre d'occupation est nécessaire à l'exécution d'un tel contrat, les modalités de détermination du montant de la redevance sont fonction de l'économie générale du contrat.

Sont notamment visés, les contrats de concession emportant délégation de service public en vertu desquels les concessionnaires sont propriétaires des ouvrages concédés pendant la durée du contrat.

4) Modalités de paiement de la redevance

Toute période commencée est due sous réserve du retrait de l'autorisation d'occupation dans les

conditions définies à l'article L. 2125-6 du CG3P.

La redevance est exigible dès la notification du titre de recette correspondant et le paiement devra s'effectuer en une seule fois.

Le redevable de la redevance est le titulaire de la permission de voirie.

Tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée à la Métropole.

Le paiement de la redevance a lieu à la Trésorerie Principale de Marseille, dès réception du titre exécutoire correspondant envoyé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

II - Dispositions spécifiques d'occupation du domaine public routier pour les concessionnaires de réseaux :

L'occupation du domaine public, en aérien, en surface ou en enterré est soumise à autorisation de voirie et redevance, y compris pour les occupants de droits. Pour ces derniers, l'arrêté de permission de voirie est remplacé par un accord technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, rédigé dans les mêmes conditions.

La tarification est réglementée en fonction des différents concessionnaires.

1) Opérateur d'électricité

A - Au titre de la redevance temporaire, le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixe les montants maximums suivants :

- Pour les réseaux de **transport**, la redevance est un forfait annuel correspondant à :

0,35 €HT / ml de réseaux de transport posés, remplacés ou mis en service au cours de l'année N-1

- Pour les réseaux de **distribution** : la redevance est un forfait annuel correspondant à 1/10e de la redevance annuelle.

B - Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents, la redevance maximale est fixée par le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002, et repris par l'article R.2333-105 du CGCT.

Ce décret fixe le plafond de redevance en fonction du nombre d'habitants de la commune :

Pour une population supérieure à 100000hab PR = 0,686P-19498 €

Avec PR = Plafond de redevance et

P = Population totale telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'INSEE.

Sur la base de l'article R.2333-106 du CGCT, le calcul sera fait pour le Territoire du Pays d'Aix en prenant pour P la population INSEE du Territoire du Pays d'Aix avec la formule :

PR = 0,686P-19498 €.

Pour 2022, la population INSEE prise en compte est la population totale de 2020, soit P = 401 906 habitants.

Par application de la formule ci-dessus, PR= 256 209,52

Ce montant maximum PR évolue au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier.

Le coefficient d'actualisation ($C_{ing\ elec}$) est issu de la multiplication des taux de revalorisation annuels depuis 2002.

$PR_{2022} = 256\,209,52 \times C_{ing\ elec}$

Avec PR_{2022} Plafond Redevance actualisé 2022

Sur la base de ce montant plafond PR_{2022} , le calcul du montant de la redevance dû à la Métropole sera fait au prorata du linéaire de réseau posé sur les voiries gérées par la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par rapport au linéaire total de réseau installé sur le territoire des communes.

2) Opérateur de Gaz

La loi du 1^{er} août 1953 pose le principe du paiement d'une redevance pour le gaz et l'électricité au profit des communes et des départements.

A - Au titre de la redevance temporaire :

Le montant maximum des redevances pour les transports de gaz réalisant des travaux est fixée par le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 pour les communes et les départements. Il est donc proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la métropole à :

0,35 €HT / ml de réseaux posés ou remplacés au cours de l'année N-1

B- Au titre de la redevance annuelle due pour l'occupation par des ouvrages permanents :

Le montant maximal des redevances (M) dû chaque année par les ouvrages de transport et de distribution de gaz est fixé pour les communes et les départements par décret n°2007-606 du 25 avril 2007. Sur la base de l'article R.2333-115 du CGCT, le calcul sera fait sur le territoire du pays d'Aix pour les voiries dont la Métropole est gestionnaire.

La redevance est calculée en fonction du linéaire L de réseau présent au cours de l'année N-1 sur les voiries du Territoire du Pays d'Aix, avec la formule suivante :

$M = (0,035 \times L) + 100$

Ce montant M est revalorisé chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et par application d'une formule d'indexation automatique au premier janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au premier janvier.

Le coefficient d'actualisation ($C_{ing\ gaz}$) est issu de la multiplication des taux de revalorisation annuels depuis 2007.

$M_{2022} = ((0,035 \times L) + 100) \times C_{ing\ gaz}$

Avec M_{2022} Montant plafond actualisé 2022

3) Opérateurs de réseaux de communications électroniques

Les opérateurs de communications électroniques titulaires d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau ouvert au public délivrée par A.R.C.E.P. (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes) bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public communautaire routier et non routier.

La loi a renvoyé à un décret les modalités d'application des dispositions relatives à l'utilisation du domaine public routier (articles L45-9 à L53 du Code des Postes et Communications Électroniques).

Au titre de la redevance annuelle et de la redevance temporaire :

Le tarif annuel maximal de la redevance est défini par

le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 (articles R20-52 du code CPCE) qui précise que les montants des redevances sont indexés sur l'évolution de l'indice du coût général des travaux publics (TP01). Dans la mesure où il n'existe pas à proprement parler d'index trimestriel TP01 donnant lieu à publication, mais seulement un index mensuel, il convient pour l'application de l'article R.20-53 du code des postes et des communications électroniques, de retenir la méthode ci-après :

Le calcul de la moyenne pour une année donnée N prend en compte les valeurs connues, au 1^{er} janvier suivant, de l'index mensuel TP01 de la fin de chacun des 4 trimestres précédents, c'est à-dire les valeurs de décembre(N-1), de mars(N), de juin(N) et de septembre(N), sachant qu'au 1^{er} janvier (N+1) la valeur de décembre (N) n'est pas encore connue. Ce calcul est effectué pour chacune des années précédant le 1^{er} janvier considéré, le pourcentage d'évolution étant ensuite calculé en comparant les résultats obtenus pour lesdites années ».

IMPORTANT : La série des Index TP01 a évolué. La référence (100 en janvier 1975) a été arrêtée le 16 décembre 2014 et une « base 2010 » a pris le relais. La formule pour le calcul du coefficient d'actualisation est la suivante :

Moyenne année 2021 = (Index TP01 de décembre 2020 x par le coefficient de raccordement + Index TP01 de mars 2021 x par le coefficient de raccordement + Index TP01 juin 2021 x par le coefficient de raccordement + Index TP01 septembre 2021 x coefficient de raccordement) /4

Avec coefficient de raccordement = 6,5345

Moyenne année 2005 = (Index TP01 de décembre 2004 (513,3) + Index TP01 mars 2005 (518,6) + Index TP01 juin 2005 (522,8) + Index TP01 septembre 2005 (534,8)) /4 = 522,375

Coefficient d'actualisation $C_{com\ elec\ 2022} = \frac{moy.2021}{moy.2005}$

Au vu du tarif du décret de 2006, et de l'actualisation, voici le calcul pour les tarifs 2022 :

	Domaine public routier			Domaine public non routier	
	Souterrain, Artères (en € HT/km)	Aérien, Artères (en € HT/km)	Autres : cabine tél, sous répartiteur (en € HT/m ²)	Artères (en € HT/km)	Autres (en € HT/m ²)
2006	30,00	40,00	20,00	1 000,00	650,00
2022	$30 \times C_{com\ elec\ 2022}$	$40 \times C_{com\ elec\ 2022}$	$20 \times C_{com\ elec\ 2022}$	$1000 \times C_{com\ elec\ 2022}$	$650 \times C_{com\ elec\ 2022}$

4) Réseaux d'eau et d'assainissement

Le décret n° 2009-1683 du 30 décembre 2009 plafonne le montant des redevances pour occupation du domaine public par des réseaux d'eau et d'assainissement.

En application des dispositions réglementaires précitées, le montant des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages des services de distribution d'eau et d'assainissement, hors révisions, sont de 30 € par kilomètre de réseau, hors branchements, et de 2 € par mètre carré d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non

linéaires, hors regards de réseaux d'assainissement. Ce montant plafond évolue au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie, défini au Journal officiel du 1^{er} mars 1974 et publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et du logement, mesurée au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1^{er} janvier. »

Le coefficient d'actualisation ($C_{ing\ AEP_EU}$) est issu de la multiplication des taux de revalorisation annuels depuis 2010.

Soit,

Pour les réseaux, $L \times 30 \times C_{ing\ AEP_EU}$

Pour les ouvrages bâtis non linéaires : $S \times 2 \times C_{ing\ AEP_EU}$

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B – Occupation temporaire du domaine public (hors tarifs réglementés)).

5) Autres opérateurs de réseaux

Les autres propriétaires de réseaux n'ont pas leurs tarifs maximums de redevances réglementés.

Il est proposé de retenir le montant de la redevance à verser à la Métropole pour ces autres opérateurs occupant en souterrain le domaine public à :

2 €/HT / ml de réseaux posé en souterrain au titre de l'occupation annuelle

Le montant de la redevance pour l'occupation temporaire du domaine public sera calculé sur la base des tarifs joints en annexe (paragraphe B – Occupation temporaire du domaine public (hors tarifs réglementés)).

III - Dispositions de location des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix par les concessionnaires de réseaux de communications électroniques :

Avant toute occupation des infrastructures de génie civil de la Métropole sur le Territoire du Pays d'Aix pour les concessionnaires de réseaux de communications électroniques, il est nécessaire de conclure une convention entre la Métropole et le concessionnaire précisant les modalités de passage du concessionnaire telles que préconisées par l'ARCEP. Cette convention est valable pour toutes les interventions à venir du concessionnaire sur l'ensemble du réseau de la Métropole et ce pour la durée fixée par la convention.

Pour chaque occupation des infrastructures de la Métropole, le concessionnaire devra formaliser une demande spécifique et obtenir validation de la Métropole en respectant les prescriptions édictées par la convention.

Concernant la tarification de la location des fourreaux, il est nécessaire d'évaluer la valeur locative comprenant d'une part l'occupation du fourreau et d'autre part une partie de l'amortissement et des frais d'entretien des infrastructures.

Il est proposé pour l'année 2022, de suivre les préconisations de l'ARCEP et d'appliquer la tarification suivante :

1,10€ HT / ml de fourreau occupé

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (ci-après CG3P) dans ses articles L. 2125-1 à L. 2125-6, concernant la perception des droits de voirie sur l'occupation temporaire du domaine public ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MOB 007-9277/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, validant les tarifs de redevances d'occupation du domaine public et d'occupation des infrastructures de génie civil pour l'année 2021 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la tarification 2022.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les tarifications pour la redevance d'occupation du domaine public et pour la location des infrastructures de génie civil de l'année 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix telles qu'elles sont annexées à la présente délibération.

Article 2 :

Les recettes seront inscrites sur le budget de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 588

AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aménagement d'infrastructures"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le prolongement des opérations identiques menées les années précédentes, le Territoire du Pays d'Aix souhaite s'engager sur de nouvelles opérations d'aménagements d'infrastructures en soutien aux communes. Ces nouvelles opérations prévues pour s'étaler jusqu'en 2027 sont évaluées à 12 000 000 euros.

A ce jour, plusieurs projets sont à l'étude et devraient être proposés prochainement pour validation de leur programme afin de permettre leur engagement opérationnel. Il s'agit des opérations suivantes :

- Bouc-Bel-Air route de Rans,
- Jouques chemin de la Colle,
- Meyreuil Les Cigales,
- Trets Route de Peynier.

Pour pouvoir réaliser ces opérations, il est nécessaire de créer une nouvelle opération d'investissement DI50AP12 au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 12 000 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant de 12 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement 2021201500 « aménagement d'infrastructures » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021201500 « aménagement d'infrastructures » pour un montant de 12 000 000 euros T.T.C, rattachée à l'Autorisation de Programme 212143BP15

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

Montant initial : 12 000 000 euros T.T.C.

CP 2022 : 100 000 euros T.T.C.

CP 2023 : 500 000 euros T.T.C.

CP 2024 : 1 500 000 euros T.T.C.

CP 2025 : 4 000 000 euros T.T.C.

CP sur exercices suivants : 5 900 000 euros T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 589

Classement de voies du Territoire du Pays d'Aix dans le domaine public routier métropolitain et approbation du tableau de classement

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente délibération a pour objet de classer les voies nouvelles situées sur le Territoire du Pays d'Aix dans le domaine public routier métropolitain. Il s'agit également de mettre à jour le tableau de classement des voies classées dans le domaine public routier métropolitain.

La Communauté du Pays d'Aix (CPA) disposait d'une compétence en matière de voirie dans certains cas particuliers, depuis la délibération n°2005_A099 du 24 juin 2005 prise en application de l'article 164 IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

Par délibération n° 2013_A219 du 19 décembre 2013, la CPA a ajusté les critères de définition de l'intérêt communautaire de la délibération n° 2005_A099 du 24 juin 2005 afin de reconnaître comme voirie d'intérêt communautaire les voies répondant aux critères suivants :

- les voies principales de desserte, existantes ou à créer, permettant l'accès exclusif ou quasi-exclusif à un équipement communautaire,
- les voies communales existantes ou à créer à l'intérieur des zones d'activités déclarées d'intérêt communautaire dans le cadre de la compétence « développement économique » ainsi que les voies ou portions de voies desservant ces zones ; les voies nouvelles créées par la Communauté sur ces mêmes zones d'intérêt communautaire,

- les voies des ZAC d'intérêt communautaire respectant les critères définis ci-dessus,
- les voiries de contournement à créer, nécessaires pour améliorer les échanges et les liaisons routières.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « loi MAPTAM » et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite « loi NOTRe ».

Conformément à l'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les Communes membres aux EPCI fusionnés.

Les voies précédemment déclarées d'intérêt communautaire sont donc devenues de fait de compétence métropolitaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais compétente en matière de voirie au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de l'article L.5217-5 du CGCT applicable à la Métropole Aix-Marseille-Provence en vertu de l'article L.5218-2 I précité.

Par application de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées mentionnées au I de l'article L. 5217-2 sont mis de plein droit à disposition de la Métropole par les Communes membres avant d'être transférés dans le patrimoine de la Métropole.

En vertu de l'article L.2111-14 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), le domaine public routier comprend l'ensemble des biens appartenant à une personne publique mentionnée à l'article L. 1 (comprenant notamment les EPCI) et affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées.

L'article L.141-3 du Code de la voirie routière prévoit que le classement et le déclassement des voies est prononcé par le Conseil municipal. Par ailleurs, les délibérations concernant le classement ou le déclassement de voie dans le domaine public routier sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En vertu de l'article L.141-12 du Code de la voirie routière, les attributions dévolues au Maire et au Conseil municipal par ces dispositions sont exercées, le cas échéant, par le Président et par l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Classement de voiries :

Les voies suivantes du Territoire du Pays d'Aix, précédemment déclarés d'intérêt communautaire doivent être désormais classées dans le domaine public routier de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Rue Maurice AICARDI-LEJARD (tronçon Nord), zone d'activités de l'Ensoleillée à Aix-en-Provence

La Communauté du Pays d'Aix, devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, avait déclaré d'intérêt communautaire la voirie nouvelle de contournement sud d'Aix-en-Provence par délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2014-A045 du 15 janvier 2014. Dès lors, la Communauté du Pays d'Aix était compétente pour la réalisation de la voirie nouvelle comprenant la rue Maurice AICARDI-LEJARD.

Cette voie a été dénommée par délibération n°2013.106 du Conseil municipal de la Commune d'Aix-en-Provence du 18 mars 2013.

L'acte notarié d'acquisition de la parcelle d'assiette de cette voie a été signé le 23 février 2021.

Il est ainsi proposé le classement du tronçon nord de la rue Aicardi-Lejard dans le domaine public routier métropolitain.

- Rue Emilien Gautier, pôle d'activités d'Aix-en-Provence

La Communauté du Pays d'Aix, devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, avait déclaré d'intérêt communautaire la zone d'activités du quartier de Lenfant à Aix-en-Provence par délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2001-A046 du 20 juillet 2001. Dès lors, et à la suite de la délibération n°2010-A012 portant approbation du programme des équipements publics de la ZAC du quartier de Lenfant, la Communauté du Pays d'Aix était donc compétente pour la réalisation des voiries nouvelles.

La voie Emilien Gautier a été ainsi dénommée par délibération n°2014-481 du Conseil municipal de la Commune d'Aix-en-Provence du 16 décembre 2014.

L'acte notarié d'acquisition des parcelles d'assiette de cette voie a été signé le 23 février 2021.

Il est ainsi proposé le classement dans le domaine public routier métropolitain de la rue Emilien Gautier à Aix-en-Provence.

- **Rue Henry Delaunay, pôle d'activités d'Aix-en-Provence**

La Communauté du Pays d'Aix, devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, avait déclaré d'intérêt communautaire la zone d'activités du quartier de Lenfant à Aix-en-Provence par délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2001-A046 du 20 juillet 2001.

La voie Henry Delaunay a été ainsi dénommée par délibération n°2000.0986 du Conseil municipal de la Commune d'Aix-en-Provence du 28 septembre 2000.

Les actes notariés d'acquisition des parcelles d'assiette de cette voie ont été signés aux dates des 14 et 16 décembre 1999, 11 mai 2000, 10 novembre 2000, 17 et 18 mai 2000 et 23 février 2021.

Il est ainsi proposé le classement dans le domaine public routier métropolitain de la rue Henry Delaunay à Aix-en-Provence.

- **Rue du Carreau de la Mine, Impasse des Deux Puits, Impasse du Lavoir de la zone d'activités du « Carreau de la Mine » à Meyreuil**

La Communauté du Pays d'Aix, devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, avait déclaré d'intérêt communautaire le site du Carreau de la Mine à Meyreuil par délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2004-A025 du 6 février 2004.

Les voies de la zone d'activités (Rue du Carreau de la Mine, Impasse des Deux Puits, Impasse du Lavoir) ont été dénommées par délibération n° 2011-174 du Conseil municipal de la Commune de Meyreuil du 22 septembre 2011.

L'acte notarié d'acquisition des parcelles d'assiette de ces voies a été signé le 1^{er} décembre 2005.

Il est ainsi proposé le classement dans le domaine public routier métropolitain des voies de la zone d'activités du Carreau de la Mine à Meyreuil.

Tableau de classement :

Dans le cadre des attributions de gestionnaire de voirie et comme recommandé par les circulaires

n° 426 du 31 juillet 1961 et n° 32 du 16 janvier 1962, il est nécessaire de répertorier les voies dans un tableau de classement unique. Ce tableau doit être mis à jour à la suite de chaque décision de classement de nouvelles voies ou de déclassement de voies existantes prise par l'assemblée délibérante. Les voies déjà inscrites dans ce tableau ont fait l'objet :

- de délibérations de classement par les Communes. Ces voies ont été mises à disposition de la Communauté du Pays d'Aix, devenue Métropole Aix-Marseille-Provence. Il convient donc de tirer les conséquences de la mise à disposition au profit de la Métropole de ces voies classées dans le domaine public routier communal, en les intégrant au domaine public routier métropolitain ;
- de délibérations de classement de la Communauté du Pays d'Aix ou de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce cadre et à la suite de l'intégration des voies nouvelles listées en annexe 1, il est proposé d'approuver le tableau de classement des voies métropolitaines du Territoire du Pays d'Aix en annexe 2 qui sont également identifiées sur les plans en annexe 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la voirie routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A099 du 24 juin 2005 ayant pour objet la détermination de l'intérêt communautaire dans les domaines de la voirie, des dispositifs de prévention de la délinquance et des ZAC et récapitulatif de l'ensemble des domaines pour lesquels la Communauté d'Agglomération a reconnu l'intérêt communautaire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Mobilités et Infrastructures de Transports du 24 novembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver le classement des nouvelles voies du Territoire du Pays d'Aix dans le domaine public routier métropolitain.
- La nécessité d'inventorier les voies du Territoire du Pays d'Aix classées dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le classement dans le domaine public routier métropolitain des voies nouvelles listées en annexe 1.

Article 2 :

Est approuvé le tableau de classement des voies listées en annexe 2 et schématisées annexe 3.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Habitat

2021 CT2 590

AVIS - Approbation de la mise en œuvre du permis de louer sur le centre ville de Pertuis - Approbation d'une convention de prestations de service

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Plusieurs protocoles de lutte contre l'Habitat indigne existent à l'échelle de la Métropole.

Instauré par la loi ALUR du 24 mars 2014, le permis de louer permet aux EPCI et Communes de définir des secteurs géographiques et des catégories de logements pour lesquels les propriétaires doivent demander une autorisation préalable de mise en location ou effectuer une déclaration de mise en location (art. 92 et 93/ Code de la Construction et de l'Habitation (ci-après CCH°) : L.634-1 à L.635-1)).

L'objectif visé est d'agir à l'encontre de propriétaires indécis et de s'assurer que les logements mis en location ne portent atteinte, ni à la sécurité des occupants, ni à leur santé et de mieux connaître le parc de logements en situation de fragilité.

La Commune de Pertuis a sollicité la Métropole afin de mettre en œuvre ce dispositif sur son centre-ville. La loi ELAN du 23 novembre 2018 offre la possibilité aux EPCI de déléguer cette compétence aux Communes sous réserve de disposer d'un PLH exécutoire. En l'absence de PLH exécutoire sur la Métropole, une délégation de compétence s'avère impossible.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce dispositif, il est donc nécessaire de disposer du concours de la Commune concernée, par convention pour la mise en œuvre opérationnelle, l'exécution et le suivi du dispositif (conformément à l'article L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT)).

Le permis de louer (articles L.634-1 à L.635-11, R.634-1 à R.635-5 du Code de la construction et de l'habitation) peut prendre deux formes :

- La Déclaration de Mise en Location (DML) : outil préventif et pédagogique, elle oblige les propriétaires à déclarer à la collectivité la mise en location d'un bien dans les 15 jours suivant la conclusion d'un nouveau contrat. Le dépôt donne lieu à la délivrance d'un récépissé dans le délai d'un mois ;
- L'Autorisation Préalable de Mise en Location (APML) : outil plus coercitif car il conditionne la conclusion d'un contrat de location à l'obtention d'une autorisation préalable. Délivrée dans un délai d'un mois, cette autorisation est valable deux ans suivant sa délivrance si le logement n'a pas été mis en location. Le propriétaire peut recevoir un refus de louer si son logement porte atteinte à la sécurité ou la salubrité publique ou un avis sous réserve de mise en décence du logement. S'il loue sans autorisation préalable de louer ou malgré l'interdiction, il peut être sanctionné par une amende pouvant aller de 5 000 à 15 000 euros qui sera reversée à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

Le Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI) sur la

Commune de Pertuis est estimé entre 8,4 et 10 % du parc des résidences privées et comme pour la majorité des Communes des pôles urbains, ce parc concerne principalement son cœur de ville (centre ancien).

Ces situations favorisent :

- le maintien d'une occupation très sociale dans des logements dégradés et/ou sur-occupés (précarisation des ménages).
- la dégradation du parc de logements collectifs en centre ancien.

En cohérence avec les actions menées par la Commune et proposées par le Territoire du Pays d'Aix, la ville de Pertuis veut continuer de lutter contre ces processus de paupérisation du centre associé à l'intervention de marchands de sommeil qui n'entretiennent pas ou peu leurs logements. La ville souhaite ainsi assurer un logement digne et décent aux locataires, renforcer ses actions préventives de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil, et offrir une meilleure qualité de vie à ses administrés.

Par délibération du Conseil municipal du 30 juin 2021, la Commune a officialisé sa volonté de mettre en place le régime d'autorisation préalable de mise en location, pour accentuer son action de lutte contre l'habitat indigne sur l'ensemble du territoire communal.

Ce dispositif viendra en complément des actions menées dans le cadre de la concession d'aménagement pour la rénovation du centre ancien de Pertuis qui a permis la réhabilitation de plusieurs immeubles.

L'objet de ce rapport vise ainsi à permettre la mise en œuvre opérationnelle, l'exécution et le suivi du dispositif du permis de louer (information et communication de proximité auprès des propriétaires et des pétitionnaires, accueil physique, enregistrement des demandes, instruction administrative et technique) entre le Territoire du Pays d'Aix et la Ville de Pertuis.

Le périmètre soumis à autorisation préalable de mise en location est celui de la concession d'aménagement qui comprend principalement le cœur de ville, susceptible d'évoluer.

Il convient toutefois de distinguer, au sein de ce périmètre, deux secteurs (voir schéma d'intention concession d'aménagement) :

- L'hyper-centre compte environ 735 logements et représente le secteur le plus touché par les dossiers d'infractions au Règlement Sanitaire Départemental (RSD), traités par la Commune au titre du pouvoir de police spéciale du Maire en matière d'habitat indigne (CCH).
- La Zone des Faubourgs (zone comprise entre le centre ancien et les limites du périmètre de la concession d'aménagement) comprend environ 678 logements.

La Métropole confie à la Commune de Pertuis la réalisation, en son nom et pour son compte, des prestations d'instruction des demandes d'autorisation préalable à la mise en location « permis de louer » sur le territoire communal, selon les modalités annexées au présent rapport.

Ce dispositif sera mis en œuvre à titre expérimental, pour une durée de 24 mois à compter de son entrée en vigueur.

La ville de Pertuis assurera les différentes étapes du processus d'instruction, à savoir :

- L'accueil de tout propriétaire souhaitant déposer une demande d'autorisation préalable d'un logement,
- La réception des demandes d'autorisation préalable pour la mise en location des logements et notamment la mise à disposition d'un accusé de réception des demandes d'autorisation transmises dans le cadre de la présente convention,
- Les visites des logements pour en réaliser le diagnostic technique, évaluer la décence et la salubrité, en référence à une grille d'évaluation et éventuellement, prescrire des travaux, de mise aux normes de décence respectant le RSD, ou des travaux de mise en sécurité et/ou salubrité. Cette visite est réalisée dans un délai compatible avec la transmission du rapport de visite visé ci-dessous.
- La rédaction d'un rapport de visite avec proposition d'avis : favorable, favorable sous conditions de travaux, défavorable,
- La vérification de la réalisation des travaux éventuels demandés,
- Le suivi de la régularisation de leurs situations par les propriétaires dont il a été constaté le manquement aux obligations résultant du régime d'autorisation préalable.

Les demandes d'autorisation préalable à la mise en location seront adressées en mairie : Hôtel de Ville, Direction Prévention Sécurité et Polices administratives, CS 737 84120, Pertuis ou par voie électronique à l'adresse : permisdelaouer@mairie-pertuis.fr.

Afin d'évaluer l'efficacité et la cohérence du dispositif au regard des objectifs de lutte contre l'habitat indigne, une réunion, à minima annuelle, sera organisée entre la Direction en charge de l'Habitat sur le territoire du Pays d'Aix et la Ville afin de dresser le bilan, échanger sur des retours d'expérience et enrichir la mise en place du permis de louer à titre expérimental. Le suivi et l'évaluation seront fondés sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui auront été définis au préalable entre les deux parties.

La Métropole rémunérera les missions exercées par la commune en lui versant une somme déterminée en fonction du nombre d'actes instruits selon un forfait de 70 € par acte instruit. En tout état de cause l'enveloppe budgétaire allouée par la Métropole Aix-Marseille Provence à ce dispositif s'élèvera, au maximum, à 4 900 € /an.

Une campagne de communication sera menée par la Métropole et/ou le Territoire du Pays d'Aix et la Ville de Pertuis sur la période de 6 mois courant entre l'adoption de la délibération instituant le régime d'autorisation et l'entrée en vigueur du dispositif.

Le dispositif entrera en vigueur en juillet 2022, soit six mois au moins après publication de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018 ;
- La délibération n°2010_A194 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix approuvant la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne.
- Que le permis de louer est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement.
- Que la Ville de Pertuis a fait part de sa volonté de mettre en place le dispositif du permis de louer sur son territoire communal.

Délibère

Article 1 :

Est instaurée à titre expérimental et pour une durée de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du

dispositif, sur les périmètres tels que définis en annexe, une autorisation préalable de mise en location ou en relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, sur le périmètre de la concession d'aménagement pour la rénovation du centre ancien de Pertuis.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix, et la Commune de Pertuis pour l'instauration du permis de louer.

Article 3 :

Le dispositif entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2022, soit six mois au moins après l'adoption de la présente délibération.

Les demandes d'autorisation préalable à la mise en location seront adressées en mairie : Hôtel de Ville, Direction Prévention Sécurité et Polices administratives, CS 737 84120, Pertuis ou par voie électronique à l'adresse : permisd Louer@mairie-pertuis.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents relatifs à l'exécution de cette délibération et à mettre en œuvre toutes les démarches nécessaires pour la mise en place de ce dispositif.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits budget sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement chapitre 011, nature 611, fonction 50.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 591

AVIS - Approbation du bilan de la concertation préalable pour le lancement d'une opération de restauration immobilière sur le centre-ville d'Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Avec un patrimoine architectural et urbain de très grande qualité, la Ville d'Aix-en-Provence mène depuis de nombreuses années dans son centre-ville historique une politique active et volontariste d'amélioration du cadre de vie et de l'habitat, qui se poursuit aujourd'hui en lien avec les politiques métropolitaines.

Depuis 25 ans, les différents dispositifs d'incitation à la réhabilitation du parc privé sur le centre historique d'Aix, dont 6 Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), ont permis la réhabilitation de 4 864 logements, dont plus de 1 logement sur 4 a été remis aux normes de confort, entre 1992 et 2015. La lutte contre l'habitat dégradé et indigne en centre-ville a été un enjeu prioritaire, avec environ 1 000 logements réhabilités. Par ailleurs, trois dispositifs PIG (Programme d'intérêt général) se sont succédés depuis 2007.

En lien avec les OPAH, dès 2002, la Ville a mis en place, au travers de la concession d'aménagement de la SPLA Pays d'Aix Territoires, différents modes d'intervention complémentaires permettant la réhabilitation sociale et la mise sur le marché de logements à loyers maîtrisés, une action foncière importante liée à l'intervention sur les logements vacants, des déclarations d'utilité publique, et la restructuration d'immeubles et commercialisation.

Les dispositifs incitatifs mis en œuvre en matière d'habitat apparaissent néanmoins insuffisants pour résoudre des difficultés structurelles de certains d'immeubles et corriger des effets négatifs de marché, d'où la persistance de situations d'inconfort et d'habitat indigne.

Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles privés le nécessitant, il est donc proposé de recourir à une opération de restauration immobilière (ORI) prévue aux articles L.313-4 et suivants du Code de l'urbanisme. L'ORI est une opération d'aménagement qui consiste en des travaux de remise en état, de modernisation ou de démolition ayant pour objet ou pour effet la transformation des conditions d'habitabilité d'immeubles.

L'ORI est engagée à l'initiative de la collectivité et déclarée d'utilité publique par le Préfet. Une fois l'ORI déclarée d'utilité publique (après approbation du bilan de la concertation), la collectivité arrête, pour chaque immeuble, le programme détaillé des travaux à effectuer. Une enquête parcellaire est ensuite

organisée par le Préfet. La collectivité informe chaque propriétaire de l'ouverture de cette enquête et lui notifie le programme détaillé des travaux prescrits et le délai de réalisation. A défaut d'une réalisation au terme de ce délai et en l'absence de volonté de faire, une procédure d'expropriation peut, le cas échéant, être engagée : les travaux sont alors entrepris par la collectivité.

En application des modalités de concertation préalable fixées conformément à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme et par délibération n°URB 036-7928/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la concertation publique s'est déroulée du 7 juillet au 4 août 2021.

Durant tout ce mois, cette phase de concertation préalable a donné lieu :

- À une exposition dans le hall d'exposition de la SPLA situé 4 rue Lapierre à Aix en Provence, de documents et panneaux rappelant le dispositif de Programme d'Intérêt Général du Pays d'Aix et présentant la procédure de restauration immobilière dans ses phases administratives et judiciaires.
- À des registres (dématérialisé et physique) mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.
- Une permanence technique permettant d'apporter des explications et répondre aux questions des usagers et propriétaires

Cette concertation a été annoncée par communiqué de presse et a donné lieu à plusieurs articles dans la presse locale (la Provence, TPBM, La Marseillaise).

Le bilan tiré de la concertation, proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante, fait état d'une quinzaine de personnes ayant participé à la concertation en laissant des observations dans les registres et en sollicitant par mail des informations sur le caractère coercitif et les modalités d'application de la procédure de Restauration Immobilière et sur la nature des aides proposées.

Ce bilan sera consultable en ligne sur les sites internet de la Métropole Aix Marseille Provence apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet.

Par la suite, des procédures de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière (DUP RI) vont être engagées pour obtenir la réhabilitation globale et pérenne d'immeubles le nécessitant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités

territoriales ;

- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.313-4 à L.313-4-4 et R.313-23 à R.313-29 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 036-7928/19/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant les modalités et objectifs de la concertation préalable au lancement d'une Opération de Restauration Immobilière sur le centre-ville d'Aix en Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recours à la procédure de restauration immobilière est nécessaire pour atteindre les objectifs d'intervention pour la lutte contre l'habitat indigne en centre-ville d'Aix-en-Provence et appelle à approuver le bilan de la concertation publique préalable qui en a découlé.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation publique pour la restauration immobilière concernant le centre-ville d'Aix en Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

2021 CT2 592

Approbation du renouvellement de la convention avec le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention groupe ADDAP 13 au titre de la compétence "actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu" sur le périmètre de la Commune de Pertuis pour 2022

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil Métropolitain (n° FAG 012-1015/16/CM du 17 octobre 2016) et le Département du Vaucluse (n°2016-865 du 25 novembre 2016) se sont prononcés sur le transfert de trois groupes de compétences sur les huit groupes de compétences énumérées au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et selon les conditions qu'il énonce dans sa rédaction issue de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Parmi les compétences retenues par les deux collectivités et objet du présent rapport figurent les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Le transfert de cette compétence ne porte que sur le seul territoire de la Commune de Pertuis et s'intègre dans le cadre des compétences de la Métropole en matière de développement urbain et de cohésion sociale.

Ce transfert a fait l'objet d'une convention cadre en fixant les modalités de mise en œuvre et cosignée par le président du Conseil Départemental de Vaucluse et le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 janvier 2017.

Des conventions avec le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « groupe ADDAP 13 » au titre de la compétence « actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu sur le périmètre de la commune de Pertuis ont été

approuvées pour les années 2019,2020 et 2021.

Le renouvellement de la présente convention pour l'année 2022 a pour objet de rendre convergente et complémentaire l'intervention du Groupe ADDAP 13 et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de mettre en œuvre les moyens d'interventions dans le champ de la prévention spécialisée sur le territoire de Pertuis.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

De conduire, dans le cadre légal et réglementaire du Code de l'action sociale et des familles, toutes actions éducatives et sociales visant à prévenir la marginalisation, l'exclusion sociale, la grande pauvreté, la délinquance ou encore les emprises radicales et sectaires. A ce titre, les actions se déclinent, au travers notamment, des pratiques et des axes suivants :

- présence sociale sur les territoires d'intervention ;
- accompagnement éducatif individuel ;
- animations collectives et stratégiques visant à renforcer le pouvoir d'agir des habitants ;
- participation à des animations territoriales.

Dans ce cadre l'association s'engage à réaliser auprès des jeunes de 11 à 24 ans et de leurs familles les objectifs suivants :

- Prévenir le décrochage et la rupture scolaire
- Contribuer à la prévention de la délinquance
- Appréhender les problématiques de santé dont les conduites addictives
- Traiter les problématiques de marginalisation et d'inadaptation sociale
- Structurer des projets collectifs innovants et d'autres actions éducatives visant le dépassement de soi et la cohésion sociale.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 55 000 euros.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite des 80 % de subvention votée, sur demande du bénéficiaire,
- le solde (soit 20%) sera versé sur présentation des comptes annuels et présentation d'un rapport d'activité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L.121-2 et L.313-8-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016-865 de l'Assemblée Départementale de Vaucluse du 25 novembre 2016 ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention cadre de transfert de compétences signée le 23 janvier 2017 entre le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Président du Conseil départemental 84, sur le périmètre de la commune de Pertuis, membre de la Métropole ;
- L'arrêté d'habilitation par lequel la présidente de la Métropole Aix Marseille Provence désigne le groupe ADDAP 13 comme opérateur des actions de prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis ;
- La convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « groupe ADDAP 13 » au titre de la compétence "actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu" sur le périmètre de la commune de Pertuis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur du Commissaire Rapporteur

Considérant :

- Qu'il est indispensable de pouvoir continuer à assurer la prévention spécialisée sur le territoire de la commune de Pertuis ;
- Que le renouvellement d'une convention avec l'ADDAP13 doit être formalisé par une délibération.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au Groupe ADDAP 13 d'un montant de 55 000 euros, au titre de l'exercice 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle ci-annexée permettant à la Métropole Aix-Marseille-Provence de confier au Groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « Groupe ADDAP 13 » la gestion en son nom et pour son compte, de la prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis sur l'année 2022.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Sous réserve du vote du budget) -Sous Politique E121-Nature 65748-Fonction 424.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 593

Approbation d'une convention de partenariat avec le GIP CRPV PACA relative à la réalisation d'un accompagnement à l'évolution de la Politique de la ville et de ses dispositifs connexes

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose l'obligation de l'évaluation des Contrats de Villes conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

Le Contrat de Ville métropolitain se décline sur les 6 territoires couvrant 59 quartiers prioritaires situés dans 16 communes et regroupant près de 300 000 habitants sur les 1 841 459 habitants que compte la Métropole, ainsi que des quartiers en veille active.

Il y a 21 quartiers qui sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 quartiers d'intérêt National et 10 quartiers d'intérêt Régional.

Pour sa part, le GIP Centre de Ressources pour la Politique de la Ville (CRPV) PACA, a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville chargés de mettre en œuvre, aux différentes échelles territoriales, cette politique publique.

Le CRPV dispose en outre d'outils d'analyse des actions mises en œuvre dans le cadre des programmations financées par les crédits spécifiques de la Politique de la Ville inscrits aux États Spéciaux des Territoires ainsi que des crédits de droit commun des signataires mobilisés sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Depuis le mois de Mars 2020, la crise sanitaire est venue accélérer la très forte précarisation des QPV et de leurs habitants. Les analyses récentes mettent en avant des difficultés accrues dans les thèmes de la fracture numérique, de l'emploi ou encore de la santé. De la même manière, des catégories de publics se retrouvent particulièrement exposés : les enfants et les familles, les jeunes et les personnes âgées.

Le travail initié entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA lors de l'évaluation

intermédiaire nécessite donc un important travail de mise à jour et de remobilisation des acteurs de la Politique de la Ville. Ce nouveau partenariat porte donc sur la nécessaire évolution de la Politique de la Ville et des pratiques de ses acteurs face à des défis inédits. Une place majeure est laissée à tous les sujets susceptibles de s'inscrire dans la continuité du Plan « AMP 2R » faisant de la cohésion sociale l'un des piliers de développement territorial de demain. De nouveaux enjeux et pistes opérationnelles sont donc à explorer :

- Le développement de nouveaux outils et méthodes au service des professionnels et acteurs de la Politique de la Ville
- L'exploration et l'analyse sur des sujets devenus majeurs avec la crise, telle que la fracture numérique, les transitions écologiques, ou la santé
- La consolidation des stratégies en faveur de l'emploi, du développement économique ou encore de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires
- L'accompagnement à l'expérimentation et à l'innovation sur l'ensemble de ces thèmes

Les travaux autour de l'évaluation finale de l'actuel Contrat de Ville 2015 – 2022, qui font eux-mêmes suite à ceux sur l'évaluation intermédiaire des 6 contrats de ville, viendront nourrir cette stratégie et l'ensemble des actions de modernisation de la Politique de la Ville.

Afin de répondre à de tels enjeux, la dotation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GIP CRPV PACA sera de 100 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La délibération du 19 octobre 2017 N°DEVT013-2609/17/BM relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA pour la réalisation de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville 2015-2020 ;
- La délibération du 31 juillet 2020 N°FBPA 033-8303/20/CM relative au Plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la contractualisation de la Politique de la ville est une obligation pour la Métropole Aix-Marseille-Provence prévue par la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion sociale ;
- Que le GIP CRPV PACA a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville chargés de mettre en œuvre, aux différentes échelles territoriales, cette politique publique et a pour mission d'accompagner la qualification des acteurs de la politique de la Ville en PACA ;
- Que la crise sanitaire et sociale dans les QPV de la Métropole ayant plongé les territoires dans une pauvreté accrue implique une évaluation approfondie appelant à une consolidation de la stratégie du futur contrat de ville métropolitain ;
- Que la question de la cohésion et du lien social figure parmi les piliers du Plan de relance et renouveau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le GIP CRPV PACA dans le cadre de ses missions et de ses liens avec l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires dispose d'une expertise indispensable pour un tel accompagnement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA relative à la réalisation d'un accompagnement à l'évolution de la Politique de la ville et de ses dispositifs connexes.

Article 2 :

Est attribuée une dotation au GIP CRPV PACA d'un montant de 100 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de la Métropole, Sous-politique E111, nature 6228, fonction 52 (sous réserve du vote du budget).

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2021 CT2 594

AVIS - Approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Fuveau – Quartier de la Barque

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Le quartier de La Barque, sur la Commune de Fuveau, accueille environ 1 000 habitants. Il est situé à 4,5km au nord-ouest du village au point de convergence de la RD 96, axe Nord-Sud qui assure la liaison Aix-Aubagne-Marseille, et de la RD6, axe Est/Ouest principale desserte de la haute vallée de l'Arc, à proximité immédiate d'un branchement majeur de l'autoroute A8.

C'est cette position stratégique qui a contribué à son développement parfois anarchique. Plusieurs commerces et équipements publics structurants (école, mairie annexe, piscine intercommunale) ainsi qu'une zone d'activités principalement tertiaires en entrée sud complètent le quartier.

Dans un cadre de qualité offrant des points de vue exceptionnels sur la montagne Sainte-Victoire et le plateau du Cengle, La Barque souffre cependant de nuisances engendrées par la présence des axes structurants surchargés. Prévue à l'origine pour 2022, la création d'une voie de contournement entre la RD6 et l'A8 permettra de diviser le trafic par 5 et ainsi d'apaiser la vie du quartier.

Dans ce contexte, la Commune de Fuveau souhaite renforcer l'attractivité de ce quartier et créer un véritable noyau villageois dans un cadre de vie de qualité.

L'accueil de nouveaux logements, de commerces de proximité et d'équipements complémentaires ainsi que la requalification des espaces publics, l'amélioration et la sécurisation des déplacements, la valorisation de qualités paysagères du site, la mise en place d'une trame végétale sont parmi les

objectifs recherchés.

Un premier partenariat entre la commune, la métropole et l'EPF Provence Alpes Côte d'Azur a permis l'acquisition d'un bien en décembre 2020 dans le quartier. Ce bien bâti en cours de cession permettra à terme la création de 9 logements locatifs sociaux dans le cadre d'une opération d'acquisition-amélioration.

A terme, ce sont 130 logements dont 40% de logements aidés (locatif et accession) qui devraient progressivement être réalisés.

Aujourd'hui, compte tenu des réflexions menées sur le quartier de La Barque, le projet de la Commune de Fuveau et de la Métropole est de poursuivre le travail engagé avec l'EPF à travers une convention spécifique pour une mission d'intervention foncière sur un périmètre d'environ 18 hectares. Il englobe le secteur déjà urbanisé de la Barque mais également plusieurs terrains en extension à proximité immédiate.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la stratégie de l'axe 2 d'intervention du Programme Pluriannuel d'interventions de l'EPF : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économe d'espace ».

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2027.

La garantie de rachat à la charge de la Métropole est fixée à cinq millions d'euros hors taxes. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser la maîtrise foncière des parcelles à enjeu du site.

Enfin, la gestion des biens vacants acquis est assurée par la commune conformément à l'annexe n°2 –

Modalités de gestion des immeubles acquis par l'EPF de ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'une opération de requalification et de densification du quartier de la Barque.
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière sur le site "Quartier de la Barque" ci-annexée, à conclure avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Fuveau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

2021 CT2 595

AVIS - Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5217-2, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce depuis le 1er janvier 2016 les compétences qui lui sont dévolues.

Selon les articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme, le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. Elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre notamment les objectifs suivants :

- L'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels, la sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel, les besoins en matière de mobilité.
- La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville.
- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat (...).
- La prévention des risques naturels prévisibles (...).
- La protection des milieux naturels et des paysages (...).
- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement (...).

Selon l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont

notamment pour missions :

- 1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;
- 2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
- 3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- 4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
- 5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est ainsi membre, avec d'autres partenaires, de l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), Association loi 1901, qui lui permet de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun. La Métropole doit en effet suivre les évolutions urbaines de son territoire, et en permettre un aménagement structurant et cohérent. Elle doit définir les politiques d'aménagement et de développement de son territoire dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

L'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance dispose de l'expérience et des outils nécessaires à l'observation et la compréhension du territoire métropolitain, aux réflexions relatives aux grands dossiers d'urbanisme, d'aménagement et de développement du territoire.

Ainsi, l'AUPA, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Afin de poursuivre ce travail, l'AUPA a proposé un programme partenarial commun avec l'AGAM approuvé par son conseil d'administration et sollicité la Métropole pour qu'elle contribue, à ses charges, en sa qualité de membre.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé,

la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2022 une aide de 1 638 800 € à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance sous la forme d'une subvention de fonctionnement et d'investissement.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN - 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention sur demande de l'AUPA en trois échéances et en tout état de cause en intégralité avant le 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° HN 001/8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Article 2 :

Est approuvée une subvention de 1 638 800 euros à l'AUPA au titre de l'exercice 2022.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au versement de la subvention en trois échéances.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 516 800 € - Sous-Politique C111 - Nature 65748 - Fonction 518

EST CT2 Budget 120 :

Investissement :

829 000 euros Opération D1719AP Nature 4581-Fonction 515 Nature destination 20422

Fonctionnement :

208 000 euros Nature 65748 Fonction 50 Chapitre 65 Clé d'imputation : TDF5C327

50 000 euros Nature 65748 Fonction 61 Chapitre 65 Clé d'imputation TDF3A294

35 000 euros nature 65748 Fonction 632 Chapitre 65 Clé d'imputation TDF3F305.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 596

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence - Modification simplifiée n°2 - Engagement

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution approuvées ou en cours d'élaboration.

La Commune d'Aix-en-Provence a sollicité par courrier du Maire du 27 octobre 2021, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence afin de faire évoluer les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme de façon plus incitative en matière de mixité sociale.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée, conformément aux dispositions des articles L.153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre

2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence en vigueur ;
- Le courrier du Maire d'Aix-en-Provence du 27 octobre 2021 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commune d'Aix-en-Provence a sollicité l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme afin de faire évoluer les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme de façon plus incitative en matière de mixité sociale ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 597

Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Territoire du Pays d'Aix – Débat sur les orientations générales

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Contexte réglementaire et métropolitain

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est un document qui édicte des prescriptions à l'égard de la publicité, des enseignes et pré enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Ces règles, plus restrictives que le règlement national édicté par le Code de l'environnement, peuvent être générales ou applicables à des zones spécifiques.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite loi ENE) a entièrement refondu la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité. Les RLP sont élaborés conformément aux dispositions qui régissent l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), soit les articles L.153-11 et suivants du Code de l'urbanisme.

La loi ENE poursuit de plus des objectifs de mise en valeur du paysage et de protection du cadre de vie, tout en affichant la nécessité de respect de la liberté d'expression, du commerce et de l'industrie. La réglementation nationale de la publicité, codifiée aux articles L.581-1 et suivants du Code de l'environnement, a donc été mise à jour et les RLP approuvés antérieurement à la loi ENE doivent être mis en conformité avant le 13 juillet 2022, sans quoi ceux-ci deviendraient caducs.

Ainsi, par délibération n°URBA 017-8367/20/CM en date du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé l'élaboration d'un RLPi sur le Territoire du Pays d'Aix et a précisé les objectifs à poursuivre.

Ces objectifs s'inscrivent dans un souci de mieux valoriser et de protéger le cadre de vie des habitants et d'assurer un traitement qualitatif des espaces publics :

- Encadrer les dispositifs publicitaires pour protéger et améliorer la qualité du cadre de vie du Pays d'Aix ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix en tenant compte des spécificités des Communes du Territoire ;
- Préserver et mettre en valeur les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, de composition urbaine ou

de qualité du cadre de vie en respectant les périmètres environnementaux et urbains spécifiques (sites protégés, sites patrimoniaux remarquables, PSMV, Grand Site...) ;

- Concilier la dynamique des activités économiques ou l'attractivité économique avec le respect du cadre de vie ;
- Améliorer l'intégration des dispositifs dans le paysage tant urbain que naturel ou agricole ;
- Améliorer l'image des zones d'activités et des entrées de ville ;
- Réduire l'impact environnemental de certains dispositifs.

Depuis, un état des lieux et un diagnostic réalisés sur l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix a permis de mettre en évidence l'impact paysager des différents dispositifs de publicité, d'enseignes et de pré enseignes qui ont été recensés, et de faire émerger des enjeux et des orientations générales en cohérence avec les objectifs fixés.

Ces enjeux et pistes d'orientations ont pu être partagés dans le cadre :

- du groupe de travail RLPi du Pays d'Aix du 12 octobre 2021 ;
- du séminaire RLPi du Pays d'Aix du 25 novembre 2021.

La tenue d'un débat en Conseil de Territoire sur ces pistes d'orientations est une étape importante car elle permet d'ouvrir à la discussion et partager au sein de l'assemblée les orientations générales qui guideront l'élaboration du projet de RLPi du Pays d'Aix en cohérence avec les objectifs fixés.

Il est donc proposé de débattre sur ces orientations générales en s'appuyant sur un document présentant une synthèse des enjeux issus du diagnostic et des propositions d'orientations générales qui a été adressé aux membres du Conseil de Territoire en annexe du présent rapport et fait l'objet d'une présentation en séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'environnement, notamment ses articles L.581-14 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ;
- La délibération n° URB 026-2365/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure d'élaboration du RLPi ;
- La délibération n°2020_CT2_064 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 définissant les modalités de collaboration avec les Communes dans le cadre du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 017-8367/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prescrivant l'élaboration du RLPi sur le Territoire du Pays d'Aix et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 novembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que les pistes d'orientations qui émergent du diagnostic ont été partagées par le groupe de travail sur le RLPi du Pays d'Aix en date du 12 octobre 2021 et lors du séminaire du RLPi du Pays d'Aix en date du 25 novembre 2021.
- Qu'il apparaît qu'un débat en Conseil de Territoire sur ces pistes d'orientations est une étape qui permet d'ouvrir à la discussion et partager au sein de cette assemblée ces orientations générales qui guideront l'élaboration du projet de RLPi du Pays d'Aix en cohérence avec les objectifs fixés.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix prend acte du débat qui s'est tenu en son sein sur les orientations générales qui guideront l'élaboration du Règlement

Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays d'Aix en cohérence avec les objectifs fixés.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

*** Les échanges à l'occasion du débat sur les orientations générales du RPLI sont retranscrits à la fin du présent compte-rendu**

2021 CT2 598

Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pertuis - Modification n°4 - Justification de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie (14 Ha) du secteur dit "Jas de Beaumont"

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001 -3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil

de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définit la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la Commune de Pertuis a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2015 et a subi plusieurs évolutions :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil municipal du 04 juillet 2017,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020,
- Mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 31 août 2016 des annexes du PLU par intégration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Durance,
- Mise à jour n°2 par arrêté du Maire du 25 janvier 2017 des annexes du PLU par intégration de la Zone Agricole Protégée (ZAP),
- Mise à jour n°3 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 11 janvier 2019 des annexes du PLU relatives à la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Modification n°3 en cours d'élaboration ayant pour objet des modifications et créations, d'emplacements réservés, la modification d'un STECAL, la transformation d'une partie de la zone UCg en zone UE et des modifications du règlement.

Le secteur du Jas de Beaumont a fait l'objet d'un arrêté de Zone d'Aménagement Différé (ZAD) en 2007, sur un périmètre d'environ 42 ha, dans le cadre des anticipations foncières liées au projet ITER en faveur de la création de logements. La même année, une convention d'anticipation foncière a été conclue entre l'Etablissement Public Foncier (EPF) Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Commune et la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) puis renouvelée jusqu'en 2022, et le droit de préemption a été délégué à cet établissement. Cette stratégie foncière permet aujourd'hui à l'EPF PACA d'être propriétaire de la quasi-intégralité des terrains de la ZAC et de continuer à mener des négociations amiables sur le reste du site.

L'espace du Jas de Beaumont, vaste dent creuse de près de 42 hectares, est identifié depuis plusieurs décennies comme un secteur stratégique de développement de l'habitat et est classé dans le PLU de la Commune de Pertuis approuvé en décembre 2015 en zone 2AU. Extension naturelle des zones d'habitat existantes et proche d'équipements structurants, ainsi que du centre-ville, cet espace est également identifié au SCOT de la CPA dans l'enveloppe d'urbanisation maximale.

La Commune de Pertuis et la CPA ont travaillé ensemble à la définition de ce projet ; le site du Jas de Beaumont a été déclaré d'intérêt communautaire sur l'ensemble du périmètre de 42 hectares en octobre 2014 et le principe de réaliser une première Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur un

périmètre d'environ 14 ha en accroche avec le centre-ville a été approuvé en février 2015.

Dans le cadre de la concertation, des réunions publiques et une exposition ont été organisées à l'automne 2015. Un registre de concertation a permis au public de faire part de ses observations sur le projet.

Le dossier de création de la ZAC a été élaboré en fin d'année 2015, et notamment l'étude d'impact du projet. Ces documents ont été mis à la disposition du public du 26 avril au 18 mai 2016, ainsi qu'un registre d'observations permettant de recueillir l'avis du public. Ces dossiers ont été transmis à l'Autorité environnementale de l'État, compétente en matière d'environnement et ont fait l'objet d'un avis mis également à disposition du public.

Le 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé :

- le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises,
- le bilan de la concertation,
- le dossier de création de la ZAC et décidé de créer la ZAC.

Par délibération du Conseil de la Métropole en date du 31 juillet 2020, la société SAS ANGELOTTI AMENAGEMENT a été désignée concessionnaire de la ZAC.

Le programme de constructions de la ZAC comprend la réalisation de 392 logements comprenant 169 logements sociaux, 133 logements en accession aidée et 90 logements en accession libre et la réalisation d'équipements publics internes à la zone (voiries, réseaux, parc public, place avec commerces...).

Par délibération n° 007-9296/20/CM en date du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°4 du PLU de la Commune de Pertuis.

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme : *« Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du Conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. »*

JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.153-38 DU CODE DE L'URBANISME

Le PLU actuellement opposable fixe un objectif d'accueil de la population d'environ 5000 habitants supplémentaires sur 15 ans (horizon 2030), soit une croissance moyenne annuelle d'environ 1.62%, ce qui nécessiterait en incluant le desserrement des

ménages, la création de 3200 logements pour répondre à ce besoin (environ 213 logements / an).

Deux hypothèses avaient été posées en termes de production de logements dans le PLU : 3120 logements en hypothèse basse (1250 hors Jas de Beaumont) et 3200 en hypothèse haute (1550 hors Jas de Beaumont).

Au vu de ses obligations légales, la Commune en 2015 était déficitaire en nombre de logements sociaux et le PLU a œuvré en ce sens pour rattraper son retard. Un objectif de production d'un minimum de 60 Logements Locatifs Sociaux (LLS) par an a été fixé dans l'objectif global des 213 log/an.

Le PLU a ainsi délimité des secteurs de mixité sociale pour imposer la production de logements aidés dans les zones UA, UB et UC ainsi que dans l'ensemble des zones à urbaniser à dominante résidentielle. Le pourcentage, le champ d'application et les catégories prévues sont précisés dans le corps du règlement des zones concernées.

Si dans les zones urbaines, hors des secteurs de renouvellement urbain désignés, la production de logements aidés ne pouvait être quantifiée, car elle dépendait des opportunités foncières, les secteurs de mixité sociale devaient permettre de produire, selon les hypothèses de production de logements, entre 976 et 1155 logements locatifs sociaux et 652 à 771 logements en accession sociale.

Les zones constructibles du PLU ont été dimensionnées et établies en cohérence avec cet objectif démographique et les besoins induits en nouveaux logements. Par ailleurs, la Commune avait fait le choix, dans le cadre de son PLU, de phaser son développement urbain, afin de maîtriser celui-ci. Ainsi, ont été établies quelques zones à urbaniser (AU) potentiellement constructibles pour répondre aux besoins à court terme (zones 1AUD), mais surtout des zones AU « fermées » (zones 2AU) à ouvrir au fur et à mesure des besoins en logements par modification(s) du PLU.

En conséquence, l'ouverture à l'urbanisation visée par la procédure de modification n°4 du PLU s'inscrit pleinement dans l'économie générale du PLU en vigueur, et en cohérence avec les orientations stratégiques retenues dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Elle relève ainsi bien d'une procédure de modification du PLU.

La production de logements depuis l'approbation du PLU en 2015

Depuis l'approbation du PLU en 2015, la Commune a produit près de **686 logements** (dont 505 réalisés sur les espaces résiduels : dents creuses à l'intérieur de l'enveloppe urbaine et en zones A et N).

Parmi eux, on retrouve un total de 144 LLS (dont 68 logements d'organismes HLM, 60 logements de propriétaires privés et 16 logements foyers) d'après le dernier inventaire du 1^{er} janvier 2020 établi par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le PLU a été approuvé le 15 décembre 2015. D'après l'INSEE, en 2015, la Commune comptait 19 645 habitants. Le projet de PLU ambitionne pour 2030 d'atteindre 25 000 habitants sur le territoire communal.

Les dernières données de l'INSEE indiquent qu'en 2018, la Commune comptait 20 397 habitants. Depuis l'approbation du PLU, la Commune connaît donc une croissance démographique de l'ordre de 1.26% en moyenne par an. Cette dynamique est en dessous des 1.62% qu'ambitionnait le PLU.

Néanmoins, il est aujourd'hui nécessaire de créer des logements afin de permettre l'accueil de nouvelles populations, l'atteinte des objectifs inscrits dans son PLU et la réponse à ses obligations légales en termes de productions de logements sociaux (Logements Locatifs Sociaux LLS et Accession Sociale AS).

On note également dans la Commune environ 100 logements dont les permis de construire sont en cours d'instruction (29 logements au sein des dents creuses et 72 logements sur le secteur Léon Arnoux en zone 1AU-a).

Les capacités d'urbanisation dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle du projet dans ces zones

Le PLU approuvé en 2015 a permis de définir des zones urbaines dans lesquelles la construction notamment de logements est possible. Au sein de ces zones à vocation d'habitat (UA, UB, UC et UD), le potentiel foncier constructible en « dents creuses » a été estimé.

Ont été définies comme dents creuses, les parcelles vierges de toutes constructions et artificialisation (accès, piscines enterrées, parking bitumé, tennis, etc... compris) situées au sein de l'enveloppe urbaine et des zones urbaines définies dans le PLU (UA, UB, UC et UD).

Les parcelles de moins de 200m² ont été écartées (si ces dernières étaient isolées et non accolées à d'autres dents creuses) ainsi que les parcelles frappées par des risques naturels (notamment risques Rouge et Orange identifiés au PPRI d'Eze où les nouvelles constructions à usage d'habitation sont interdites) et les parcelles touchées par des prescriptions réglementaires du PLU (emplacements réservés, espaces boisés classés, espaces végétalisés à protéger et à mettre en valeur et les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue).

Un potentiel d'environ 11 hectares a ainsi été estimé au sein de ces espaces. Une rétention foncière sur ces espaces avait été estimée à 20% dans le PLU initial. Ainsi seuls environ 9 ha pourraient être réellement bâtis.

Ces dernières années, près de 250 logements ont été réalisés en moins de 10 opérations situées dans les zones U sur des fonciers de taille importante, comblant une grande partie des dents creuses existantes à l'approbation du PLU. Aujourd'hui, les dents creuses sont parsemées sur le territoire et les plus gros tènements (dents creuses continues) disponibles ne dépassent pas 1 hectare, rendant ainsi impossible la réalisation d'opérations conséquentes produisant du logement d'un seul tenant.

Actuellement, hors secteur du Jas de Beaumont, sur les 1250 à 1550 logements prévus au projet de PLU, 686 ont déjà été réalisés, dont 144 en LLS et 31 en AS.

Est, par ailleurs, prévue la réalisation prochaine d'environ 600 nouveaux logements qui se répartissent ainsi :

- Dans le secteur dit « Léon Arnoux », classé en zone 1AUa du PLU, un permis de construire pour la création de 72 logements est en cours d'instruction dont 23 en LLS et 12 en AS ;
- Dans le secteur dit « Moulin Soufflet », classé 1AUb, un avant-projet est en cours de montage par un opérateur désigné par le propriétaire pour un projet de 70 logements comprenant 30 % de LLS et 20 % d'AS ;
- Dans le secteur Ouest, situé le long de la route de Villelaure, classé en zone 1AUc, l'EPF PACA, qui s'est porté acquéreur de l'ensemble du secteur dédié à l'habitat, a désigné, après mise en concurrence et en accord avec la Commune, un opérateur pour la réalisation de 412 logements dont au minimum 30% de LLS, 20 % d'AS et une résidence-séniors de 81 logements. Cet opérateur a démarré l'ensemble des études opérationnelles à la fin de l'année 2020 ;
- Environ une trentaine de logements en densification de secteurs déjà urbanisés.

Il restera ainsi, par rapport au potentiel estimé au PLU (hors secteur du Jas de Beaumont), environ 270 logements à réaliser, répartis sur 3 secteurs d'opérations différentes non mobilisables en l'état :

- Le stade Bonnaud (UBa) qui comprend un double équipement sportif (stade ouvert et salles) à transférer sur le complexe sportif du Farigoulier ;
- L'Avenue de Verdun, qui comprend un équipement sportif (gymnase) et le centre technique de la Commune qui sont tous les deux également à déménager ;
- La Gare, dont une grande partie du foncier est la propriété de la SNCF Réseaux et qui n'a pas fait l'objet d'une acquisition.

Le nombre de projets en cours de réalisation ou en cours de finalisation permet de rattraper, sur le court terme, les ambitions développées dans le PLU de la

Commune. Afin de maintenir le rythme de cette dynamique, à plus long terme, l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUb apparaît nécessaire.

Idéalement situé entre les quartiers Ouest et le centre-ville, le site du Jas de Beaumont représente une opportunité pour créer un quartier urbain bénéficiant des services et commodités de la ville tout en bénéficiant des atouts de la campagne proche.

La ZAC du Jas de Beaumont couvre un périmètre d'environ 14 hectares. Elle est desservie au Sud par le Bd Jean Guigues qui constitue une ceinture de desserte Nord de la ville, à l'Ouest se situe le centre commercial Hyper U ainsi que des logements desservis par la rue Gustave Lançon et à l'Est le chemin de la Peyrière qui dessert un ensemble de lotissements. Ces trois voies constituent les trois points d'entrée dans l'opération. Ces voies comprennent l'ensemble des réseaux (AEP-EU-électricité...) permettant le raccordement de cette opération.

Le programme de constructions de la ZAC comprend la réalisation de 392 logements dont 169 logements sociaux, 133 logements en accession aidée et 90 logements en accession libre, et la réalisation d'équipements publics : voiries et réseaux, trame de liaisons douces, un parc urbain, visant à pallier l'absence de ce type d'équipement dans cette partie de la Commune, et une place ouverte accompagnée de commerces, services et bureaux ainsi que des places de stationnement pour les besoins des futurs usagers. La place est conçue pour être un espace ouvert et attractif de façon à créer une centralité pour l'ensemble du futur quartier composé d'îlots de logements desservis par une trame paysagère et piétonne. Les espaces publics composent une grande partie du projet.

Par ailleurs, en dehors du périmètre de la ZAC mais sur le site d'intérêt métropolitain, un équipement structurant sera réalisé, un groupe scolaire et l'opération participera à son financement.

Les objectifs de la Métropole et de la ville de Pertuis reposent sur la volonté de créer un véritable lieu de vie en finalisant à terme l'urbanisation du secteur. Ce projet est donc la première étape d'un processus d'urbanisation de l'ensemble du site et son articulation avec les phases ultérieures devra être particulièrement travaillée.

La ZAC permettra de réaliser un quartier bénéficiant d'une mixité sociale présentant une typologie de logements variés et également une mixité fonctionnelle (logements, lieux et espaces récréatifs, services, commerces...). L'enjeu de greffe urbaine est important, il s'agit de créer un nouveau quartier qui devra s'insérer dans une urbanisation existante composée de lotissements.

Les collectivités ont souhaité que ce projet soit exemplaire sur le plan environnemental, c'est pourquoi la ZAC est aujourd'hui inscrite dans la

démarche Eco quartier portée par les Ministères de la Cohésion des Territoires et de la Transition énergétique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- Les délibérations n°URB029-1109/16/CM, n°URB 030-1110/16/CM et n°URB 030-1110/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant respectivement le bilan de la concertation relatif à la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis, le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et des pièces requises et approuvant le dossier de création de la ZAC et décidant de créer la ZAC ;
- La délibération n°024-8374/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 attribuant la concession d'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont et approuvant le contrat de concession ;
- La délibération n°007-9296/20/CM, du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020, relative à l'engagement de la procédure de modification n°4 du PLU de la Commune de Pertuis ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU de la Commune de Pertuis et ses évolutions successives approuvés en vigueur.
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et Aménagement du 25 novembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la modification n°4 du PLU de Pertuis a pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone classée en 2Aub du secteur « Jas de Beaumont ».
- Que l'ouverture à l'urbanisation est justifiée au regard de l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme.
- Que l'ouverture à l'urbanisation doit permettre de satisfaire l'installation d'équipements publics structurants répondant aux besoins de la population communale (parc urbain, place publique, école).
- Que l'ouverture à l'urbanisation doit permettre la production conséquente de logements sociaux.

Délibère

Article Unique :

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme, est justifiée ci-dessus l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur du « Jas de Beaumont » au regard des capacités d'urbanisation insuffisantes dans les zones déjà urbanisées et de la faisabilité opérationnelle des projets dans cette zone.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 599

Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence - Modification Simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme(PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 définit la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence a été approuvé le 9 mars 2017 par délibération du Conseil municipal n°DE 2017-03-039.

Ce PLU a fait l'objet, par la suite, d'une modification n°1 approuvée par délibération n°URB 016-4175/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

Par courrier du 27 septembre 2021, le Maire de la Commune de Peyrolles-en-Provence a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son PLU.

Par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 novembre 2021, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence a été sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette procédure de modification simplifiée n°1 a été engagée afin d'apporter des adaptations réglementaires au chapitre relatif aux dispositions applicables à la zone UD du règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme, plus précisément de modifier l'article UD6 du règlement écrit concernant le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée telle qu'elle est codifiée par l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme dans la mesure où les adaptations envisagées n'auront pas pour conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ou de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Il est proposé conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, de définir comme suit les conditions dans lesquelles le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes

publiques associées seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

Modalités de la mise à disposition du public :

Les modalités de la mise à disposition du public proposées, sont les suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département. Cet avis précisera les dates de début et de fin de la mise à disposition.
- Un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition sera également publié par voie d'affiches
 - au service urbanisme de la Commune situé : Hôtel de ville de Peyrolles-en-Provence, rue Mairie 13 860 Peyrolles-en-Provence ;
 - au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 Place Jeanne d'Arc, à Aix-en-Provence (13100).
- Mise à disposition à l'Hôtel de Ville de Peyrolles-en-Provence d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates précisées dans l'avis d'ouverture de la phase de mise à disposition.
- Mise à disposition d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public pendant toute la période de mise à disposition du public :
 - par courriel à l'adresse suivante : peyrolles-plu-ms1-mad@mail.registre-numerique.fr
 - sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/peyrolles-plu-ms1-mad> auquel le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renverra.
- Mise à disposition à l'Hôtel de Ville de Peyrolles-en-Provence et sur le registre dématérialisé d'un dossier des études en cours, complété au fur et mesure de l'évolution de ces études pendant toute la durée de la mise à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le courrier du Maire de la Commune de Peyrolles-en-Provence du 27 septembre 2021 sollicitant l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de sa Commune ;
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 novembre 2021, sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence et ses évolutions successives en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 novembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Les présentes modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence, telles que présentées ci-dessus.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Peyrolles-en-Provence ;

- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement

2021 CT2 600

AVIS - Approbation de l'avenant n° 4 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la rénovation du centre ancien de Trets

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

Trois avenants ont déjà été signés sur cette concession. En effet, en 2015, l'avenant n°1 a modifié la participation du concédant afin de l'ajuster à la modification de programme et aux travaux à réaliser. En 2017, la durée de la concession a été prolongée de deux années supplémentaires jusqu'à fin 2019, sans augmenter la participation du concédant. En 2019, au vu des difficultés pour finaliser la cession des biens immobiliers, il a été décidé de prolonger la durée de deux années

supplémentaires. La concession doit s'achever au mois de janvier 2022.

Aujourd'hui le stock foncier restant à commercialiser est uniquement constitué par la Maison Seigneuriale. La Commune de Trets s'est porté acquéreur du bien, en l'état, afin d'y installer un équipement public communal. La restauration de ce bâtiment, inscrit à l'inventaire des Bâtiments de France, demeure toutefois complexe. En effet, les salles voûtées et la façade, reconnues de qualité architecturale et patrimoniale, sont à conserver.

Ainsi, face à la complexité de la réhabilitation de cet édifice, la Commune de Trets est contrainte de renoncer à l'acquisition.

Il est donc nécessaire aujourd'hui de prolonger la concession d'une année supplémentaire afin d'engager une réflexion sur la programmation et la destination de ce bien et pouvoir finaliser sa cession. Il s'agit donc de modifier :

- Les articles 7 et 36, afin de porter la durée de la concession de 97 mois à 109 mois ;
- L'article 35 portant la rémunération du concessionnaire à 1 301 407 €, au lieu de 1 281 407 €, pour tenir compte de l'allongement de la durée de la concession. Cette augmentation est absorbée par l'ajustement et l'optimisation des postes de dépenses, et n'a donc aucun impact financier sur le bilan de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013-A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°005-6110/19/BM du 20 juin 2019 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les missions restant à réaliser dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant à la concession d'aménagement du Centre Ancien de Trets, ainsi que tout document afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 601

AVIS - Définition des objectifs et des modalités de la concertation pour l'opération d'aménagement du Liourat à Vitrolles

Le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier du Liourat a été retenu comme opération d'intérêt régional par le conseil d'administration de l'ANRU du 21 avril 2015. La contractualisation des projets de renouvellement urbain au titre du Contrat de ville intercommunal a été approuvée le 30 juin

2015 par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA), puis le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain intercommunaux a été approuvé le 12 novembre 2015. Le projet de renouvellement urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le secteur Centre de Vitrolles a ainsi été retenu par l'ANRU en février 2020.

Les objectifs du projet urbain de Vitrolles visent notamment à conforter la centralité que représente le quartier du Liourat, maillon de la centralité du grand centre de Vitrolles. Ce projet exige d'agir sur le renouvellement en profondeur en partie Sud des Pins et au Nord du Liourat, impliquant des projets structurants :

- ✓ La restructuration lourde du groupe scolaire des Pins et du gymnase Ray Grassi menée par la Commune, qui comprendra une part importante de démolitions / reconstructions.
- ✓ La requalification des voiries et des espaces publics de la partie Nord du quartier du Liourat.
- ✓ La démolition de la résidence en copropriété Prévert qui pose des problèmes de gestion et de vétusté, avec la reconstitution d'une offre de logements plus diversifiée sur le tènement foncier libéré.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020.

Cette démarche permettra prochainement d'aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain s'étalant sur plusieurs années, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier sur ce quartier.

Cette opération d'aménagement a été concédée en mars 2021 à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui s'est ainsi vu confier les missions d'aménageur sur le périmètre du quartier du Liourat, notamment pour les travaux d'aménagement et d'équipements des espaces publics, de superstructures.

Conformément au nouveau cadre législatif et réglementaire, les projets de renouvellement urbain doivent faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

L'objet de la présente délibération est de fixer les objectifs à poursuivre pour le projet de renouvellement urbain du quartier du Liourat et de définir les modalités de la concertation réglementaire préalable à l'opération de renouvellement urbain.

Objectifs du projet de renouvellement urbain du Liourat :

Le projet urbain du quartier du Liourat s'articule autour des axes d'intervention suivants :

- Augmenter la diversité de l'habitat et adapter la densité du quartier.
- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider l'offre commerciale de proximité.
- Désenclaver le quartier et améliorer le cadre de vie.
- Mailler plus simplement et plus lisiblement les espaces publics.

Les études préalables ont permis de cerner les leviers les plus efficaces pour répondre aux enjeux mis en évidence sur le quartier du Liourat :

- La démolition de la résidence Prévert (111 logements locatifs sociaux, avec des locaux commerciaux en rez-de-chaussée, Maison de quartier).
- La requalification des espaces publics et notamment du square Colucci.
- Le traitement paysager du parking Sud des Pins.
- La création d'une voie nouvelle reliant l'avenue Padovani à la rue Pasteur.
- La construction d'environ 140 logements, en accession à la propriété notamment, sur le foncier libéré par la résidence Prévert.

Le projet d'aménagement permettra également le réaménagement de tout ou partie des voiries structurantes du quartier :

l'avenue Denis Padovani,
l'avenue Jean Etienne Constant,
la rue Antoine Biancardini,
la rue Pasteur (de l'angle J.E Constant au croisement F. Benoit),
et la rue Fernand Benoit.

Aucune reconstitution de l'offre démolie de logements locatifs sociaux n'est prévue sur site. Toutefois, cinq lots sont identifiés pour la réalisation d'opérations visant à répondre à l'enjeu de mixité sociale pour un total de 137 à 146 logements, avec une offre de locaux commerciaux ou de services en rez-de-chaussée. L'ensemble de ces lots est localisé sur l'îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville.

Cette opération d'aménagement a fait l'objet d'une concession d'aménagement spécifique avec la SPLA Pays d'Aix Territoires afin de mener à bien sur le plan opérationnel la rénovation de ce quartier. Pour mener à bien la conception du projet de renouvellement urbain, une équipe pluridisciplinaire a été retenue pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre urbaine du projet de renouvellement urbain.

Le processus de mobilisation et d'association des habitants à l'échelle du quartier doit donc se mettre en place pour accompagner le projet. Une démarche globale va ainsi s'engager pour intégrer la participation des habitants à chaque étape opérationnelle avec l'ensemble des partenaires signataires du NPNRU : la Ville, la Métropole, la SPLA, le bailleur social et les autres partenaires du projet.

Modalités de la concertation :

Conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de délibérer

sur les objectifs et les modalités de la concertation publique du projet de renouvellement urbain du quartier du Liourat. Lancée au démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre urbaine, la concertation se poursuivra jusqu'à ce que le projet de renouvellement urbain soit arrêté dans sa nature et ses options essentielles.

Cette concertation doit permettre d'associer les habitants et leurs représentants (Conseil Citoyen Centre), les associations locales et toutes les personnes concernées par le projet, elle a notamment pour objet de :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet ;
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet ;
- De prendre en compte l'expression des riverains et habitants et de recueillir leur expertise d'usage en vue d'enrichir, adapter ou faire évoluer le projet ;
- De leur permettre de prendre connaissance des orientations d'aménagement définies dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre urbaine, de formuler des observations et propositions sur le projet ainsi que de recueillir leur avis.

Conformément à l'article L. 103-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de la concertation sont précisées par l'organe délibérant de la collectivité. Elles doivent couvrir toute la phase d'élaboration du projet urbain.

Il est donc proposé de mener la concertation au moins selon les modalités suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- La diffusion régulière d'informations sur le site internet de la Ville de Vitrolles et de la Métropole, ainsi que dans le journal d'information communal, permettant de suivre l'avancement du projet et de retrouver le dossier de concertation, avec un formulaire de contact permettant de recueillir l'expression libre et les contributions ;
- La mise à disposition du public d'un dossier de concertation au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi qu'en Mairie de Vitrolles, aux jours et heures habituels d'ouverture, accompagné d'un registre permettant aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier sera mis à jour en tant que de besoin, suivant l'avancement des études ;
- La mise en place d'actions concrètes de co-construction avec les habitants, notamment sous la forme d'un atelier participatif ;
- La mise en place d'une exposition permanente comprenant des panneaux de présentation du projet dans un local du quartier (Maison du projet) et/ou à l'hôtel de

ville, avec mise à disposition du public d'un registre destiné à recueillir les observations éventuelles ;

- L'organisation d'au moins une réunion publique à chaque étape clé du projet, pour présenter et échanger, permettant le débat entre la Ville de Vitrolles, la Métropole, les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées, si les conditions sanitaires et si aucune restriction réglementaire ne viennent l'empêcher ;
- L'annonce de la clôture de la concertation par avis au moins dix jours avant la fin de la concertation ;
- L'affichage de la présente délibération au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et en Mairie de la Commune de Vitrolles.

A l'ouverture de la concertation, le dossier de concertation sera constitué de :

- ✓ la présente délibération,
- ✓ un plan de situation,
- ✓ le périmètre de la concertation,
- ✓ la liste des opérations d'aménagement identifiées au NPNRU,
- ✓ une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
- ✓ le plan guide du projet d'aménagement du quartier.

Ce dossier pourra être actualisé et complété au gré des réflexions et de l'avancement dans la définition du projet.

La concertation sera annoncée sur le site internet de la Ville de Vitrolles, de la Métropole et du Territoire du Pays d'Aix, dans le bulletin municipal, sur les réseaux sociaux, par affichage dans les équipements publics ainsi qu'à l'Hôtel de Ville.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, à l'issue de cette phase de concertation, un bilan sera présenté et arrêté par l'organe délibérant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2 à L.103-6, et L.300-2 ;
- Le Règlement Général de l'A.N.R.U. relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain en vigueur ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B249 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation du protocole de préfiguration des opérations de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n°DEVT 005-3735/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relatif à l'approbation d'un protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- La délibération n°URBA 013-8684/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;
- La délibération n°URBA 009-8860/20/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020 approuvant le contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du NPNRU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (N.P.N.R.U.) fait l'objet d'une convention opérationnelle de renouvellement urbain portant sur le quartier du Liourat à Vitrolles.
- Que ce projet fera l'objet d'une concertation préalable au titre du Code de l'urbanisme, et que dans ce cadre, il convient de fixer les objectifs poursuivis par le projet et de définir les modalités de la concertation à mener.

Délibère

Article 1 :

Il est décidé d'engager la concertation préalable pour la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain sur le quartier du Liourat selon les objectifs et modalités précédemment décrits.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de la concertation du projet de renouvellement urbain du Liourat à Vitrolles.

Article 3 :

Madame le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder à toutes les formalités nécessaires et à signer tous les documents à intervenir pour la mise en œuvre de cette concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2021 CT2 602

AVIS - Budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de modification, affectation et clôture d'Autorisations d'engagement

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales précisent que la section fonctionnement d'un budget peut comprendre des autorisations d'engagement.

Ces Autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

En vertu de l'article L.311-5 du Code de l'urbanisme,

le Territoire du Pays d'Aix mène certaines opérations d'aménagement en régie. Pour des raisons comptables et fiscales, mais aussi afin de retracer les bilans à terminaison, ces opérations doivent s'exécuter dans le cadre du Budget Annexe de l'Aménagement.

1- ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil

La Zone d'aménagement Concerté (ci-après ZAC) du Carreau de la Mine à Meyreuil est une opération d'aménagement de zone d'activités économiques (ci-après ZAE) dont les travaux de viabilisation se sont achevés en 2011. Toutefois, suite à la préemption du dernier terrain non maîtrisé situé dans la ZAC, il est nécessaire de mettre en œuvre des études de maîtrise d'œuvre ainsi que des travaux de démolition, de découpage et de viabilisation de lots.

Il convient donc d'augmenter et d'affecter l'autorisation d'engagement AE20202003 d'un montant de 250 000 €HT.

2 -Opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren

Le secteur de Château Blanc a fait l'objet d'une réflexion pour la mise en œuvre d'une opération d'aménagement de zone d'activités économiques.

La Commune de Ventabren souhaite aujourd'hui dédier cet espace à l'accueil d'un équipement sportif d'envergure nationale. C'est pourquoi, à sa demande, le projet de ZAE est abandonné.

Il s'agit donc de clôturer l'autorisation d'engagement AE20202001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°URB 027-7919/19/CM approuvant les ouvertures, les modifications, et les affectations d'AE/CP sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'augmentation d'un montant de 250 000 €HT de l'autorisation d'engagement AE20202003 de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil afin de permettre la réalisation des travaux nécessaires à l'opération.
- Que les crédits de paiement correspondants sont inscrits sur le budget 2022.
- Qu'il convient de clôturer l'AE20202001 concernant l'opération de Château Blanc sur Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la modification et l'affectation de l'autorisation d'engagement AE20202003 sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix pour l'opération de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, portant le montant de l'opération à 350 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget 0122, budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : nature 605, fonction 61, autorisation d'engagement AE20202003. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AE : 100 000 euros HT

Déjà financé (y compris 2021) : 47 421 euros HT

Modification de l'AE : + 250 000 euros HT

Montant final de l'AE : 350 000 euros HT

CP 2022 : 195 000 euros HT

CP 2023 : 55 000 euros HT

CP 2024 : 52 579 euros HT

Article 3 :

Est approuvée la clôture de l'autorisation d'engagement AE20202001 sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix pour l'opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren. Sont annulés les montants résiduels des opérations d'investissement et autorisations de programme concernées.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 603

AVIS - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Projet Gardanne Meyreuil

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite aux engagements pris par le Président de la République, le Gouvernement a décidé d'engager la fermeture, au plus tard en 2022, des quatre dernières centrales électriques fonctionnant au charbon encore présentes en France dont la centrale située sur les Communes de Gardanne et Meyreuil.

Afin d'accompagner cette fermeture, notamment sur les aspects économiques et sociaux, des « projets de territoire » sont mis en œuvre. Dans ce cadre, un « Pacte pour la transition écologique et industrielle du territoire de Gardanne Meyreuil » a été signé entre la Métropole, l'Etat, le CD 13, l'ADEME, la CDC, la CCIMP, Gazel Energie, le GPMM et les deux Communes concernées.

Le Pacte prévoit notamment le lancement d'une réflexion à l'échelle du bassin sur la question foncière et plus spécifiquement, l'aménagement des espaces à vocation économique.

Des espaces de potentiel foncier qui pourraient accueillir des activités économiques ont été identifiés sur les deux Communes. Des études techniques, réglementaires, préalables au lancement des travaux afin de garantir la desserte de ces secteurs, sont nécessaires pour répondre aux objectifs du Pacte et accompagner la fermeture de la centrale thermique.

Il s'agit donc de créer une autorisation de programme pour l'opération « Projet Gardanne Meyreuil » d'un montant de 3 000 000 €TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création pour un montant de 3 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement Projet Gardanne Meyreuil.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021201000 « Projet Gardanne Meyreuil » pour un montant 3 000 0000 T.T.C sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix rattachée au programme 03 « Développement économique » Code AP 21 2 03 1 BP 10.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget 0120 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant de l'AP : 3 000 000 €TTC
CP 2022 : 100 000 euros T.T.C.
CP 2023 : 500 000 euros T.T.C.
CP 2024 : 1 000 000 euros T.T.C.
CP 2025 : 1 000 000 euros T.T.C.
CP 2026 : 400 000 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 604

Réhabilitation du Pôle commercial de la Pioline à Aix-en-Provence - Approbation du programme de travaux de confortement du Pont sur l'Arc, chemin de la Pioline

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix poursuit des actions de réhabilitation des zones d'activités.

Sur la zone commerciale de la Pioline, le chemin de la Pioline représente l'axe d'entrée Nord du pôle. Ce chemin franchit la rivière de l'Arc juste avant le raccordement avec la rue Guillaume du Vair. Le pont supportant le chemin et permettant le franchissement de l'Arc est aujourd'hui géré par le Territoire du Pays d'Aix.

Une inspection périodique détaillée a été réalisée en 2020 et a mis en évidence la nécessité de réaliser des travaux de confortement en amont et au niveau de la culée sud, coté station d'épuration.

Le programme de travaux s'établit comme suit :

- En amont de la culée : Reprise de la fondation sous gabions, afin de réparer les zones érodées et ravines par l'écoulement de l'eau. Cela consiste à reconstituer la protection mécanique mise en place en amont de la culée.
- A l'arrière de la culée : Reconstitution de sol et mise en place d'une protection afin de pallier le ravinement des terres par l'eau venue des terrains en surplomb.
- Enlèvement et évacuation des embâcles accumulés autour de la pile de pont afin de rétablir le lit naturel

de l'Arc actuellement obstrué à plus de 50 % au niveau de l'ouvrage.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 75 000 €HT.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 90 000 €HT (y compris études et travaux), soit 108 000 €TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ECO 001-10122/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 portant le montant de l'Autorisation de Programme « Toutes Zones Etudes et travaux » à 10 M€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder au confortement du pont sur l'Arc, chemin de la Pioline.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de confortement du pont sur l'Arc, Chemin de la Pioline Pôle Commercial de la Pioline sur la Commune d'Aix-en-Provence, pour un montant de 90 000 € HT soit 108 000 € TTC, études et travaux compris.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Toutes Zones Etudes et travaux ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 605

Réhabilitation du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence – Réalisation d'une voie réservée aux transports en commun sur la RD59 – Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et le Département des Bouches-du-Rhône - Abrogation de la délibération n°2021_CT2_317 du 8 juillet 2021

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence est l'un des secteurs d'activités les plus attractifs de la région avec ses 426 hectares et plus de 27 000 emplois. Il est situé sur le secteur des Milles sur la Commune d'Aix-en-Provence, entre la RD9 et l'A51 qui représentent ses deux accès principaux.

Les conditions d'accès à ce Pôle ne sont pas toujours aisées et les difficultés qui peuvent être rencontrées ne font que s'agrandir avec le développement et la densification du secteur.

L'entrée Est qui relie l'A51 au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence fait l'objet depuis plusieurs années de beaucoup d'attention et d'investissement de la part de l'ensemble des gestionnaires concernés que sont la Métropole, la ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Départemental ainsi que l'État.

Dans ce même périmètre a été implanté en 2017 l'Aréna du Pays d'Aix, qui aujourd'hui augmente l'attractivité du secteur et génère de nouveaux besoins.

Le tronçon de RD 59, compris entre le giratoire Véra et le giratoire de Saboulin Bollena (850 ml) fait l'objet d'un projet de réaménagement de la part du Conseil Départemental des Bouches du Rhône avec la création d'une voie verte au Nord/Nord Est de cet Axe et la reprise des enrobés sur la totalité de la chaussée.

Par délibération du Conseil de Territoire du 21 mars 2019, la Métropole approuvait le projet d'aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur cette même portion de voie, en sortie du pôle d'activités d'Aix afin d'améliorer les conditions de circulation des transports en commun et fluidifier la circulation.

Depuis, les études d'avant-projet et de projet ont été réalisées et la consultation des entreprises pour les travaux devrait se dérouler au quatrième trimestre 2021.

Ce projet qui impacte la voirie départementale nécessite la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la Métropole à intervenir sur le domaine public routier départemental, d'encadrer les échanges financiers entre les deux parties et de définir les modalités d'entretien et d'exploitation des équipements créés hors agglomération.

Dans un souci de coordination et afin d'optimiser le rendu des travaux, la couche de roulement de la voie BUS sera réalisée par le Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre de ses travaux de réfection de la couche de roulement.

Cela implique une participation financière du Territoire du Pays d'Aix au bénéfice du Département, d'un montant de 20 000 €HT.

Une première version de cette convention a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Territoire le 8 juillet dernier.

Depuis, un diagnostic de chaussée réalisé par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône a mis en évidence une faiblesse au niveau de la structure de chaussée de la RD59, conduisant le Conseil Départemental des Bouches du Rhône à préciser que la structure de la voie réservée aux transports en commun serait dimensionnée pour répondre à son utilisation.

De plus, le projet prévoit l'abattage et le remplacement d'arbres d'alignement avec un complément de plantation au niveau des manques de l'alignement. Le Département a souhaité ajouter que cet abattage serait soumis à validation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Ces deux modifications ont été apportées dans l'article 2 de la nouvelle version de la convention qu'il est proposé d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019_CT2_103 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019, approuvant le programme d'aménagement de l'entrée Est du pôle d'activités sur la RD59 ;
- La délibération n°ECO-007-6399/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 réévaluant le montant de l'autorisation de programme « Pôle d'activité d'Aix-en-Provence Entrée Est – RD59 » à 2 000 000€ ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_317 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 juillet 2021, approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le

Département des Bouches du Rhône pour l'aménagement de l'entrée Est du pôle d'activité, RD59.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 2021_CT2_317 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 juillet 2021.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière de la Métropole aux travaux de mise en œuvre de la couche de roulement de la voie bus pour un montant inchangé de 20 000 €HT.

Article 3 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence telle que jointe en annexe.

Article 4 :

Le Président ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces afférentes au dossier.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162305, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI305A11 « Pôle d'activité d'Aix-en-Provence Entrée Est – RD59 »

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 606

Approbation d'une convention cadre de mise à disposition et de location d'infrastructures d'accueil souterraines pour les réseaux de communications électroniques dans les fourreaux métropolitains situés sur le Territoire du Pays d'Aix

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix assure sur les voiries dont il est gestionnaire l'entretien et la gestion des infrastructures de télécommunications composées de chambres et de fourreaux.

Le 29 octobre 2015, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) approuvait, par délibération n°2015_B519, les termes des conventions cadres d'utilisation des installations de génie civil de la CPA pour le passage de la Fibre optique entre la CPA et les futurs opérateurs.

A ce jour, l'environnement institutionnel ayant fortement évolué, le nombre d'opérateurs étant en constante augmentation et les sollicitations devenant de plus en plus nombreuses, il est proposé de mettre à jour ce cadre et d'approuver une nouvelle version de cette convention.

Cette nouvelle convention devra être signée avec chaque opérateur qui souhaite utiliser les infrastructures du Territoire du Pays d'Aix. Elle sera valable pour une durée de 10 ans.

Les modalités d'intervention de l'occupant sont largement inspirées des préconisations de l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes).

Modalités d'intervention :

Avant toute intervention et tirage de câble dans les fourreaux du Territoire du Pays d'Aix, l'opérateur doit procéder à une demande d'occupation dont le formalisme permet de garantir le suivi et l'optimisation de l'utilisation des infrastructures du Territoire du Pays d'Aix.

Pour chaque demande, l'opérateur devra formuler une demande spécifique, obtenir la validation du Territoire du Pays d'Aix, puis fournir le récolement de son réseau après intervention, en respectant les prescriptions édictées dans la convention.

Modalités financières

L'opérateur qui souhaite occuper les infrastructures du Territoire du Pays d'Aix est soumis à redevance. Les modalités d'application de cette redevance ont été fixées par délibération du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 et confirmées par la délibération n° HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La tarification de la location des fourreaux est fixée annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et en dernier lieu par délibération n°MOB 007-9277/20/CM du 17 décembre 2020.

Durée de la convention :

La convention est conclue pour une durée de 10 ans. Le projet de convention est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B519 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015, approuvant les conventions cadres d'occupation du domaine public entre la CPA et un opérateur pour l'autorisation de passage de fibre optique,
- La délibération n° HN 023-17/03/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, décidant du maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 novembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient d'approuver la convention cadre de mise à disposition et de location d'infrastructures d'accueil souterraines pour les réseaux de communications électroniques dans les fourreaux métropolitains situés sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de mise à disposition et de location d'infrastructures d'accueil souterraines pour les réseaux de communications électroniques dans les fourreaux métropolitains situés sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Le Président ou son représentant est autorisé à signer cette convention cadre avec chaque opérateur qui en fait la demande, et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

La tarification des redevances pour la location des fourreaux de génie civil sera fixée annuellement par le Conseil de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2021 CT2 607

Rapport annuel d'activités 2020 du délégataire Capaix Connectic pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération en date du 26 juin 2008, la Communauté du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités, la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année. Pour la réalisation de ce projet initial, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de 1 586 000€.

Initialement limité au dégroupage de NRA et à la desserte des zones d'activités et sites publics du Territoire, le contrat de DSP a notamment fait l'objet d'un premier avenant en novembre 2015 pour la couverture des zones blanches ADSL via des travaux relatifs aux opérations de 10 projets de Montée En Débit (MED). A cette occasion, le déploiement de la capillarité optique sur 5 ZAE a également été programmé.

Par ailleurs, au titre de l'avenant n°2, validé en décembre 2018 par le Conseil de la Métropole et relatif à la mise en capillarité de 13 nouvelles zones d'activités réparties sur 9 communes, 8 zones d'activités ont été mises en service à fin 2020. La phase finale de cette extension est prévue en 2021. A fin 2020, le réseau représente un investissement de 21,9 M€.

2. Obligations législatives et réglementaires

CAPAIX CONNECTIC, en tant que délégataire en charge de la DSP Très Haut Débit, est soumis à des obligations tant légales que contractuelles en ce qui concerne la communication des rapports réguliers sur l'exécution du service public délégué ainsi que sur l'état du réseau.

Ces obligations sont définies d'une part au travers du contrat de concession (art. 37.2, 38 et 39) et d'autre part, par l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT) qui renvoie désormais à l'article L.3131-5 du Code de la commande publique (art. R.3131-2 à R3131-4).

3. L'activité 2020 de la DSP (détails en annexes)

Les performances du réseau en termes de qualité de service semblent satisfaisantes en 2020 (Garantie de temps de disponibilité, délais moyens d'intervention et de rétablissement sur le réseau...).

Compte tenu des mesures sanitaires liées à la COVID-19 et notamment le développement très important du télétravail, il est constaté que le réseau et les équipements actifs ont pu absorber les débits qui se sont accrus au cours de l'exercice 2020 et

qu'aucune panne significative n'est venue entacher cette situation. Capaix Connectic a pu mettre en place gratuitement auprès de certains clients le doublement du débit possible en CECA, soit de 100 M à 200 M au cours de la période du premier confinement. Le délégataire a poursuivi sur l'exercice 2020 ses obligations d'entretien et de maintenance.

3.1. Le périmètre du réseau

Au terme de 2020, le réseau backbone et de collecte de communication à très haut débit du Territoire du Pays d'Aix est un réseau d'environ 580,60 km de fibre optique (+41 km en 1 an) contre 290 km de linéaire prévus initialement dont 89,8 km d'IRU FO en liaison avec le réseau national et international via le data center de Marseille Interxion.

Le Délégataire a procédé à ce jour à la desserte de 20 centraux téléphoniques dans le but de réaliser des opérations de dégroupage, à la mise en capillarité du réseau au sein de 14 zones d'activités et à la réalisation d'un projet de Montée en Débit sur 10 PRM (Point de Raccordement Mutualisé) et quatre salles techniques ont été réalisées.

Les avenants n°1 et 2 ont permis la réalisation de capillarité au sein de 18 zones d'activités (5 ZA prévues dans l'avenant n°1 et 13 ZA prévues dans l'avenant n°2). Au titre de l'avenant n°2, fin 2020, 8 ZA sur les 13 ont été mises en service.

3.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours de l'année de 2020, l'activité du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public) dépasse encore les objectifs prévus au BP initial. En effet, au terme de l'exercice 2020 en volume, le DSL (technologie à destination du Grand public) représente un total de 9474 abonnés issus du Territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (soit 938 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8536 abonnés en fin 2020).

A fin 2020, CAPAIX CONNECTIC détient 448 contrats signés soit une progression de 17% par rapport à 2019. Cette croissance a vocation à perdurer grâce à la mise en œuvre de l'avenant n°2. Au terme de 2020 sur les 13 nouvelles zones mises en capillarité au titre du deuxième avenant, 8 ZA ont été mises en service.

De plus, la nouvelle grille tarifaire établie par le délégataire, très attractive et compétitive sur le Territoire permet de soutenir cette commercialisation par les opérateurs locaux.

Le site internet, indique le nombre d'opérateurs présents et la couverture disponible sur les Communes du Territoire du Pays d'Aix. Il permet la mise en contact grâce à un formulaire en ligne et intègre une carte d'éligibilité développée par le service du développement économique du Territoire du Pays d'Aix.

4. Résultats financiers (détails en annexes)

D'un point de vue financier, le chiffre d'affaires généré en 2020 est de 4169k€, soit 361k€ supplémentaire en 1an. Comme en 2019, la DSP réalise un résultat net positif depuis cinq exercices consécutifs, on constate un résultat net positif avec +450 k€ en 2020 (rappel des exercices précédents : +195 k€ en 2016, + 360 k€ en 2017, +309 k€ en 2018, + 303 k€ en 2019) et ses capitaux propres sont encore suffisamment dimensionnés (6M€ environ) ce

qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir, mais empêche toute perspective de déclencher la clause d'intéressement prévue au contrat. Les montants des redevances qui ont été fixés à la signature des contrats avec les opérateurs n'ont pas été remis en cause par la crise sanitaire, malgré le contexte, la société n'a pas été impactée par la pandémie.

En 2020, plusieurs indicateurs sont rassurants.

Le nombre total de contrats FTTO (*Fiber to the office correspondant aux offres entreprises*), Lan to Lan (*Local Area Network correspondant en français à réseau d'entreprises*) et CECA (*Local Area Network correspondant en français à réseau d'entreprises*) est de 448 fin 2020, soit une hausse de + 17% depuis fin 2019. Le nombre de contrats CECA est notamment passé de 365 à 448 contrats. Fin 2020, le C.A au titre des offres FTTO est en hausse de + 5,8% depuis fin 2019. Le délégataire continue son effort pour acquérir des clients CECA supplémentaires afin de bénéficier d'un effet volume important notamment dans la captation de nouveaux liens dans le cadre de l'avenant n°2 et de l'ouverture de la commercialisation sur de nouvelles Z.A.

L'activité DSL qui dépasse les objectifs prévus au BP initial, représente encore 59% (contre 66% en 2019) du C.A global. L'activité DSL est amenée à évoluer et commence à diminuer au profit d'autres technologies. Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2020 un chiffre d'affaires de 2 064 k€, le chiffre d'affaires réalisé est de 2 474 k€, soit une augmentation correspondant à 19,9% de plus par rapport au prévisionnel.

Par ailleurs, la Métropole Aix Marseille Provence est un acteur majeur de développement des liaisons d'IRU (*droit d'usage irrévocable d'utilisation : location de longue durée de fibre optique noire*) fibre auprès de Capaix Connectic pour relier notamment ses différents centres aquatiques (12), le stade Maurice DAVID ainsi que le BHNS (*Bus à Haut Niveau de Service*) sur le Territoire du Pays d'Aix, contribuant nettement à la croissance du C.A de cet exercice.

Au titre de l'activité IRU, les 42 contrats signés fin 2020, génèrent une hausse de + 143% depuis fin 2019. Le budget initial prévoyait pour 2020 un C.A de 95 000€ ; le chiffre d'affaires réalisé est de 564 000€, soit une augmentation correspondant à 494% de plus par rapport au prévisionnel.

Il convient de signaler que les cibles telles qu'ITER, RENATER ne font pas l'objet de commande d'IRU.

5. Perspectives pour l'avenir

Le Délégataire prévoit pour l'année 2021 la poursuite des travaux d'extension de capillarité et de l'offre CECA sur les Zones d'Activités suivantes (suite de l'avenant n°2) :

- ZA plateau du Bertoire à Lambesc
- ZA la Malle et ZA les Chabauds à Bouc Bel-Air
- Pôle d'activité à Venelles
- ZA du Grand Pont et son extension à La Roque d'Anthéron

Comme annoncé dans le rapport précédent, des dévoiements sont en projet :

- à La Roque d'Anthéron
- et sur la RD6 A8 la Barque à Fuveau

Les principaux enjeux pour l'année 2021 sont les suivants :

- Sur le segment entreprises TPE PME, l'un des

principaux enjeux porte sur la poursuite de la commercialisation de l'offre CECA dans les ZA du Territoire du Pays d'Aix éligibles à cette offre au titre des avenants 1 et 2. Les dernières ZA capillarisées par l'avenant n°2 devraient être totalement mises en service mi-2021.

Sur le segment grand public, compte tenu de l'avancement du nombre de logements éligibles au FTTH sur le Territoire du Pays d'Aix, le principal enjeu, réside dans le maintien de la commercialisation des liens DSL par SFR.

6. Commentaires sur le rapport

D'un point de vue général, et dans la continuité de l'analyse du rapport annuel de l'exercice précédent, le Déléataire remplit correctement ses obligations contractuelles vis-à-vis du Délégrant. L'infrastructure optique déployée présente un linéaire et des caractéristiques de dimensionnement supérieures aux spécifications initiales du contrat, et le réseau a contribué à démocratiser le passage au très haut débit sur les Zones d'Activités Economiques.

Au titre des performances économiques, la DSP réalise un résultat net positif depuis 5 exercices consécutifs (+195 k€ en 2016, + 360 k€ en 2017, +309 k€ en 2018, + 303 k€ en 2019, +361k€) et ses capitaux propres sont encore suffisamment dimensionnés (6 M€ environ), ce qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir.

Toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés. En effet, le nombre de contrats entreprises est conforme voire supérieur au prévisionnel, mais en raison de la concurrence, le revenu moyen par lien de fibre optique a été fortement corrigé à la baisse.

Au titre de l'activité IRU et la location FON, il convient de signaler que les cibles tels qu'ITER, RENATER et l'interconnexion des principaux sites du Territoire du Pays d'Aix ne font pas l'objet de commande en 2020. Néanmoins, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un acteur majeur de développement de ses liaisons sous forme d'IRU Fibre auprès de CAPAIX CONNECTIC pour relier ses différents centres aquatiques (12), le stade Maurice DAVID ainsi que le BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) sur le Territoire du Pays d'Aix.

La promotion de la commercialisation d'IRU (*droit d'usage irrévocable d'utilisation : location de longue durée*) auprès d'acteurs publics sous forme de GFU (*groupe fermé d'utilisateurs*), permettant de relier numériquement les différents établissements publics, pourrait générer des recettes supplémentaires.

Il serait également pertinent que le Déléataire puisse étendre son offre pour connecter des infrastructures intelligentes sur le Territoire « Vidéo protection, wifi, relais d'objets connectés... ». Cela pourrait lui donner un rôle d'intermédiaire privilégié dans la mise en place d'un Territoire connecté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande Publique;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2008_A076 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport du délégataire 2020 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 608

AVIS - Approbation d'un avenant n°2 à la convention d'attribution de subvention au profit d'Aix-Marseille Université - Projet DAT'CARB du CEREGE

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°ECO 021-6886/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention d'investissement de 80 000 € au profit d'Aix-Marseille Université contribuant à l'acquisition et l'installation d'un système de climatisation dans le cadre du projet DAT'CARB du CEREGE (numéro guichet unique 2019-01232).

Conformément à l'article 4 de la convention notifiée « Modalités de paiement et de versement de la subvention », 80% du montant total de cette subvention a été payé sur l'année 2019.

La convention d'attribution de subvention prévoyait

en son article 6 « Reddition des Comptes » que l'organisme bénéficiaire s'engageait à fournir, dans les 6 mois suivant la réalisation de l'action, et au plus tard au 31 décembre 2020, un bilan moral et financier de celle-ci, état récapitulatif des dépenses signé par son représentant légal et par son comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En raison de la crise sanitaire liée au COVID 19 et de la période de confinement imposée, l'achat et l'installation du matériel n'avait pas pu être totalement achevé.

Par délibération n° IVIS 001-8936/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020, les délais accordés à l'AMU pour procéder à la reddition des comptes et produire les justificatifs de dépenses afférents à l'acquisition et l'installation du système de climatisation ont été prolongés par voie d'avenant jusqu'au 31 décembre 2021.

Cependant, ne s'agissant pas d'un système de climatisation classique, le titulaire du marché de l'AMU s'est avéré dans l'incapacité de satisfaire au besoin.

Des études complémentaires précises ont dû être réalisées et le choix de l'entreprise, capable de réaliser l'opération, s'est avéré compliqué.

Toutefois les délais de réalisation et de livraison de l'équipement ne permettront pas à l'AMU d'honorer les délais impartis par la convention modifiée.

Aussi, il est proposé de prolonger, par voie d'avenant n°2, et jusqu'au 31 décembre 2022, les délais accordés à l'AMU pour procéder à la reddition des comptes et produire les justificatifs de dépenses afférents à l'acquisition et l'installation du système de climatisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 021-6886/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 portant attribution d'une subvention d'investissement au profit de l'AMU relative à l'acquisition et l'installation d'un système de climatisation dans le cadre du projet DAT'CARB du CEREGE ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° IVIS 001-8936/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 prolongeant par voie d'avenant n°1 les délais accordés à l'AMU pour procéder à la reddition des comptes et produire les justificatifs de dépenses afférents à l'acquisition et l'installation du système de climatisation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de voir conduire à leur terme les projets engagés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention relative à l'attribution d'une subvention d'investissement au profit d'Aix-Marseille Université pour l'acquisition et l'installation d'un système de climatisation dans le cadre du projet DAT'CARB du CEREGE.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 609

Présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville d'Aix-en-Provence a délégué, par un contrat de concession, la construction et l'exploitation du complexe funéraire à la Société des Crématoriums de France. Ce contrat avait été conclu initialement pour une durée de trente ans à compter du 1er mars 2001, prolongé de cinq ans et sept mois par un avenant du 13 décembre 2017, soit un terme fixé au 30 septembre 2036.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018 sur la totalité de son territoire la compétence relative à « la création, la gestion et l'extension des crématoriums ».

Dans ce cadre, le contrat de délégation de service public relatif à la construction et à l'exploitation du crématorium d'Aix-en-Provence a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2018.

Ce Complexe est constitué de trois types d'équipements funéraires distincts mais liés physiquement, fonctionnellement et contractuellement :

- Un crématorium métropolitain
- Un parc cinéraire et une chambre funéraire dont la compétence est restée communale

En vertu de l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

Les informations ci-après présentent une analyse de l'exploitation du crématorium d'Aix-en-Provence courant du 1er janvier au 31 décembre 2020 réalisée sur la base du rapport remis par le délégataire.

Le rapport annuel du délégataire contient l'essentiel des données exigées par le contrat.

D'après les éléments indiqués dans le rapport du délégataire, la société des Crématoriums de France, les services métropolitains ont relevé les éléments suivants :

Il est constaté une hausse de l'activité du crématorium en 2020 de 1,7 %, avec 2663 crémations en 2020 contre 2619 crémations en 2019, dont 11 crémations de restes humains exhumés

auxquelles il faut ajouter 81 crémations de pièces anatomiques.

Les produits d'exploitation générés par l'activité du complexe funéraire enregistrent une hausse conséquente de 1,1%. Ils atteignent 1964 k€ en 2020 contre 1943k€ en 2019.

Le chiffre d'affaires global du complexe funéraire a augmenté de 3,4%. Il représente 1977 k€ en 2020, alors qu'en 2019, il s'élevait à 1913k€. Il est réparti entre le crématorium (62,5%), la chambre funéraire (19%) et le parc mémorial (3,5%).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1,3 M€ en 2020, en hausse de 11,9% par rapport à 2019 (1,2M€)

La redevance versée à la collectivité délégante représente 115k€ en 2020 (108 k€ en 2019).

Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice avant impôt de 743 k€ en 2019, en hausse de 9 % par rapport à l'exercice précédent (684 k€) et en cohérence avec l'évolution de l'activité en 2019.

En termes d'organisation, neuf agents concourent à temps plein à l'exploitation du site : un directeur, son adjoint, 6 assistants funéraires et 1 jardinier.

Les habilitations sont conformes et tous les suivis de conformité ont été réalisés.

Les tarifs ont été révisés et sont en augmentation de 1,72 %, conformément aux dispositions contractuelles.

Le taux de satisfaction des usages est toujours de très haut niveau : 4,76/5, mesuré grâce à un tout nouveau dispositif permettant de recueillir les remarques des familles de manière plus simple pour ces dernières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°2001.0150 du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 15 février 2001 approuvant le contrat de

délégation de service public pour la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence,

- La délibération n°DL.2017-559 du conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 13 décembre 2017 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la durée du contrat de délégation de Service Public,
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2020 a été remis par la société des Crématoriums de France

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2020 ci-annexé, remis par la Société des Crématoriums de France, titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation du complexe funéraire d'Aix-en-Provence.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 610

AVIS - Approbation de la tarification applicable à compter de l'année 2022 (immobiliers et activités) - Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Piloté par la Métropole Aix-Marseille Provence, le Technopôle de l'Arbois est le 1er Technopôle de France dédié à l'environnement.

Le Technopôle de l'Arbois accueille au sein du Domaine du Petit Arbois 11 laboratoires de recherche, 2 centres d'enseignement supérieur, 80 entreprises innovantes et une dizaine de structures d'aide à l'innovation comme les Pôles de compétitivité.

Près de 1 500 personnes travaillent chaque jour au sein d'un parc immobilier d'environ 38 000m² géré par la Direction du Technopôle de l'Arbois. Ce parc immobilier implanté au sein d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de 75 ha composée à 92 % d'espaces verts, comprend 27 bâtiments : 8 Hôtels d'Entreprises, une pépinière d'entreprises innovantes, 3 plateformes technologiques et 5 bâtiments dédiés aux laboratoires de recherche et

autres bâtiments de service.

Au-delà de l'accompagnement de ces organismes dans leur développement et de l'entretien technique et patrimonial de la ZAC, la Direction du Technopôle de l'Arbois assure également la gestion locative de ces espaces.

Aussi, elle propose un certain nombre de services et de surfaces locatives qui sont facturés aux utilisateurs. Il s'agit en premier lieu de surfaces locatives (bureaux, ateliers, espaces de stockage, terrains), de participations aux frais de salles de réunion, à la mutualisation et refacturation de frais de gestion et d'entretien du Domaine du Petit Arbois ou à la proposition de services pour les « technopolitains » (activités sportives, food truck...). Dans ce cadre, il convient de définir la tarification applicable pour les différents contrats locatifs des biens immobiliers ou terrains mis à disposition à compter du 1^{er} janvier 2022.

Il est proposé, dans la mesure où les loyers et redevances sont stables depuis quelques années, que la présente délibération soit prise sans terme ni délai d'expiration c'est-à-dire que les tarifs soient fixés à compter de l'exercice 2022, nonobstant toute situation nécessitant une réévaluation des tarifs.

Ne sont pas concernés les baux en cours qui disposent d'une clause d'indexation contractuelle, ainsi que les bâtiments occupés par Aix-Marseille Université (A.M.U) qui bénéficie, depuis l'origine, de conventions d'occupation à titre gratuit conformément aux délibérations du Comité Syndical du Syndicat Mixte de l'Arbois : n° 2002-449 (Villemin) du 21 mai 2002 - n° 2002-467 (chalet amagnétique) et n° 2002-470 (Laennec) du 27 juin 2002 - n° 2002-522 (Pasteur) - n° 2005-702 (Trocadéro) du 20 juin 2005 - n° 2006-776 (Aster) du 23 juin 2006.

Cette exonération ne concerne pas les charges générales du site auxquelles A.M.U participe.

Par ailleurs, la présente tarification est complétée par deux éléments :

- Fixation du montant du loyer du Pôle services du bâtiment Martel ;
- Instauration de la tarification métropolitaine relative aux droits de voirie pour l'installation de bornes de recharge de véhicules électriques sur le domaine public, en application de la délibération n°FBPA 031-9133/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020.

Aussi, le présent rapport vise à présenter l'offre locative du Technopôle de l'Arbois et présente en annexe le détail des tarifications.

Cela concerne :

1/ Les loyers

Chaque bâtiment se voit attribuer un prix de location en fonction de ses caractéristiques et usages proposés.

- Les hôtels d'entreprises : L'offre tarifaire pour les 8 Hôtels d'entreprises est comprise entre 110€HT/m²/an et 160€HT/m²/an. Ces hôtels d'entreprises sont localisés dans les bâtiments RIFKIN (720m²), POINCARE (4000m²), MARCONI (900m²), Village d'Entreprises (900m²), MEGIE (environ 1000m²), LAVOISIER (environ 1000m²), MARTEL (1 500 m²) et LAENNEC (près de 1800 m²).

Ces hôtels d'entreprises accueillent 50 structures implantées sur plus de 8 000m² commercialisés et représentent environ 600 emplois (en 2019).

- La Pépinière #Cleantech accueille 42 start-up au sein de 3 espaces dédiés : la Pépinière centrale, le Bâtiment RIFKIN (1er étage) et le bâtiment MEGIE (rez-de-chaussée, 1er et 3ème étage). Elle représente environ 210 emplois (en 2019).

Compte tenu de l'âge des entreprises et de leur caractère innovant, la Direction du Technopôle de l'Arbois via la norme AFNOR NF X -50-770, applique une politique de tarification progressive sur 5 ans, allant de 85€HT/m²/an la 1^{ère} année pour arriver à 140€HT/m²/an la 5ème année.

- Les Ateliers, le Centre de Prototypage et les espaces de stockage

La vocation du Technopôle de l'Arbois est d'accueillir des entreprises travaillant dans l'environnement et qui développent le plus souvent des innovations technologiques. Pour cela, elles ont besoin d'espaces d'ateliers, de prototypage et de stockage adaptés à leurs activités.

Ces espaces bénéficient d'une politique tarifaire allant de 60€HT/m²/an (ateliers en Pépinière) à 90€HT/m²/an pour les ateliers hors pépinière et pour le Centre de Prototypage.

Pour ce qui concerne les espaces de stockage, le tarif est de 53€HT/m²/an.

- Le Pôle Services pour une nouvelle offre de services auprès des Technopolitains

Suite à l'étude prospective sur le positionnement stratégique du Technopôle de l'Arbois réalisée en 2019 par le cabinet CMI stratégie et l'association RETIS et dans le cadre de la requalification du bâtiment MARTEL, un « Pôle de services aux Technopolitains » sera proposé. Pour que ce dernier soit effectif, il est nécessaire de définir une tarification adaptée.

Il est précisé que ce nouvel espace de services permettrait l'accueil de plusieurs structures proposant :

- Une micro-crèche (12 berceaux) ;
- Un espace de restauration complémentaire à l'offre existante ;
- Un espace permettant la pratique d'activités sportives ;
- Logements temporaires pour les chercheurs ou les entreprises innovantes du Technopôle de l'Arbois.

Au regard des tarifs pratiqués pour ce type d'activités, il est proposé un tarif de loyer de 90€HT/m²/an.

Le tarif actuel de 130€HT/m²/an restera en vigueur pour les autres activités économiques éligibles en Hôtels d'Entreprises.

Les charges restent identiques qu'en 2021.

- Franchise de loyers/Gratuités

Afin de favoriser l'attractivité du Technopôle de l'Arbois face aux offres concurrentes régionales et nationales, il est nécessaire de pouvoir bénéficier d'une latitude commerciale dans les propositions d'implantation soumises aux entreprises. Ainsi, il est proposé de poursuivre le principe de gratuité de loyer (hors charges) dans les cas suivants :

- Pour les nouvelles structures intégrant

le Technopôle dans le cadre d'une négociation commerciale permettant son implantation ou son développement (2 mois de gratuité maximum) ;

- Pour les entreprises/organismes déjà présents sur le Technopôle et acceptant une relocalisation sur le Domaine du Petit Arbois (gratuité de 2 mois maximum) ;
- Pour les entreprises prenant en charge des travaux ou embellissements de locaux (peinture, sols, décroissance/décloisonnement/cloisonnement) : Gratuité à hauteur du montant des travaux (sur présentation des factures) et dans la limite de 6 mois maximum.

2) Les Provisions sur charges locatives

Des provisions au m² occupé sont appelées avec le loyer et se divisent en trois sous-sections :

- Les charges liées à l'entretien des bâtiments : ménage des parties communes, abonnements et consommations Eau et Electricité, contrôles périodiques, maintenance et menues réparations...

Le montant des provisions est différent selon les caractéristiques de chaque bâtiment (performance énergétique, services proposés, nature des équipements...) et varie ainsi de 26.5€TTC/m²/an à 35€TTC/m²/an.

- Les charges liées à la gestion de la ZAC (contrôle d'accès et alarmes, voirie, arrosage et espaces verts, protection incendie, gardiennage...) : 6€TTC/m²/an
- Les charges liées à la gestion des déchets soit 40€/utilisateur/an

Ces provisions sont régularisées en N+1 au regard des dépenses réelles de l'année précédente.

3) Les redevances d'occupation de l'espace public

Compte tenu de la diversité des espaces mis à disposition, elles sont différenciées selon la nature de l'occupation et concernent :

- La mise à disposition de terrain nu destiné à du stockage ou de l'expérimentation, ou un terrain destiné à accueillir un local d'activités démontable (à charge du preneur) ;
- Les Food Trucks ;
- Les distributeurs alimentaires ;
- Les containers, récupérateurs de piles usagées, toners d'imprimante ou tout autre service permettant le recyclage de produits usagés ;
- Antennes et équipements réseaux Télécom ;
- Tournage audio-visuel, films... ;
- Convention pour les activités de développement personnel et de bien-être ;
- Installation et exploitation de réseau

de bornes de recharges électrique
(dispositif Métropolitain) : (voir
annexe).

4) Les services aux Technopolitains

Afin de répondre aux attentes des nombreux technopolitains présents sur le site, la Direction du Technopôle de l'Arbois a mis en place un certain nombre de services pour leur permettre de disposer de diverses facilités.

- La mise à disposition de l'espace de conférence « LE FORUM »

Outil de promotion du Technopôle, le Forum est un espace dédié à l'animation permettant aux structures technopolitaines et extérieures de réaliser leurs manifestations (colloques ou séminaires...).

Une tarification différenciée est proposée selon que l'utilisateur soit Résident/Partenaire/Extérieur qui s'échelonne entre 100€ et 400€ selon la capacité d'accueil et l'équipement des salles.

- Badge d'accès au site (24h/24h, 7j/7) : 34€ en cas de renouvellement
- Badge d'accès aux bornes électriques (parc existant) : 50€/an
- Place de parking privatisée (places véhicules électriques) : 500€HT/an

L'ensemble des tarifs 2022 est détaillé dans l'annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle à compter du 1^{er} janvier 2022.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les différents tarifs pour la gestion locative du Technopôle de l'Arbois à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'une gratuité de loyers (hors charges) pour les entreprise/structures répondant aux critères suivants :

- Nouvelles structures intégrant le Technopôle de l'Arbois dans le cadre d'une négociation commerciale permettant leur implantation ou leur développement (2 mois de gratuité maximum) ;
- Structures déjà implantées sur le Technopôle et acceptant une relocalisation dans d'autres espaces locatifs du domaine du Petit Arbois (2 mois de gratuité maximum) ;
- Lors d'un changement de locataire et dans le cas d'une prise en charge financière, par le locataire, des travaux d'embellissement (peinture, sols, décroisement/cloisonnement) lors de son entrée dans les locaux (à hauteur du montant des travaux et dans la limite de 6 mois de gratuité maximum).

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement.

Pour les charges : Chapitre 70, Nature 70878, Fonction 61

Pour les loyers : Chapitre 75, Nature 752, Fonction 61

Pour les autres recettes : Chapitres 70 et 75, Natures 70323, 70238 et 75888, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 611

Pépinières et Hôtels d'entreprises du Pays d'Aix - Actualisation du cadre contractuel des conventions d'occupation précaires pour les sites de Meyreuil, Canet de Meyreuil, Pertuis et Gardanne

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le développement économique représente l'une des compétences majeures de la Métropole. La stratégie en la matière a été inscrite dans l'Agenda du Développement économique, approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017. Celui-ci priorise le développement des filières d'excellence et le soutien à l'innovation, porteurs de création de valeur et d'emplois pour le Territoire. Afin de préserver la dynamique liée aux nombreuses réussites d'entreprises innovantes, la Métropole a décidé, dans un contexte de concurrence avec d'autres métropoles françaises voire internationales, de prioriser la dynamique de l'entrepreneuriat innovant et de renforcer les outils de soutien à l'innovation.

La Métropole est en effet soucieuse de proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie de l'entreprise. Les dispositifs mis en place ciblent ainsi la création, le développement, la consolidation et l'implantation des entreprises sur le territoire métropolitain. La présence d'un écosystème de l'innovation particulièrement riche, qui s'appuie à la fois sur de grands donneurs d'ordre et de nombreuses PME et startups, sur plusieurs pôles de compétitivité, différentes structures d'accompagnement et deux agences de développement, permet d'alimenter le flux des projets.

A l'échelle du Pays d'Aix, l'accueil des jeunes entreprises innovantes constitue depuis longtemps un pilier essentiel de la stratégie de développement économique. Il compte sur son territoire deux pépinières d'entreprises basées respectivement à Meyreuil et Pertuis, et deux Hôtels technologiques basés respectivement au Canet de Meyreuil et au Puits Morandat à Gardanne. Les quatre sites réunis accueillent et accompagnent en moyenne cinquante entreprises innovantes.

Les pépinières et hôtels d'entreprises du Pays d'Aix s'inscrivent dans une offre globale et diversifiée à l'échelle métropolitaine. Certains territoires ont mis en place des pépinières d'entreprises de type généraliste, le Pays d'Aix a quant à lui fait le choix d'une offre réservée aux entreprises innovantes via une gestion déléguée sous forme de marché de prestations de services. Cet ensemble de quatre sites qui fonctionne en réseau, accueille principalement des porteurs de projet issus des

filières numérique, microélectronique, énergies nouvelles, sans oublier la santé et l'aéronautique.

Les entreprises hébergées au sein de ces structures sont juridiquement et financièrement liées à la Métropole et au Territoire du Pays d'Aix au travers de prestations assurées au moyen d'un marché public par le prestataire « Pays d'Aix Développement », dont les équipes ont pris leur fonction le 16 décembre 2020, pour une période de 5 ans. Ce lien se concrétise par le biais de conventions d'occupation précaire et de services associés, spécifiques à chaque site.

Le présent rapport a pour objet de réviser le cadre contractuel applicable aux pépinières et hôtels d'entreprises du Pays d'Aix.

Les documents contractuels des quatre sites concernés n'ayant pas été révisés depuis 2013, il convient dès à présent d'actualiser l'ensemble des dits documents (conventions d'occupation précaires et règlements intérieurs).

L'ensemble des documents contractuels a ainsi été réactualisé et est soumis au vote de l'assemblée, en annexes du présent rapport.

Les modifications apportées sur les documents contractuels concernent essentiellement :

- Les changements intervenus au niveau des dispositifs de sécurisation des sites ;
- L'insertion de la nouvelle charte graphique du réseau des pépinières ;
- L'actualisation de certains paragraphes devenus obsolètes suite à l'entrée en Métropole en 2016 de la Communauté du Pays d'Aix ;
- Des actualisations liées à la configuration des sites (ex. mise en œuvre d'une plateforme de démonstration à Pertuis).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Territoire du Pays d'Aix de proposer une offre d'accompagnement adaptée à chaque étape de la vie des entreprises,
- La priorité définie dans le plan d'actions de l'Agenda du développement économique de soutenir l'innovation, porteuse de création de valeur et d'emplois pour le territoire,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouveau cadre contractuel des relations entre le Métropole et les entreprises hébergées au sein des sites de Meyreuil, Canet de Meyreuil, Pertuis et Gardanne, défini par les conventions d'occupation précaires et de services associés et les règlements intérieurs joints en annexes du présent rapport.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent à cette décision.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Emploi et formation

2021 CT2 612

AVIS - Approbation du contrat de sous-traitance entre le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix et le Groupement d'Etablissements Centre de Formation d'Apprentis Provence pour la formation Certification d'Aptitude Professionnelle Boulangerie pour l'année scolaire 2021-2022

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Situé au 200 rue Maurice Estrangin aux Milles à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2021 plus de 950 apprentis qui suivent une formation en alternance pour préparer des diplômes de niveau 3, 4 et 5 (du niveau Brevet au Bac+2), dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticienne, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

Les GRETA-CFA, GRoupement d'ETablissements incluant également la formation par apprentissage, sont des groupements d'établissements publics locaux d'enseignement qui mutualisent leurs compétences et leurs moyens pour proposer une offre de formation dans pratiquement tous les domaines professionnels. Implantés dans les établissements de l'Education nationale, les GRETA-CFA répondent aux besoins de professionnalisation tout au long de la vie des salariés, demandeurs d'emploi et des jeunes en insertion professionnelle. L'académie d'Aix-Marseille accueille 4 GRETA-CFA, pour 1500 formations dispensées sur plus de 134 lieux.

Le partenaire de ce contrat, le GRETA-CFA Provence propose des formations diplômantes ou qualifiantes de courte ou longue durée, en continu ou par alternance dans les domaines suivants : Industriel, Tertiaire, Aéronautique, Prévention et sécurité, Logistique, Santé Médico-social, Langues, Hôtellerie Restauration, Compétences clés, Bilan de compétences et VAE. Acteur économique, il participe au développement du territoire et met en place des actions à la demande de ses partenaires (entreprises, branches professionnelles, collectivités territoriales...) en direction de différents publics - salariés, demandeurs d'emploi, jeunes. Le GRETA-CFA Provence propose ainsi 330 formations à 4700 personnes chaque année, sur 41 sites de formation sur le département des Bouches-du-Rhône (hors Marseille), avec un effectif de 360 intervenants, formateurs et accompagnateurs.

Depuis plusieurs années déjà, le GRETA-CFA Provence sollicite les services du CFA du Pays d'Aix pour dispenser la formation de CAP Boulangerie. Cette année encore, le CFA du Pays d'Aix s'engage à mettre à disposition du GRETA-CFA Provence les plateaux techniques nécessaires et à assurer les moyens pédagogiques nécessaires à la réalisation de cette action.

Ce contrat prend la forme d'une sous-traitance de formation continue en s'appuyant sur les marchés publics mis en œuvre par Pôle Emploi, dont le GRETA-CFA Provence est le prestataire.

Ce type de contractualisation est appelé à s'amplifier dans les années à venir. En effet, la loi du 5 septembre 2018 « Pour choisir son avenir professionnel » ayant ouvert la voie à une libéralisation du secteur de la formation professionnelle, le CFA du Pays d'Aix s'adapte à ces nouveaux enjeux en développant des relations commerciales plus que partenariales avec d'autres organismes de formation : la convention de partenariat avec le GIE CFA des Chefs pour le CAP et BP Cuisine, ou celle avec le Conservatoire National des Arts et Métiers pour le titre d'Attaché commercial – Assistant de gestion, illustrent ces nouvelles orientations pour maintenir la performance et l'attractivité de l'établissement sur le territoire.

Le tarif consenti dans le cadre de ce contrat est différent des niveaux de prise en charge individuels déjà délibérés par la Métropole Aix Marseille Provence par délibération n°MET 20/16210/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 approuvant les nouveaux tarifs de vente de produits et services du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix.

Le coût horaire est établi à 10 euros par personne, sur la base d'un groupe de 11 stagiaires. Les 2 visites en entreprise obligatoires par stagiaire sont facturées au montant unitaire de 20 euros. Ces montants sont en phase avec la moyenne des financements de la formation professionnelle pour adultes, et permettent de couvrir l'ensemble des charges occasionnées par la mise en œuvre de cette formation.

Les recettes prévisionnelles de 39 710 euros seront constatées sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section Fonctionnement : chapitre 70, nature 70688, fonction 256.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;

- Le décret n°2019-856 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage ;
- Le bulletin officiel n°12 de l'Education Nationale du 23 mars 2006 – MENE0600465C portant organisation des UFA ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°MET 20/16210/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 approuvant les nouveaux tarifs de vente de produits et services du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le contrat de sous-traitance entre la Métropole Aix Marseille Provence, organisme gestionnaire du CFA du Pays d'Aix et le GRETA CFA Provence et d'autoriser la Présidente de la Métropole, ou son représentant, à signer le contrat de sous-traitance relatif à la formation CAP Boulangerie pour l'année scolaire 2021-2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de sous-traitance entre le CFA du Pays d'Aix et le GRETA CFA Provence pour l'année scolaire 2021-2022 annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce contrat de sous-traitance relatif à la formation CAP Boulangerie pour l'année scolaire 2021-2022.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section Fonctionnement : chapitre 70, nature 70688, fonction 256.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2021 CT2 613

Approbation d'un bail civil de location avec la SCI Les Rigon pour la Halle de producteurs "Terres de Provence" à Plan de Campagne pour l'année 2022

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Halle de producteurs « Terres de Provence » de Plan de Campagne dynamise fortement, depuis 12 ans, la vente directe de produits locaux sur le territoire.

Ce circuit court agricole a vu le jour en juin 2010 dans le cadre du projet européen « Rururbal », qui visait à rapprocher les producteurs et consommateurs afin de soutenir l'agriculture locale, réduire les nuisances pour l'environnement et proposer des produits du terroir de qualité, de saison à prix attractifs.

La forte fréquentation du marché (100 000 visiteurs en moyenne depuis 2012), bénéficie tant aux producteurs locaux, qu'aux consommateurs et commerces de la zone durant les 6 mois de l'événement (ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 17 h 00 à 19 h 00 de mai à octobre).

La 1ère édition (action pilote du projet) a été mise en place sur la zone de Plan de Campagne afin de bénéficier de l'attractivité de la zone d'activités. De 2010 à 2013 inclus, l'événement s'est déroulé sur 3 sites différents de Plan de Campagne.

Depuis 2014, la Halle de producteurs est organisée sur un terrain unique dédié au Territoire, prêté par le propriétaire la SCI Les Rigon (Groupe Barnéoud) : le site « Fabemi Provence » situé sur la Commune des Pennes-Mirabeau.

La reconduction d'année en année de cette manifestation sur ce site vaste bénéficiant d'une visibilité et accessibilité à partir des grands axes routiers, n'est pas étrangère à son succès auprès du public.

Depuis 2019, un loyer d'un montant total annuel de 12 000 € TTC est versé.

Parallèlement, le Territoire du Pays d'Aix étudie l'implantation des Halles de producteurs « Terres de Provence » sur un site pérenne toujours localisé sur Plan de Campagne offrant les mêmes avantages de localisation et d'accessibilité. Cette étude ne pourra pas aboutir en 2022.

Aussi, le Territoire a décidé à nouveau de contacter la SCI Les Rigon pour prolonger la location afin de permettre d'accueillir la 13^e saison de la Halle. Le propriétaire a donné son accord.

Le bail civil de location débuterait le 01 janvier 2022 et prendrait fin le 31 décembre 2022 (durée nécessaire à la mise en place, au montage puis à la clôture de l'événement).

Le montant du loyer négocié proposé s'élève à 12 000 € TTC sur 12 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 novembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- La nécessité d'assurer la 13^e édition de la Halle de producteurs sur le Territoire dans le cadre d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de location à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la SCI Les Rigon pour l'occupation du site « Fabemi Provence » sur la Commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Est approuvé le paiement d'un loyer de 12 000 € TTC annuel à la SCI Les Rigon pour l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 011, nature 6132, fonction 6312 sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des États Spéciaux de Territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 614

Attribution de subventions à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse pour 2022 en vue de la mise en œuvre du programme d'actions 2022

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel

exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement de la Métropole. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture

2. Promouvoir l'agriculture

3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs

5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel

6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture de Vaucluse constitue l'un des partenaires privilégiés de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire de Pertuis. Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Cette convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture de Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille-Provence vise à mettre en commun les compétences de chacun au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire. La convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille les projets et les budgets correspondants pour l'année 2022 :

1- Appui à la marque « Pomme de Terre de Pertuis » : cette action engagée depuis 2008 consiste à assurer l'animation et le suivi de la relance de la production de la pomme de terre de Pertuis. Cette structuration implique la mise en œuvre d'un appui technique (expérimentation variétale), d'un appui administratif et, en aval, d'un appui sur les modes de commercialisation (enquête commercialisation).

-Le budget 2022 de l'appui technique s'élève à 25 344,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 8 778,00 €.

2- Collecte et recyclage des plastiques agricoles : cette opération dont le lancement a été décidé en 2005 concerne l'environnement. Il s'agit de mettre en place une filière pérenne de récupération et de recyclage des plastiques agricoles usagers. Cette action fait suite à la réflexion, lancée en 2010, avec une convention entre ADIVALOR (en charge de la gestion des déchets agricoles), le GDA Sud Luberon et une entreprise de recyclage située à Pertuis.

-Il est prévu, pour l'année 2022 deux collectes pour un tonnage d'environ 40 tonnes de plastiques agricoles usagés. Le gisement concerne Pertuis et les Communes du Val de Durance situées à proximité, Meyrargues et Le Puy Sainte Réparate.

-Le budget 2022 de cette action s'élève à 7 680,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 3 072 €.

3- Mise en place et pilotage d'un Espace-Test Agricole (couveuse/pépinière) sur la Commune de Pertuis. La Chambre d'agriculture de Vaucluse propose d'accompagner le Territoire sur la recherche et la sélection de nouveaux candidats à l'espace test ainsi que sur l'accompagnement technico-économique des couvés en activité.

1. Lancement d'appels à candidatures, recherche de candidats, sélection de candidats
2. Lancement de l'activité des couvés et accompagnement du démarrage de leur activité
3. Accompagnement technico-économique des couvés
4. Relation avec les structures associées à la couveuse dont l'hébergeur juridique
5. Accompagnement du dispositif Pépinière d'exploitation agricole
6. Mise à disposition d'un conseiller de la Chambre d'agriculture en charge du projet

-Le budget 2022 de l'action s'élève à 42 240,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 33 792,00 €.

4- Mise en place et développement d'un « Marché du soir des producteurs » sur la Commune de Pertuis. Afin de favoriser le développement économique local, de mettre en valeur les produits du territoire tout en répondant aux attentes d'une clientèle locale et touristique, la Chambre d'agriculture de Vaucluse et son réseau « Bienvenue à la Ferme », avec le soutien du Conseil Départemental de Vaucluse et de la Région Sud, ont mis en place il y a 15 ans l'opération « Marchés du soir des producteurs de Vaucluse ». Cette opération est en place sur 7 Communes du Département de Vaucluse.

Les marchés du soir des producteurs ont lieu au cœur des villes ou village ou des endroits stratégiques, un soir par semaine de 17 ou 18 h à 20 heures ; les agriculteurs de la Commune concernée et du réseau Bienvenue à la Ferme sont prioritaires. Les objectifs sont les suivants :

- Permettre une augmentation de la valeur ajoutée des exploitations
- Créer une animation au cœur des villes ou des villages
- Répondre aux besoins de communication, d'information et de valorisation
- Traçabilité des produits du terroir

Ce marché pourrait être mis en place sur un lieu proche de la gare, de la cave coopérative des Bons Sachants et de la couveuse/pépinière agricole.

-Le budget 2022 de l'action s'élève à 14 208,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 5 594,00 €.

5- Réalisation d'une étude avant-projet pour la mise en place d'un distributeur automatique de produits fermiers sur le territoire

La Chambre d'agriculture de Vaucluse a initié en 2016 un projet de mise en place de distributeur automatique de produits fermiers, sur l'espace public.

En 2017 était installé à Avignon, sur le parking central de la zone Agroparc, le premier distributeur automatique de produits fermiers du Vaucluse en fonctionnement collectif. Une association d'une vingtaine de producteurs « En direct de nos Fermes » continue à développer le projet et 2 nouveaux distributeurs automatiques ont été installés. Ces projets ont été menés avec l'appui des collectivités Avignon et Grand Avignon et ont pu se mettre en place grâce au financement européen et de la Région Sud dans le cadre d'un appel à projets FEADER ou financés par VINCI.

La Chambre d'Agriculture de Vaucluse dispose donc d'une grande expertise sur le sujet, tant sur la mise en place d'un collectif d'agriculteurs, que pour le choix de fournisseurs, du type de matériel et de l'organisation logistique à mettre en œuvre.

La Chambre d'agriculture propose sur 2022 au Territoire du Pays d'Aix de prolonger l'étude d'opportunité par une étude d'avant-projet qui pourrait se concrétiser en 2022 ou 2023 sur la mise en place opérationnelle d'un distributeur collectif avec Drive fermier, avec investissement dans le matériel et organisation logistique mutualisée avec des financements complémentaires d'autres institutions.

-Le budget 2022 de l'action s'élève à 23 040,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 18 432,00 €.

Afin de réaliser les actions précitées, évaluées à 112 512 € la convention prévoit donc le versement d'un montant total de 69 668 € à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dont la répartition est la suivante :

N° GUICHET UNIQUE	ACTIONS	MONTANT
2022 113	SOUTIEN A LA MARQUE « POMME DE TERRE DE PERTUIS »	8 778 €
2022 112	ACTION SUR TRAITEMENT DES PLASTIQUES AGRICOLES	3 072 €
2022 128	COUVEUSE D'ENTREPRISE AGRICOLE	33 792 €
2022 133	MARCHE DU SOIR DES PRODUCTEURS	5 594 €
2022 134	ETUDE DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE PRODUITS FERMIS	18 432 €
TOTAL		69 668 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 novembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution de subventions pour un montant total de 69 668 € à la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2022 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure pour l'année 2022 entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

Article 3 :

Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 657382, fonction 6312 sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 615

Attribution de subventions à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour 2022 en vue de la mise en œuvre du programme d'actions 2022

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles, une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces axes stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinée en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture

2. Promouvoir l'agriculture

3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs

5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel

6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône constitue l'un des partenaires principaux de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.

Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs qui vise à mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

Cette année 2022, le montant de la participation du Pays d'Aix à la convention d'objectifs s'élève à 113 736 € pour **6 actions agricoles** proposées par la Chambre d'agriculture.

La convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille chaque projet et budget correspondant.

Synthèse des actions et du soutien financier correspondant

1/ 13^e édition de la Halle de producteurs « Terres de Provence » - Plan de Campagne (Commune des Pennes-Mirabeau) :

-Aide logistique et expertise agricole pour l'accompagnement de ce marché de vente de

produits agricoles locaux en circuit court et en demi-gros ;
 -20 à 30 producteurs locaux présents (provenance : Bouches-du-Rhône principalement) ;
 -Fréquentation attendue : entre 80 000 et 100 000 visiteurs ;
 -Dates prévisionnelles : début mai/ fin octobre 2022 (lundi, mercredi, vendredi de 17 h à 19 h).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **37 000 €** (budget global de l'opération : 57 380 €).

2/ 24^e édition du « marché des 13 desserts » - Aix-en-Provence :

-Organisation du marché de vente de spécialités culinaires de fin d'année ;
 -40 exposants attendus : agriculteurs et artisans de bouche locaux ;
 -Fréquentation attendue : 20 000 visiteurs environ.
 Dates prévisionnelles : du 16 au 24/12 2022.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **40 000 €** (budget global de l'opération : 85 000 €).

3/ Préparation de la couveuse-pépinière agricole de Luynes - Aix-en-Provence

-Suivi des travaux d'aménagement et d'irrigation de ce futur espace-test agricole ;
 -Suivi des achats de matériels.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **4 368 €** (budget global de l'opération : 5 460 €).

4/ Etude de faisabilité : installation d'un maraîcher sur la Commune de Gréasque

-Analyse des sols du terrain appartenant à la Commune ;
 -Réalisation du cahier des charges du dossier de faisabilité technique ;
 -Organisation de l'appel à candidature et de la sélection des candidats potentiels ;
 -Accompagnement juridique pour la rédaction du bail rural.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **4 368 €** (budget global de l'opération : 10 920 €).

5/ Projet ADAMOS : amélioration de la fertilité et de la vie des sols par l'apport de matières organiques & adaptation technique d'un épandeur de broyat

-Poursuite du suivi de ces pratiques qui s'appuie sur 40 agriculteurs (de la Haute Vallée de l'Arc) qui valorisent les composts et matières organiques utiles à la redynamisation de la vie du sol ;
 -Appui à la réalisation d'un prototype d'épandeur de broyat de déchets verts au champ plus adapté et efficace pour ce type de pratique que ceux commercialisés.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **12 000 €** (budget global de l'opération : 15 000 €).

6/ Service Agro Eco² : services agronomiques, écologiques et économiques aux agriculteurs

-Suivi auprès des 20 agriculteurs accompagnés depuis 2019 et intégration de 3 nouveaux producteurs ;
 -Action pédagogique en partenariat avec le Lycée agricole de Valabre : appropriation des outils Sae² par les classes de BTS « Gestion et protection de la nature » et « Agronomie et production végétale » ;
 -Accompagnement de l'association des Vignerons de la Sainte-Victoire grâce à l'outil « Biodiviti ».

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **16 000 €** (budget global de l'opération : 20 280 €).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier total de **113 736 €** (pour un budget global des opérations qui s'élève à 194 040 €).

Sur les bases des actions définies à l'article 3, la participation du Territoire du Pays d'Aix est évaluée à 113 736 € (cent treize mille sept cent trente-six euros) répartis sur les 6 opérations comme suit :

N° dossier Guichet unique	ACTIONS	Montants
2022_107	Améliorer la commercialisation des produits : développement du marché local Développer la vente directe sur le Pays d'Aix : Halle de producteurs « Terres de Provence » - Plan de Campagne	37 000 €
2022_111	Promouvoir l'agriculture : organisation et mise en synergie des événements / Pays d'Aix Promotion locale des produits du terroir : « marché des 13 desserts » - Aix-en-Provence	40 000 €
2022_504	Maintenir de manière dynamique les surfaces agricoles à leur niveau actuel Préparation de la couveuse-pépinière de Luynes- Aix-en-Provence	4 368 €
2022_503	Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs Etude de faisabilité : installation d'un maraîcher - Gréasque	4 368 €
2022_501	Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement Projet ADAMOS : améliorer la fertilité et la vie des sols par l'apport de matières organiques & adaptation technique d'un épandeur de broyat - Haute Vallée de l'Arc	12 000 €
2022_500	Services Agro Eco ² : services agronomiques, écologiques et économiques aux agriculteurs - Pays d'Aix	16 000 €
	TOTAL prévisionnel	113 736 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 16 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'un montant total de subventions de 113 736 € à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2022 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure pour l'année 2022 entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 657382, fonction 6312, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Forêt

2021 CT2 616

AVIS - Grand Site Sainte-Victoire - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à APIDAE et paiement de la cotisation 2022

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le système départemental d'informations touristiques, PATIO, est constitué par une base de données informatique, gérée et alimentée par différents acteurs publics ayant une vocation de promotion touristique et historiquement animé par Provence Tourisme depuis 1997.

La Direction Grand Site Concors Sainte-Victoire est depuis 2014 contributeur PATIO pour les Communes de Beaufort, Le Tholonet, Saint-Marc-Jaumegarde et Saint-Antonin-sur-Bayon, et utilise ces données dans le cadre des services rendus par ses structures d'accueil du public : Maison du Grand Site à Vauvenargues et Kiosque d'information de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde.

En 2019 la Région Sud Provence-Alpes Côte d'Azur a engagé l'ensemble des utilisateurs de PATIO à recourir à une nouvelle plateforme commune, APIDAE, outil équivalent à PATIO dans ses fonctionnalités et permettant de rechercher l'offre touristique au-delà des frontières des Bouches-du-Rhône. Provence Tourisme et la Région Sud ont ainsi proposé un processus de transition progressif de PATIO vers APIDAE avec un remplacement effectif depuis le 31 décembre 2020.

Cependant, si l'ensemble des coûts relatifs à PATIO était auparavant supporté par Provence Tourisme, APIDAE est un logiciel soumis à une adhésion annuelle de la part des structures utilisatrices.

L'objectif initial du réseau APIDAE était de mutualiser des moyens pour développer une plateforme de travail collaborative afin de créer, enrichir, lier et exploiter de la donnée touristique, dans un écosystème de services numériques ouvert. Au vu du développement de ses activités, APIDAE a choisi de se constituer en société. La Société Coopérative d'Intérêt Collectif Anonyme (Scic SA), société à capital variable, Apidae Tourisme, a été créée le 11 février 2020.

L'adhésion à APIDAE est soumise au paiement d'une

cotisation annuelle donnant accès à l'équivalence de toutes les fonctions qui existaient sur PATIO et permettant de s'inscrire dans la dimension régionale animée par la Région Sud :

- des socio-professionnels (hébergeurs, restaurateurs, prestations culturelles, organisateurs d'événement) et leurs activités, manifestations y sont référencés ;
- la totalité des informations touristiques utiles sont saisies (pour du conseil, de la diffusion, voire des études...) ;
- la base de données peut également être ensuite utilisable sur des sites de diffusion.

L'adhésion à APIDAE est soumise au paiement d'une cotisation annuelle de 1 440 euros HT selon la tarification applicable aux parcs naturels régionaux ou nationaux en 2022.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à APIDAE pour le Grand Site Concors Sainte-Victoire et paye la cotisation correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à APIDAE afin de contribuer au recensement, à la

qualification et à la diffusion de l'information touristique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif Anonyme APIDAE et le règlement de la cotisation annuelle de 1 440 euros HT soit 1 728 euros TTC pour l'année 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 76, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 617

AVIS - Grand Site Sainte-Victoire - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau des Grands Sites de France et paiement de la cotisation 2022

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

7

Le réseau des Grands Sites de France est une association qui regroupe plus de 40 membres, collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés ou en projet.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, il représente les collectivités gestionnaires de Grands

Sites de France déjà labellisés et en projet.
A ce titre, il est consulté par le Ministère de la Transition écologique dans le cadre de l'instruction de demandes de label, comme cela a été le cas pour le renouvellement du label pour le massif Concors Sainte-Victoire.

Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables : ateliers de travail sur site, missions d'expertise, banques de données et d'expériences, publications, formations, rencontres nationales, ...

A titre d'exemples, les rencontres nationales 2016 se sont déroulées sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire. Elles ont accueilli 250 personnes, tous les Grand Sites de France étant représentés, sur le thème des « outils de la gestion paysagère » ; le renouvellement de la labellisation « Grand Site de France » de 2019 a bénéficié de l'appui technique du Réseau.

Le réseau s'attache à valoriser et promouvoir les Grands Sites de France et leurs initiatives. Il développe des outils communs de découverte et de communication. Il contribue à l'attractivité de la destination France et agit à l'international au travers du Pôle international francophone de formation et d'échanges qu'il anime.

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire fait partie des fondateurs du Réseau des Grands Sites de France créé en 2000.

L'adhésion au Réseau est soumise au paiement d'une cotisation annuelle comprenant une part variable en fonction du budget annuel de la structure adhérente et une cotisation complémentaire à destination des membres actifs pour « l'année de renouvellement de label » :

Le barème des cotisations à partir de 2020 a été fixé par l'Assemblée Générale du 28 mai 2019 du Réseau des Grands Sites. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, structure adhérente considérée « membre actif collège 1 », la cotisation annuelle s'élève à 5 400 € ;

Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau des Grands Sites de France et de payer la cotisation correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision ministérielle du 23 décembre 2019 relative au label Grand Site de France

Concors Sainte-Victoire NOR : TREL1928266S accordant le renouvellement du label Grand Site de France à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion au Réseau des Grands Sites de France afin de disposer d'un appui technique et de compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association du Réseau des Grands Sites de France et le règlement de la cotisation annuelle de 5 400 euros pour l'année 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 76, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 618

Attribution d'une subvention à l'association IE13 pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2022 et approbation d'une convention

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) avait décidé de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux. Dans la continuité de cette démarche, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre la réalisation de ces chantiers d'insertion en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique.

Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux forestiers dans le cadre de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI). Il convient d'ajouter qu'il est souhaitable qu'ils présentent une utilité particulière afin de les rendre encore plus enrichissants et motivants pour le public en insertion.

Cet intérêt peut concerner la protection du patrimoine (débroussailler les abords d'une ancienne chapelle, dégager des remparts ou des restanques...), le développement d'activités pédagogiques ou de

loisirs (circuit VTT, sentier pédagogique...), l'aménagement de zones pouvant accueillir du public en toute sécurité ou la mise en valeur du paysage.

Dans ce cadre, l'association « Insertion et Emploi 13 » (IE 13) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine communal et à protéger les massifs forestiers contre les feux de forêts. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées de 8 personnes dont un encadrant. L'IE 13 a la responsabilité du recrutement, de la rémunération, de la formation et du suivi des personnes en insertion. L'IE 13 a en charge tous les aspects organisationnels et fonctionnels des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2021, 10 chantiers ont été réalisés ou sont en cours de réalisation sur les Communes de Meyrargues, Peynier, Le Tholonet, Mimet, Coudoux, Gréasque, Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Fuveau et Trets.

Plus de 936 contrats ont été signés par les personnels en insertion à l'IE 13 depuis le lancement de cette initiative et 164 chantiers ont été réalisés pour 28 Communes bénéficiaires.

Pour l'année 2022, dans la continuité des années précédentes, l'IE 13 sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour une subvention d'un montant de 142.000 €. Ce montant va permettre de faire intervenir trois équipes pour la réalisation de travaux forestiers sur le Territoire du Pays d'Aix.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget prévisionnel de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
585	Chantiers d'insertion	IE 13	Forêt	142.000 €	1.081.066 €	142.000 €	142.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A128 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2001 engageant la Communauté du Pays d'Aix à soutenir les chantiers d'insertion ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette action répond aux objectifs de création d'emplois par l'insertion et de protection des milieux naturels.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'IE 13 une subvention à hauteur de 142.000 € pour la réalisation de chantiers forestiers d'insertion en 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association IE13 pour la réalisation de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 619

Réalisation d'un chantier d'insertion professionnelle par l'activité Protection et Valorisation des espaces forestiers sur la Commune de Meyrargues – Approbation d'une convention

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 Communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur la Commune de Meyrargues afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux dépôts de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondant à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif

d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

La Commune de Meyrargues apportera une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2020_CT2_400 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 attribuant une subvention à l'association IE 13 au titre de l'année 2021, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et la Commune de Meyrargues

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 620

Attribution d'une subvention au CERPAM pour l'aide à la mise en œuvre de projets pastoraux dans les massifs forestiers du Pays d'Aix pour l'année 2022

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le CERPAM (Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée) sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention annuelle de 6.000 € afin d'assurer une animation pastorale sur le territoire.

Depuis plusieurs années, le CERPAM travaille en collaboration étroite avec le service forêt du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre d'opérations sylvopastorales. Depuis 2011, cinq mesures agro-environnementales à objectif de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) ont été contractualisées sur les massifs forestiers dont la gestion et l'animation sont effectuées par le service forêt du Territoire du Pays d'Aix, dans le but d'entretenir des aménagements DFCI, de favoriser et pérenniser l'ouverture des milieux forestiers et de participer à la diminution de leur combustibilité par le pâturage.

L'entretien des travaux forestiers par le pastoralisme permet de diminuer les coûts d'entretien des zones de travaux en réduisant la fréquence du broyage mécanique, de diversifier les modes d'entretien avec une gestion plus écologique et permet également à l'éleveur de pouvoir disposer de secteurs supplémentaires pour faire pâturer son troupeau. Le pâturage génère donc emploi et revenus à plusieurs personnes sur le Pays d'Aix tout en alimentant les filières viande et fromage au niveau local et national.

Dans le cadre d'une Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC) DFCI, le contrat mis en œuvre répond à un cahier des charges strict dans le cadre d'un plan de gestion pastoral. L'éleveur est tenu à une obligation de résultat : un « état de végétation objectif » à atteindre est défini suivant l'importance DFCI de chaque zone. En contrepartie, l'éleveur bénéficie d'une aide financière annuelle (Département, Région, FEADER) pour une durée de 5 ans.

Le CERPAM propose de prendre en charge :

- L'élaboration des priorités d'actions avec les services de la Métropole,
- L'analyse et l'appui à l'émergence de projets pastoraux,
- L'établissement de relations contractuelles entre éleveurs et propriétaires,
- L'aide à la recherche de financements d'investissement pour ces projets,
- La mise en place de l'utilisation des sites,
- La formalisation des relations éleveurs – collectivités,
- La présentation d'un bilan annuel (rapport annuel) d'exécution récapitulant les différentes interventions réalisées durant l'année 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix.

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix entend poursuivre sa collaboration avec le CERPAM afin de développer le pastoralisme dans les espaces boisés, source de protection des espaces forestiers par diminution de la biomasse combustible mais aussi, et surtout, source d'économie et d'emplois dans les territoires.

Il est ainsi proposé de lui attribuer une subvention de 6 000 € afin d'aider à la mise en œuvre de projets pastoraux dans les massifs forestiers du Pays d'Aix pour l'année 2022.

Modalités de paiement :

- Un acompte de 80 % sera versé au moment de la notification de la subvention sur demande du bénéficiaire.
- Le solde de 20 % sera versé sur présentation du compte-rendu financier et du rapport des opérations (certifié par le Président et le Trésorier du CERPAM). Ce compte-rendu financier peut-être provisoire. Le versement du solde doit être demandé durant l'année N, et ceci avant les opérations de clôture de l'exercice budgétaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit, avant d'accorder le versement du solde, de demander une copie des factures afférentes dans la limite des dépenses réelles retracées dans le bilan de l'opération.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association communiqué lors de la demande de subvention, selon les procédures comptables en vigueur.

Le Règlement budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop perçu.

Renseignements administratifs :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget prévisionnel de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2022_210	Partenariat pastoralisme	CERPAM	PIDAF	6.000 €	6.561 €	6.000 €	6.000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance du pastoralisme dans les espaces boisés, source de protection des espaces forestiers par diminution de la biomasse combustible mais aussi, et surtout, source d'économie et d'emplois dans les territoires.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au CERPAM pour l'année 2022 d'un montant de 6 000 €.

Article 2 :

Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 621

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention à l'association d'insertion Aix Multi Services - approbation d'une convention d'objectifs année 2022

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, est sollicitée pour l'attribution d'une subvention à l'association Aix Multi Services pour la restauration, l'entretien et la préservation des espaces naturels sensibles. Cette démarche permet de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique. Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est

utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux de restauration et d'entretien des espaces naturels. Ces chantiers entrent dans le cadre de la mission de préservation du patrimoine naturel menée par le Grand Site Concors Sainte-Victoire à travers la démarche Natura 2000.

Il s'agit d'intervenir sur certains habitats naturels, pour lutter contre la dynamique d'embroussaillage, pour la restauration de prairies humides sur des zones envahies par les roseaux et autour des aires d'accueil du public en espace naturel pour améliorer leur protection globale contre l'incendie. Il s'agit également de projets de reconstitution de haie dans les domaines agricoles. L'objectif étant le maintien d'une mosaïque de milieux ouverts (pelouses naturelles, cultures etc. en cours de colonisation par la forêt) et fermés (garrigues et boisements, vieux peuplements). D'autres interventions portent sur la canalisation de la fréquentation sur des secteurs particulièrement sensibles comme le piémont de la montagne Sainte-Victoire. Les sentes, pouvant se créer en dehors des itinéraires balisés, sont mises en défens. Ces espaces retrouvent ainsi la tranquillité nécessaire aux espèces qui y vivent. Ces actions visent, ainsi, à favoriser le maintien en nombre et en espèces de la biodiversité et participent à la défense des forêts contre les incendies.

De par leurs spécificités, ces chantiers présentent un intérêt particulier les rendant enrichissants et motivants pour le public en insertion. En effet, il s'agit d'actions méticuleuses (accessibilité complexe, contraintes écologiques fortes, surfaces faibles, etc.) qui nécessitent des interventions manuelles. L'expérience montre que ces chantiers d'insertion en milieux naturels, tout en répondant aux contraintes techniques très spécifiques, constituent un cadre d'apprentissage et de travail très favorable aux problématiques d'insertion.

Dans ce cadre, l'association Aix Multi Services (AMS) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine naturel du Grand Site Concors Sainte-Victoire. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées en moyenne de 6 personnes dont un encadrant. AMS a la responsabilité du recrutement, de la rémunération,

de la formation et du suivi des personnes en insertion. AMS a en charge tous les aspects organisationnels et fonctionnels des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2021, 5 chantiers ont été réalisés sur les Communes de Beaurecueil, Puyloubier, Saint-Antonin-sur-Bayon et Jouques.

Plus de 581 contrats ont été signés par les personnels en insertion à AMS depuis le lancement de cette initiative en 2007, dont 115 sous l'égide du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire puis de la Métropole Aix-Marseille-Provence, grâce à la vingtaine de chantiers, de restauration et d'entretien du patrimoine naturel, réalisés sur 7 des Communes du territoire labellisé Grand Site de France.

Pour l'année 2022, dans la continuité des années précédentes, AMS sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour une subvention d'un montant de 33 000 €. Ce montant va permettre de faire intervenir une équipe pour la réalisation de travaux de restauration et d'entretien du patrimoine naturel sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire. Cette subvention représente 47,53 % du budget prévisionnel de l'action à financer.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Quinon
2022_229	Chantiers d'insertion	Aix Multi-Services	Insertion des publics en difficulté	30 000 €	69 425€	33 000 €	33 000 €	oui

Il est à noter que l'association AMS, dans le cadre de l'expérimentation de l'agriculture inclusive en Pays d'Aix, sollicite une autre subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2022, pour un montant de 35 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du

Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette action répond aux objectifs de création d'emplois par l'insertion et de préservation des milieux naturels.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à Aix Multi Services une subvention à hauteur de 33.000 € pour la réalisation de chantiers d'insertion, de préservation des espaces naturels, sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire en 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'association Aix Multi Services pour la réalisation de chantiers d'insertion, de préservation des espaces naturels, sur le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

Article 3 :

Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 622

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention à l'Office de tourisme de Fuveau pour la poursuite de l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC - année 2022

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, s'est impliquée dans le projet d'envergure EMbleMatiC qui, au sein du programme européen Interreg-MED, visait à qualifier « les montagnes emblématiques méditerranéennes comme des destinations côtières d'excellence ».

Ce projet a bénéficié, sur la période novembre 2016 – octobre 2019, de financements FEDER (Fonds Européen de Développement Economique Régional) à hauteur de 85 % (salaires, frais administratifs, déplacements, expertises externes, travaux...), pour un total de près de 146 500 euros.

Pour le Territoire du Pays d'Aix et le Grand Site Concors Sainte-Victoire, ce programme a constitué un moyen de répondre à la demande touristique des visiteurs désireux d'allier pratique de la randonnée et découverte de paysage, tout en valorisant la périphérie de la montagne.

Le produit éco-touristique conçu dans ce cadre, s'est appuyé sur un sentier existant, le GR de Pays Provence, Mines d'Energies, porté par l'Office de Tourisme de Fuveau. Autour de thématiques diverses (le paysage, la vigne, l'apiculture, ...), il invite les visiteurs à découvrir une Sainte-Victoire inattendue en vivant une expérience unique, centrée autour du partage des productions et traditions du territoire et la rencontre de ceux qui le font vivre. Ce produit, basé sur les principes du développement durable, s'appuie donc sur la participation et l'implication forte des acteurs locaux qui ont été fortement mobilisés pour sa création.

L'Office de Tourisme de Fuveau, constamment en lien avec les producteurs, restaurateurs et artisans locaux, et dont le site internet diffuse les informations

consacrées au projet EMbleMatiC, constitue donc le partenaire le plus à même de porter cette animation. La pérennisation de l'itinéraire éco-touristique EMbleMatiC passe par le maintien d'une animation de ses acteurs ainsi que la mise à jour en continu et la diffusion ciblée de tous les documents d'information réalisés, y compris la page internet dédiée. Pour cette mission, un montant forfaitaire de 7 500 euros a été versé à l'Office de Tourisme de Fuveau au titre de l'année 2020 et a été maintenu pour l'année 2021. Il est proposé de poursuivre cette contribution au titre de l'année 2022. Cette subvention représente 36,461 % du budget prévisionnel de l'action à financer.

Cette animation fait l'objet d'une convention avec l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau pour en organiser les aspects administratifs, financiers, techniques et opérationnels. A ce titre, il convient donc de la soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire.

Il faut noter que l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau, dans le cadre du développement et de l'animation de la filière Slow Tourisme et de la Destination « Provence Mines d'Energies », envisage de solliciter la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2022, pour d'autres demandes de subvention.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget prévisionnel de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2022_933	Animation de l'itinéraire éco-touristique	Office de Tourisme de Fuveau	Accompagnement projet européen EMbleMatiC	7 500 €	20 570 €	7 500 €	7 500 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du

Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'au regard du besoin lié au maintien de l'éco-itinéraire touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC, un suivi et une animation de terrain ciblée sont indispensables.
- Que l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau dispose de la parfaite connaissance du terrain, des acteurs locaux et des dispositifs de communication et d'information liés au projet.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 7 500 euros à l'Office de Tourisme de Fuveau pour l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EmbleMatic.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée, à conclure entre l'Office de Tourisme de la Ville de Fuveau et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, concernant l'animation de l'itinéraire éco-touristique réalisé dans le cadre du projet européen EMbleMatiC. Le coût de cette opération est de 7 500 euros en 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 76. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Collecte et traitement des déchets

2021 CT2 623

AVIS - Budget Annexe - CT2 Collecte et traitement des déchets - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Matériel de collecte"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération d'investissement existante « matériel de collecte_Acquisition et réparation » créée par délibération n° FAG 063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 et révisée par délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018. Le montant de cette opération d'investissement est de 9 326 821 € au 01/01/2019.

Cette opération d'investissement regroupe les acquisitions de véhicules de collecte et d'exploitation et de grosses réparations de matériels correspondant à des besoins récurrents annuels pour assurer le service de la collecte et de transport des déchets.

C'est dans ce contexte et pour des raisons de continuité de service public, qu'il convient aujourd'hui de réviser à la hausse le montant de l'opération d'investissement existante.

L'augmentation de cette opération de programme est rendue nécessaire :

- en raison du caractère récurrent et annuel de ce type d'investissement,
- en raison de l'atteinte en 2022 du montant précédemment décidé.

L'opération d'investissement « matériel de collecte-Acquisition et réparation », d'un montant de 9 326 821 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération FAG 122-4939/18/CM), inscrite au Budget Service Public d'Elimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 1821604BCO du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 5 980 242 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018243000 d'un montant de 9 326 821 € TTC avant révision à un montant révisé de 15 307 063 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 063-3082/17/CM du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Pays d'Aix et modification d'autorisations de programmes,
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et la modification d'autorisations de programme du budget annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2018243000 pour un montant de 5 980 242 € TTC, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2018243000 (ex AP183 sur Astre) relative « matériel de collecte-Acquisition et réparation » pour un montant de 5 980 242 euros TTC portant le montant total révisé de l'opération à 15 307 063 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2018243000, nature 21828, fonction 7212, autorisation de programme 1821604BCO

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 5 811 063 euros TTC

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 2 076 euros € T.T.C

CP 2022 : 1 720 000 euros T.T.C

CP 2023 : 1 900 000 euros T.T.C

CP 2024 : 1 900 000 euros T.T.C

CP 2025 : 1 900 000 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 624

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Extension rénovation déchèterie"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération d'investissement existante d'investissement « extension rénovation déchèterie » créée par délibération n° 2014_A242 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 et révisée par délibérations n°FAG 063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 et n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 et n°2019_CT2_558-DE du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019. Le montant de cette opération est de 6 817 913 € au 01/01/2019.

Cette opération d'investissement regroupe les opérations de grosses réparations et de rénovations sur les déchèteries existantes (mise en place de plateforme pour les déchets verts, de caissons supplémentaires ...) correspondant à des besoins récurrents annuels pour assurer un meilleur accès aux services en déchèterie pour les habitants dans un cadre sécuritaire.

C'est dans ce contexte et pour des raisons de sécurité et de continuité de service public, qu'il convient aujourd'hui de réviser à la hausse le montant de l'opération d'investissement existante.

L'augmentation de cette opération d'investissement est rendue nécessaire :

- en raison du caractère récurrent et annuel de ce type d'investissement,
- en raison de l'atteinte en 2022 du montant précédemment décidé.

L'opération d'investissement « extension rénovation déchèterie », d'un montant de 6 817 913 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération 2019_CT2_558-DE), inscrite au Budget Service Public d'Elimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 1521605BCO du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 760 475 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2015222000 d'un montant de 6 817 913 € TTC avant révision à un montant révisé de 8 578 388 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A242 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 relative à l'ouverture AP/CP sur le Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets,
- La délibération n° 063-3082/17/CM du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Pays d'Aix et modification d'autorisations de programmes,
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et de modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2019-CT2-558 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 19 décembre 2019 relative à l'approbation de la révision d'une autorisation de programme et de son affectation du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2015222000 pour un montant de 1 760 475 € TTC, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2015222000 (ex AP173 sur Astre) relative « extension rénovation déchèterie

» pour un montant de 1 760 475 euros TTC portant le montant total révisé de l'opération à 8 578 388 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2015222000, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme 1521605BCO.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit : 2015222000 (ex AP173 sur Astre) :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 4 120 388 euros TTC

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 1 288 000 euros T.T.C

CP 2022 : 1 670 000 euros T.T.C

CP 2023 : 500 000 euros T.T.C

CP 2024 : 500 000 euros T.T.C

CP 2025 : 500 000 euros T.T.C

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 625

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "modernisation et mise en sécurité des CA"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération d'investissement existante d'investissement « modernisation et mise en sécurité des CA » créée par délibération n°FAG 063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 et révisée par délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018. Le montant de cette opération est de 2 845 000 € au 01/01/2019.

Cette opération d'investissement regroupe les opérations de grosses réparations sur les centres d'apports volontaires et sur les centres de transferts existants (réalisation de travaux d'entretien et de maintenance permettant le maintien en sécurité des installations, poursuite du déploiement du contrôle d'accès en entrée des déchèteries sur tout le territoire du Pays d'Aix suite à l'arbitrage de la gestion des déchets des professionnels...) correspondant à des besoins récurrents annuels pour assurer et garantir un cadre sécuritaire sur les toutes les installations.

C'est dans ce contexte et pour des raisons de sécurité et de continuité de service public, qu'il convient aujourd'hui de réviser à la hausse le montant de l'opération d'investissement existante.

L'augmentation de cette opération de programme est rendue nécessaire :

- en raison du caractère récurrent et annuel de certains investissements liés à des travaux d'entretien,
- en raison de l'atteinte en 2022 du montant précédemment décidé.

L'opération d'investissement « modernisation et mise en sécurité des CA », d'un montant de 2 845 000 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération FAG 122-4939/18/CM), inscrite au Budget Service Public d'Élimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 1821605BCO du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 944 318 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018244000 d'un montant de 2 845 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 4 789 318 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 063-3082/17/CM du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets du Pays d'Aix et modification d'autorisations de programmes,

- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et de modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2018244000 pour un montant de 1 944 318 euros TTC, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2018244000 (ex AP184 sur Astre) relative à la « modernisation et mise en sécurité des CA » pour un montant de 1 944 318 euros TTC portant le montant total révisé de l'opération à 4 789 318 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2018244000, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme 2018244000 (ex AP184 sur Astre).

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 1 429 318 euros TTC

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 1 260 000 euros T.T.C

CP 2022 : 600 000 euros T.T.C

CP 2023 : 500 000 euros T.T.C

CP 2024 : 500 000 euros T.T.C

CP 2025 : 500 000 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 626

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "travaux CSD"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de deux opérations d'investissements existantes, une Toutes Taxes Comprises (TTC) et l'autre Hors Taxe(HT), relatives aux « travaux CSD » du site de l'Arbois créées par délibération n°FAG 063-3082/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 et révisées par délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018. Le montant de l'opération HT est de 352 100 € au 01/01/2019.

Le montant de l'opération TTC est de 1 761 000 € au 01/01/2019.

Ces opérations d'investissement regroupent les opérations de travaux et de maintenance de l'installations de stockage des déchets non dangereux de l'Arbois (maintenance du réseau de biogaz, de l'équipement de vidéo surveillance du site, l'entretien des dispositifs de contrôle à l'entrée du site...) correspondant à des besoins récurrents annuels pour assurer et garantir un cadre sécuritaire sur le site d'exploitation de l'Arbois.

Pour rappel, le site de l'Arbois bénéficiant d'un assujettissement partiel à la TVA fiscale pour l'activité de vente de service, un coefficient de déduction est appliqué en accord avec l'administration fiscale. C'est la raison pour laquelle, deux opérations

d'investissement en TTC et HT sont révisées ensemble.

Remarque ; la somme des montants des opérations TTC et HT indiqués ci-après correspond à une répartition de 57,20 % TTC et 42,80 % HT, dernier coefficient calculé et validé pour l'année 2021 par les services fiscaux de la Métropole.

C'est dans ce contexte et pour des raisons de sécurité et de continuité de service public, qu'il convient aujourd'hui de réviser à la hausse les montants des deux opérations d'investissement existantes.

L'augmentation de ces opérations de programme est rendue nécessaire :

- en raison du caractère récurrent et annuel de certains investissements ;
- en raison de l'atteinte en 2022 du montant précédemment décidé.

L'opération d'investissement en TTC « travaux CSD », d'un montant de 1 761 000 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération FAG 122-4939/18/CM), inscrite au Budget Service Public d'Élimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 1721602BCO du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 208 028 € TTC.

La révision de l'opération en TTC porte le montant de l'opération 2017220002 d'un montant de 1 761 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 2 969 028 € TTC.

L'opération d'investissement en HT « travaux CSD », d'un montant de 352 100 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération FAG 122-4939/18/CM), inscrite au Budget Service Public d'Élimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 1721601BCO du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 797 130 € HT.

La révision de l'opération en HT porte le montant de l'opération 2017220001 d'un montant de 352 100 € HT avant révision à un montant révisé de 1 149 230 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 063-3082/17/CM du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 14

décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets du Pays d'Aix et modification d'autorisations de programmes ;

- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et de modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2017220002 pour un montant de 1 208 028 € TTC, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2017220001 pour un montant de 797 130 € HT, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017220002 (ex AP114 TTC sur Astre) relative à la « travaux CSD » pour un montant de 1 208 028 euros TTC portant le montant total révisé de l'opération à 2 969 028 euros TTC.

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017220001 (ex AP114 HT sur Astre) relative à la « travaux CSD » pour un montant de 797 130 euros HT portant le montant total révisé de l'opération à 1 149 230 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2017220002, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme 1721602BCO.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2017220001, nature 2128,

fonction 7213, autorisation de programme 1721601BCO.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Opérations budgétaires 2017220002 :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 1 163 028 euros TTC

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 240 000 euros T.T.C

CP 2022 : 348 000 euros T.T.C euros CP 2023 : 522 000 euros T.T.C

CP 2024 : 348 000 euros T.T.C

CP 2025 : 348 000 euros T.T.C

Opérations budgétaires 2017220001 :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 147 730 euros HT

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 133 000 euros HT

CP 2022 : 193 000 euros HT

CP 2023 : 289 500 euros HT

CP 2024 : 193 000 euros HT

CP 2025 : 193 000 euros HT

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 627

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "travaux bâtiment pour installations DPGD"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération d'investissement existante « travaux

bâtiment pour installations DPGD » créée par délibération n° FAG 063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017. Le montant de cette opération de programme est de 550 000 € au 01/01/2019.

Cette opération d'investissement regroupe les dépenses liées aux aménagements des installations opérationnelles du Pôle Service à la Population (ex Département Prévention et Gestion des Déchets) correspondant à des besoins récurrents annuels pour assurer le service de la collecte des déchets.

C'est dans ce contexte et pour des raisons de continuité de service public, qu'il convient aujourd'hui de réviser à la hausse le montant de l'opération d'investissement existante.

L'augmentation de cette opération d'investissement est rendue nécessaire :

- en raison du caractère récurrent et annuel de ce type d'investissement,
- en raison de l'atteinte en 2022 du montant précédemment décidé.

L'opération d'investissement « travaux bâtiment pour installations DPGD », d'un montant de 550 000 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération FAG 063-3082/17/CM), inscrite au Budget Service Public d'Elimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 2018241000 (ex AP181 sur Astre) du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 938 001 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018241000 d'un montant de 550 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 938 001 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 063-3082/17/CM du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Pays d'Aix et modification d'autorisations de programmes ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et

- Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2018241000 pour un montant de 388 001 €TTC, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2018241000 (ex AP181 sur Astre) relative « travaux bâtiment pour installations DPGD » pour un montant de 388 001 euros TTC portant le montant total révisé de l'opération à 938 001 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2018241000, nature 21351, fonction 7212, autorisation de programme 1821602BCO.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 325 517 euros TTC

CP 2021 inscrit après BS 2021 : 210 000 euros T.T.C

CP 2022 : 102 484 euros T.T.C

CP 2023 : 100 000 euros T.T.C

CP 2024 : 100 000 euros T.T.C

CP 2025 : 100 000 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 628

AVIS - Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "couverture B3"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient aujourd'hui de réviser le montant de l'opération HT d'investissement existante relative à la « couverture B3 » du site de l'Arbois créée par délibération n°2020_CT2_318 du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020. Le montant de l'opération HT est de 439 425 € au 01/01/2019. Pour rappel, le montant de l'opération TTC est de 2 307 690 € au 01/01/2019.

Le site de l'Arbois bénéficiant d'un assujettissement partiel à la TVA fiscale pour l'activité de vente de service, un coefficient de déduction est appliqué en accord avec l'administration fiscale. C'est la raison pour laquelle, deux opérations d'investissement en TTC et HT sont présentées ensemble. Seule l'opération HT est concernée par la révision du présent rapport.

Ces opérations d'investissement regroupent les opérations de travaux relatifs à la gestion de la couverture du bassin B3 en optimisant la fin d'exploitation de ce bassin. Cela se traduit par la réalisation de travaux par phase avec la mise en place d'une couverture intermédiaire. L'échéancier des travaux prévu sur les années 2021 à 2025 est toujours d'actualité mais les montants des CP initiaux ont été calculés selon une clef de répartition entre le TTC et le HT différente de celui d'aujourd'hui.

La révision est le résultat d'une hausse des prix de la matière première plastique utilisée et dans les géomembranes mises en place pour le dispositif d'étanchéité du site et également suite à des tassements différentiels inattendus des massifs de déchets engendrant des travaux supplémentaires à prévoir.

C'est dans ce contexte et pour des raisons de sécurité et de continuité de service public, qu'il convient aujourd'hui de réviser à la hausse le montant de l'opération d'investissement HT existante.

L'augmentation de l'opération d'investissement est rendue nécessaire :

- en raison de travaux supplémentaires nécessaires et de la conséquence des montants en HT suite à l'évolution de la clef de répartition entre le TTC et le HT,
- en raison de l'atteinte en 2022 du montant précédemment décidé.

L'opération d'investissement en HT « couverture B3 », d'un montant de 439 425 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération n°2020_CT2_318), inscrite au Budget Service Public d'Élimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 212160CO pour l'opération n°2021200300 du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 847 282 € HT.

La révision de l'opération en HT porte le montant de l'opération 2021200300 d'un montant de 439 425 € HT avant révision à un montant révisé de 1 286 707 € HT.

Pour rappel, l'opération d'investissement en TTC « couverture B3 » d'un montant de 2 307 690 € au 1^{er} janvier 2019 (délibération n°2020_CT2_318), inscrite au Budget Service Public d'Élimination des Déchets 24 enregistrée dans l'autorisation de programme 212160CO pour l'opération n°2021200100 du programme 16 de la Métropole, quant à elle, n'est pas modifiée par le présent rapport. Le montant de l'opération TTC reste de 2 307 690 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020_CT2_318 du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 relative à la création de deux opérations d'investissement pour la couverture du bassin n°3 de l'ISDnD de l'Arbois et de leur affectation ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement n°2021200300 pour un montant de 847 282 € HT, afin de permettre sa réalisation,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2021200300 relative à la « couverture B3 » pour un montant de 847 282 euros HT portant le montant total révisé de l'opération à 1 286 707 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 2021200300, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme 212160CO.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Pour l'opération 2021200300 :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 0 euros HT
 CP 2021 inscrit après BS 2021 : 279 000 euros HT
 CP 2022 : 277 000 euros HT
 CP 2023 : 277 000 euros HT
 CP 2024 : 277 000 euros HT
 CP 2025 : 176 707 euros HT

Pour rappel, les CP pour l'opération TTC 2021200100 sont les suivants :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2021 : 0 euros TTC
 CP 2021 inscrit après BS 2021 : 496 000 euros TTC
 CP 2022 : 498 000 euros TTC
 CP 2023 : 498 000 euros TTC
 CP 2024 : 498 000 euros TTC
 CP 2025 : 317 690 euros TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 629

AVIS - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain"

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'extension des consignes de tri des plastiques nécessite d'adapter les centres de tri par des modifications couteuses qui vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

Les six territoires de la Métropole produisent désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. Aussi, il apparait opportun que la Métropole se dote d'un tel outil, pour maîtriser à long terme le fonctionnement et les coûts de la prestation.

Lors de sa séance du 7 octobre 2021, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération TCM 018-10586/21/CM les modalités de réalisation des centres de tri de collecte sélective métropolitains,

Pour pouvoir financer la réalisation sur le plateau de l'Arbois d'un premier centre de tri, d'une capacité de 58 000 tonnes, dans le cadre d'un marché global de performances, il est donc proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération n°2022100800 " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain », d'un montant de 50.000.000 euros TTC sur l'AP 221160CO.

Cette opération intègre les coûts d'études (assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, conception architecturale, dossier de permis de construire, dossiers d'autorisations environnementales, ...) ainsi que la réalisation du bâtiment et des VRD, du process de tri, des équipements électriques et de sécurité incendie.

S'agissant d'un équipement métropolitain, il convient également de définir les modalités de participation des conseils de territoires à la réalisation de ce centre de tri de collecte sélective métropolitain en appliquant la clé de répartition définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Des demandes de subventions seront faites auprès de divers organismes comme l'ADEME, la Région ou CITEO, cette liste n'étant pas exhaustive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TCM 018-10586/21/CM du 7 Octobre 2021 approuvant des modalités de réalisation de centres de tri de collecte sélective métropolitains ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant 50.000.000 euros TTC de l'opération d'investissement "réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain";
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2022100800 « réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain », d'un montant de 50.000.000 euros TTC rattachée au programme 16 code AP 221160CO.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de participation des conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux frais de réalisation du centre de tri métropolitain. La clé de répartition est définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, CITEO ainsi qu'auprès tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets » 2022 et suivants, opération 2022100800.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- 2022 : 150 000 euros TTC
- 2023 : 3 000 000 euros TTC
- 2024 : 18 000 000 euros TTC
- 2025 : 23 000 000 euros TTC
- 2026 : 5 850 000 euros TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Eau et assainissement

2021 CT2 630

AVIS - Budgets Annexes de l'eau et de l'assainissement en délégation du Pays d'Aix - Approbation des surtaxes de l'eau et de l'assainissement pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix à compter de l'année 2022

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des Communes qui étaient membres de cet EPCI.

Afin d'assurer la continuité des services publics au titre des compétences relevant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et ce sans préjudice de l'obligation de mise en place d'une politique tarifaire harmonisée à l'échelle métropolitaine, le Conseil de la Métropole a décidé, par délibération n°FAG 201-3220/17/CM du 14 décembre 2017, de maintenir, dans un premier temps, l'ensemble des tarifs fixés précédemment par les Communes, y compris les tarifs et redevances de l'ensemble des budgets annexes, en ce inclus, les tarifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

De cette délibération, il résulte l'application, pour les budgets annexes Eau potable et Assainissement du Territoire du Pays d'Aix, de montants de surtaxe délibérés entre 1998 et 2017. Ces tarifs, parfois très anciens, s'avèrent aujourd'hui sans cohérence avec les besoins actuels et ne permettent pas de garantir l'équilibre de la section de fonctionnement de ces mêmes budgets.

De plus, dans un souci de maintien en état du patrimoine de façon continue, il est apparu nécessaire de dégager des marges de manœuvre permettant de financer ces travaux en limitant le recours à l'emprunt. Ainsi, il est

proposé d'augmenter les surtaxes relatives au service public d'eau potable et au service public d'assainissement de 0,05€HT/m³ chacune. Ces deux augmentations représentent une augmentation globale de 12€HT sur la facture-type 120m³.

En cas de distinction des services collecte et traitement des eaux usées, l'augmentation est appliquée sur la partie collecte uniquement.

Cette délibération est aussi l'occasion d'apporter des précisions sur certains tarifs dont la mise en application pouvait soulever des difficultés, mais aussi d'harmoniser des éléments de structure sans incidence sensible sur le tarif :

- les éléments variables des parts fixes sont supprimés pour les surtaxes eau potable de Bouc-Bel-Air et de Fuveau,
- les parts fixes et les tranches de consommations seront désormais appliquées au semestre pour toutes les Communes concernées.

Ainsi, cette modification constitue une première étape dans le travail d'harmonisation des tarifs et de leurs structures.

Enfin, la présente délibération est l'occasion de corriger une erreur matérielle de la surtaxe appliquée à Meyreuil pour laquelle des frais supportés par la collectivité n'avaient pas été pris en compte dans l'établissement de la surtaxe communale. Cette régularisation engendre, pour les usagers de la Commune de Meyreuil, une augmentation supplémentaire de la surtaxe eau potable de 0,1224€HT/m³.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 201-3220/17/CM du 14 décembre 2017 portant maintien des tarifs et redevances en vigueur sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Nouvelles compétences transférées au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 2 juillet 2007 de la Commune de Beaucueil portant tarification applicable à l'utilisation du réseau d'assainissement et de la station d'épuration de Beaucueil ;
- La délibération du 6 septembre 2007 de la Commune de Beaucueil portant fixation de la valeur de la part communale Eau ;
- La délibération n°10.02.27 du 26 mars 2010 de la Commune de Bouc-Bel-Air portant approbation des surtaxes communales 2010 Eau et Assainissement ;

- La délibération n°16.02.31 du 21 mars 2016 de la Commune de Bouc-Bel-Air portant approbation des surtaxes communales 2016 Eau et Assainissement ;
- La délibération n°114/7 du 8 décembre 2017 de la Commune de Cabriès portant fixation des surtaxes applicables à la fourniture des services de l'eau potable et de l'assainissement collectif pour l'année 2018 ;
- La délibération n°2015/52 du 30 juin 2015 de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge portant fixation des tarifs de l'eau ;
- La délibération n°2015-62 du 29 juin 2015 de la Commune de Coudoux portant modification de la part communale d'eau et d'assainissement ;
- La délibération n°097/2017 du 14 décembre 2017 de la Commune d'Eguilles portant fixation de la redevance d'eau potable et d'assainissement collectif – part communale ;
- La délibération n°38 du 11 mars 2002 de la Commune de Fuveau portant fixation de la redevance d'eau potable – surtaxe communale ;
- La délibération n°104/15 du 25 juin 2015 de la Commune de La Roque-d'Anthéron portant modification des surtaxes communales sur l'eau et l'assainissement 2015 ;
- La délibération n°2010-69 du 26 mai 2010 de la Commune de Lambesc portant fixation de la part communale, ou surtaxe, du service public de l'eau potable ;
- La délibération n°2010-70 du 26 mai 2010 de la Commune de Lambesc portant fixation de la part communale, ou surtaxe, du service public de l'assainissement collectif ;
- La délibération n°2017.02.09/Délib/007 du 9 février 2017 de la Commune du Puy-Sainte-Réparate portant fixation des tarifs du service de l'eau potable ;
- La délibération n°2017.02.09/Délib/008 du 9 février 2017 de la Commune du Puy-Sainte-Réparate portant fixation des tarifs du service de l'assainissement des eaux usées ;
- La délibération n°32/17 du 27 mars 2017 de la Commune du Tholonet portant examen et vote du budget primitif de l'eau et de l'assainissement – exercice 2017 ;
- La délibération n°271x08 du 27 novembre 2008 de la Commune des Pennes-Mirabeau portant tarification de la surtaxe communale du service de l'assainissement ;
- La délibération n°80x12 du 27 mars 2012 de la Commune des Pennes-Mirabeau portant tarification de la surtaxe communale du service de l'eau ;
- La délibération n° 2002-81 du 24 juillet 2002 de la Commune de Meyrargues portant approbation du budget annexe de l'assainissement et fixation de la part

- communale proportionnelle aux consommations ;
- La délibération n°2016-DGS-DEL-37 du 30 mars 2016 de la Commune de Meyreuil portant fixation des taxes communales sur le m³ d'eau et d'assainissement ;
- La délibération n°2008-99 du 18 novembre 2008 de la Commune de Peynier portant choix du délégataire et approbation du contrat de délégation du service public de l'eau ;
- La délibération n°2008-100 du 18 novembre 2008 de la Commune de Peynier portant choix du délégataire et approbation du contrat de délégation du service public de l'assainissement ;
- La délibération n°DE 2013-10-113 du 24 octobre 2013 de la Commune de Peyrolles-en-Provence portant vote de la surtaxe de l'eau potable ;
- La délibération n°DE 2013-10-114 du 24 octobre 2013 de la Commune de Peyrolles-en-Provence portant vote de la surtaxe de l'assainissement collectif ;
- La délibération n°123/10 du 17 décembre 2010 de la Commune de Puyloubier portant fixation de la surtaxe communale du service de l'eau potable ;
- La délibération n°124/10 du 17 décembre 2010 de la Commune de Puyloubier portant fixation de la surtaxe communale du service de l'assainissement ;
- La délibération n°DEL 2015-69 du 3 décembre 2015 de la Commune de Rognes portant modification de la redevance et de l'abonnement du budget annexe eau ;
- La délibération n°DEL 2015-68 du 3 décembre 2015 de la Commune de Rognes portant modification de la redevance et de l'abonnement du budget annexe assainissement ;
- La délibération n°37/2017 du 7 avril 2017 de la Commune de Rousset portant fixation de la part communale des tarifs des services de distribution d'eau potable et d'assainissement domestique et industriel – exercice 2017 ;
- La délibération du 27 novembre 1998 de la Commune de Saint-Antonin-sur-Bayon portant augmentation de la surtaxe communale (M49) ;
- La délibération n°2015-033 du 15 avril 2015 de la Commune de Saint-Cannat portant vote des surtaxes municipales sur l'eau et sur l'assainissement ;
- La délibération n°105/04 du 25 octobre 2004 de la Commune de Trets portant augmentation du tarif des taxes communales sur le prix de l'assainissement ;
- La délibération n°2006/20 du 27 mars 2006 de la Commune de Vauvenargues portant actualisation de la surtaxe communale de l'eau et de l'assainissement ;

- La délibération n°83 du 12 décembre 2012 de la Commune de Ventabren portant fixation des tarifs communaux ;
- La délibération n°26 du 23 mars 2016 de la Commune de Ventabren portant révision des tarifs de l'eau potable ;
- La délibération n°14-149 du 10 juillet 2014 de la Commune de Vitrolles portant fixation du montant des surtaxes eau et assainissement à compter du 1^{er} août 2014 ;
- La délibération n° 17/08 du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux Ventabren du 20 avril 2017 portant suppression de la surtaxe intercommunale ;
- La délibération n°2012-11 du 22 juin 2012 du Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement Bouc-Bel-Air – Simiane-Collongue portant application d'une surtaxe ;
- La délibération n° TCM 034-9371/20/CM du 17 décembre 2020 portant modification de la surtaxe des services publics de l'eau potable à Meyrargues et de l'assainissement à Coudoux, Ventabren et Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les nouveaux tarifs des surtaxes appliqués aux services publics de l'eau potable et de l'assainissement de l'ensemble des communes en délégation du Territoire du Pays d'Aix ;

Délibère

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Beaurecueil comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 5,00€HT,
- Tranches de consommation semestrielle 0 – 250m³ : 0,77€HT/m³,
- Tranche de consommation semestrielle au-delà de 250m³ : 0,90€HT/m³.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,2178€HT/m³ pour la part variable.

Article 2 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Bouc-Bel-Air comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 1,76€HT,
- 0,25€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- Abonnement semestriel : 0,76€HT,
- 0,33€HT/m³ pour la part variable afférente au service de collecte des eaux usées,
- 0,05€HT/m³ pour la part variable afférente au service de traitement des eaux usées (station d'épuration).

Article 3 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Cabriès comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,38€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,16€HT/m³ pour la part variable.

Article 4 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge comme suit :

Pour le service public d'eau potable domestique :

- Abonnement semestriel : 3,06€HT,
- 0,37€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public d'eau potable d'irrigation :

- 0,2893€HT/m³ pour la part variable.

Article 5 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Coudoux comme suit :

Pour le service public d'eau potable domestique :

- Tranches de consommation semestrielle 0 – 15m³ : 0,6287€HT/m³,
- Tranches de consommation semestrielle 15 – 120m³ : 0,7787€HT/m³,
- Tranche de consommation semestrielle au-delà de 120m³ : 0,9787€HT/m³.

Pour le service public d'eau potable d'irrigation :

- Abonnement semestriel : 20€HT
- 0,37€HT/m³ pour la part variable

Pour le service public de l'assainissement collectif (collecte des eaux usées uniquement) :

- Tranches de consommation semestrielle 0 – 15m³ : 0,29€HT/m³,

- Tranches de consommation semestrielle 15 – 120m³ : 0,3030€HT/m³,
- Tranche de consommation semestrielle au-delà de 120m³ : 0,32€HT/m³.

Article 6 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune d'Eguilles comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,45€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,40€HT/m³ pour la part variable.

Article 7 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Fuveau comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 8,69 €HT,
- Tranches de consommation semestrielle 0 – 30m³ : 0,05€HT/m³,
- Tranches de consommation semestrielle 30 – 150m³ : 0,2981€HT/m³,
- Tranche de consommation semestrielle au-delà de 150m³ : 0,33€HT/m³.

Article 8 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Jouques comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,2787€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,2482€HT/m³ pour la part variable.

Article 9 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de La Roque d'Anthéron comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 14,3049€HT,
- Tranches de consommation semestrielle 0 – 75m³ : 0,1988€HT/m³,
- Tranches de consommation semestrielle 76 – 500m³ : 0,4683€HT/m³,
- Tranche de consommation semestrielle au-delà de 500m³ : 0,1997€HT/m³.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- Abonnement semestriel : 12,5757€HT,
- Tranches de consommation semestrielle 0 – 75m³ : 0,2217€HT/m³,

- Tranches de consommation semestrielle 76 – 500m³ : 0,4292€HT/m³,
- Tranche de consommation semestrielle au-delà de 500m³ : 0,3280€HT/m³.

Article 10 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Lambesc comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,49€HT/m³ pour la part variable,

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,23€HT/m³ pour la part variable.

Article 11 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune du Puy-Sainte-Réparate comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 1,00€HT,
- 0,45€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- Abonnement semestriel : 1,00€HT,
- 0,83€HT/m³ pour la part variable.

Article 12 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune du Tholonet comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,25€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,21€HT/m³ pour la part variable.

Article 13 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune des Pennes-Mirabeau comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,1868€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,2721€HT/m³ pour la part variable.

Article 14 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Meyrargues comme suit :

Pour le service public de l'eau potable :

- 0,15€HT/m³ pour la tranche de consommation annuelle de 0 à 120m³,

- 0,30€HT/m³ pour une consommation annuelle supérieure à 120m³.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,2863€HT/m³ pour la part variable.

Article 15 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Meyreuil comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,2724€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,55€HT/m³ pour la part variable.

Article 16 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Peynier comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,15€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,35€HT/m³ pour la part variable.

Article 17 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Peyrolles-en-Provence comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,23€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,08€HT/m³ pour la part variable.

Article 18 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Puyloubier comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,13€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- Abonnement semestriel : 14,00€HT,
- 0,17€HT/m³ pour la part variable.

Article 19 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Rognes comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 2,50€HT,
- 0,37€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- Abonnement semestriel : 6,00€HT,
- 0,43€HT/m³ pour la part variable.

Article 20 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Rousset comme suit :

Pour le service public de l'eau potable :

- 0,30€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif domestique :

- 0,55€HT/m³ pour la tranche de consommation annuelle de 0 à 500m³,
- 0,40€HT/m³ pour une consommation annuelle supérieure à 500m³,
- 0,35€HT/m³ pour les usagers des autres Communes raccordés au système de traitement des eaux usées de Rousset (station d'épuration).

Pour le service public de l'assainissement des effluents industriels :

- 0,06€HT/m³ pour la part variable.

Article 21 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Saint-Antonin-sur-Bayon comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 23,78€HT,
- 0,6118€HT/m³ pour la part variable.

Article 22 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Saint-Cannat comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- 0,75€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,06€HT/m³ pour la part variable.

Article 23 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Simiane-Collongue comme suit :

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,05€HT/m³ pour la part variable afférente au service de traitement des eaux usées (station d'épuration).

Article 24 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services

publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Trets comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 6,58€HT,
- 0,3153€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- Abonnement semestriel : 12,93€HT,
- 0,2118€HT/m³ pour la part variable.

Article 25 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Vauvenargues comme suit :

Pour le service public d'eau potable :

- Abonnement semestriel : 7,60€HT,
- 0,77€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif :

- 0,39€HT/m³ pour la part variable,

Article 26 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sont fixés les tarifs des surtaxes métropolitaines applicables aux services publics de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de la Commune de Ventabren comme suit :

Pour le service public de l'eau potable :

- Abonnement semestriel : 0,96€HT,
- 0,28€HT/m³ pour la part variable.

Pour le service public de l'assainissement collectif (collecte des eaux usées uniquement) :

- 0,58€HT/m³ pour la part variable.

Article 27 :

Les recettes seront constatées, à compter de 2022, sur :

- le Budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Nature 70128,
- le Budget Annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Nature 706811.

Article 28 :

La présente délibération annule et remplace l'ensemble des délibérations relatives aux surtaxes eau potable et assainissement des Communes du Territoire du Pays d'Aix pour lesquelles les compétences eau potable et assainissement sont gérées en délégation de service public, citées ci-avant dans les articles 1 à 26.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 631

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public de l'eau potable de la Commune de Coudoux - Retrait de la délibération n°DEA 035-8019/19/CM

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de délégation du service public de l'eau potable de la Commune de Coudoux a été attribué à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de huit ans, avec prise d'effet au 1^{er} juillet 2015.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

A la signature du contrat de délégation de service public, il était prévu qu'une nouvelle station de potabilisation soit construite et livrée en 2020, pour remplacer l'actuelle station qui alimente les Communes de Coudoux et de La Fare les Oliviers, via une convention de fourniture d'eau.

Aussi, le contrat a été signé dans cette perspective, en ne prévoyant plus de renouvellement de matériel dans la station au-delà de l'exercice 2020. Le contrat prévoyait de conclure un avenant pour adapter les charges de renouvellement à la technologie de la nouvelle station. Cependant, cette dernière ne sera pas opérationnelle d'ici la fin du contrat.

Par conséquent, un avenant n°1 au contrat de délégation de service public a été approuvé par délibération n°DEA 035-8019/19/CM du 19 décembre 2019, afin de prendre en compte des charges de renouvellement de matériel du 1^{er} janvier 2020 à la fin du contrat, ainsi que des travaux de mise en conformité de l'actuelle station de filtration. Une modification des tarifs était prévue au 1^{er} janvier 2020.

Or, cet avenant n'est pas entré en vigueur. En effet, le délégataire avait lancé une étude de fonctionnement de l'usine de filtration, à la demande de la collectivité, pour améliorer la qualité de l'eau produite. Cette étude a conclu début 2021 à la nécessité de réaliser des travaux permettant d'améliorer le traitement, dans l'attente de la mise en service de la nouvelle usine. Ces travaux seront réalisés par la collectivité.

Il est donc nécessaire d'annuler la délibération ayant approuvé ce premier avenant et de conclure un nouvel avenant. L'évolution des tarifs prévue initialement sera identique au premier avenant et sera applicable à compter au 1^{er} janvier 2022.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges de renouvellement de matériel du 1^{er} janvier 2022 à la fin du contrat. Ces charges ont été diminuées en tenant compte des nouveaux matériels installés par la collectivité. L'avenant inclut également des travaux de mise en conformité pour la station de production d'eau potable. Enfin, l'avenant prévoit une précision à apporter au contrat pour la protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 30 juin 2023, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation. Il est précisé que cette augmentation ne porte que sur la part « traitement d'eau » dans l'usine de Bastide Neuve et non sur la part « distribution ».

- Pour les abonnements domestiques, la part proportionnelle aux volumes consommés correspondant au traitement de l'eau au niveau de l'usine de la Bastide Neuve passe de :
0,0834 € HT/m³ à 0,1001 € HT/m³

Impact sur une facture d'eau potable type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :

Avant avenant : 254,07 € TTC

Après avenant : 256,33 € TTC, soit une augmentation de 2,26 €, ce qui représente + 0,89 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :

Avant avenant : 406,23 € TTC ;

Après avenant : 408,49 € TTC, soit une augmentation de 2,26 €, ce qui représente + 0,55 %.

- Pour les abonnements à usage d'irrigation d'agrément, la part proportionnelle aux volumes consommés correspondant au traitement de l'eau au niveau de l'usine de la Bastide Neuve passe de :

0,0834 € HT/m³ à 0,1101 € HT/m³

- Pour la vente d'eau en gros sur la commune de La Fare les Oliviers, le prix au m³, compris production et redevance transport, passe de :

0,1017 € HT/m³ à 0,1184 € HT/m³

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 0,80 %, soit 18 195 €.

Conformément à l'article R.3135-8 du Code de la commande publique qui prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié si le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial, le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 29 juin 2015 du Conseil municipal de la commune de Coudoux attribuant le contrat de délégation du service public d'eau potable à la Société des Eaux de Marseille ;
- L'information de la Commission Concession du 2 décembre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de retirer la délibération n° DEA 035-8019/19/CM approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public d'eau potable de la Commune de Coudoux, qui n'est pas entré en vigueur.
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service public d'eau potable de la Commune de Coudoux.

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération N° DEA 035-8019/19/CM approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation par affermage du service public d'eau potable de la commune de Coudoux.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation par affermage du service public d'eau potable de la commune de Coudoux et son annexe Compte Prévisionnel d'Exploitation.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 632

Approbation d'une convention entre le Territoire du Pays d'Aix et la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour la compensation relative à la relocalisation du service pluvial du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente sur l'ensemble de son territoire en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exercice des compétences en matière d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'assainissement pluvial.

Avant le transfert de ces compétences à la Métropole, la Commune d'Aix-en-Provence avait rassemblé ses services de l'eau potable, de l'assainissement et du pluvial dans des locaux situés dans le secteur Barida.

Le transfert de compétences s'est accompagné du transfert de plein droit des biens affectés à l'exercice des compétences à la Métropole qui est désormais propriétaire des locaux de Barida.

Par délibération en date du 28 juin 2018, la Métropole a décidé de confier l'exercice des compétences eau potable et assainissement sur une partie de son territoire incluant la Commune d'Aix-en-Provence à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA).

C'est dans ce cadre que la REPA occupe, pour l'exercice de ces missions, une partie des locaux et parkings dans le secteur Barida, mis à disposition par la Métropole, et partagés avec les équipes du Service Pluvial du Territoire du Pays d'Aix.

Le périmètre d'intervention de la REPA évoluant, celle-ci a sollicité la Métropole, par courrier du 18 octobre 2021, pour utiliser la totalité des espaces occupés par le Service Pluvial afin d'accueillir, dans de bonnes conditions, les moyens, croissants, affectés à l'exercice de ses missions.

Cette demande implique, pour la Métropole, le déménagement du Service Pluvial du Territoire, engendrant des coûts supplémentaires que la REPA

s'engage à compenser selon les modalités décrites dans le projet de convention ci-annexé.

La compensation versée par la REPA à la Métropole correspond aux frais supportés par la Métropole pour reloger le Service Pluvial dans des locaux de surfaces équivalentes et s'élève à 44 500 € par an pendant 15 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du mardi 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une compensation financière est nécessaire pour la relocalisation du service Pluvial du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet ci-annexé de convention à conclure avec la Régie des Eaux du Pays d'Aix en vue d'assurer à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix la compensation relative à la relocalisation du Service Pluvial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 70, nature 70878, fonction 734 : Remboursement de frais par des tiers.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 633

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la Rue du Pressoir

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la

Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, la Commune du Puy-Sainte-Réparate souhaite engager prochainement l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'extension sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides porteront sur :

- La création du réseau d'eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales dans la rue du Pressoir
- La dilatation du réseau d'eau potable avenue de la République
- L'extension du réseau d'eaux pluviales dans le carrefour chemin de la Garde – Boulevard de la Coopérative

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 68.200,00€HT soit 81.840,00€TTC
- pour la compétence eaux usées : 22.000,00€HT soit 26.400,00€TTC
- pour la compétence eaux pluviales : 175.000,00€HT soit 210.000,00€TTC

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial	212 160,00
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	106 080,00
TOTAL TTC	318 240,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces aménagements sur les réseaux humides de la rue du Pressoir sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 23 novembre 2021 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 318.240,00€TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,
- le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 2151, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 634

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune de Peyrolles-en-Provence de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement des voiries rues Barème et des Ecoles

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et

d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voiries, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune. Compte tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de la convention.

Ainsi, la Commune de Peyrolles-en-Provence souhaite engager prochainement l'aménagement des rues Barème et des Ecoles. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux de réhabilitation et d'extension sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la Commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la Commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides porteront sur :

Nature	Localisation	Descriptif
Aménagement d'un réseau public de distribution d'eau potable	Rues des Ecoles/Barème/Mère de Dieu	Fourniture et pose de canalisations fonte ductile DN150 sur un linéaire d'environ 360 ml ainsi que les branchements associés
Aménagement d'un réseau public de collecte des eaux usées	Rues des Ecoles/Barème/Mère de Dieu/Saint-Roch	Fourniture et pose de collecteurs PVC SN16 ou équivalent, DN200/DN300 sur un linéaire d'environ 270 ml ainsi que les branchements associés
Aménagement d'un réseau public de collecte des eaux pluviales	Rues des Ecoles/Barème/Mère de Dieu/Saint-Roch	Fourniture et pose de collecteurs béton armé de diamètres jusqu'à DN600 sur un linéaire de 210 ml environ ainsi que les branchements et ouvrages de collecte associés

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 187.018,70€HT soit 224.422,44€TTC

- pour la compétence eaux usées : 171.508,70€HT soit 205.810,44€TTC
- pour la compétence eaux pluviales : 184.532,70€HT soit 221.439,24€TTC

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial	434.448,08
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	217.224,04
TOTAL TTC	651.672,12

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces aménagements sur les réseaux humides des rues Barème et des Ecoles sur la Commune de Peyrolles-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la Commune de Peyrolles-en-Provence, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie des rues Barème et des Ecoles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Peyrolles-en-Provence, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie des rues Barème et des Ecoles.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 651.672,12€TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le Budget Annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,
- le Budget de l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 2151, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 635

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°Z210557COV relative à la réalisation du programme 2021 de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°TCM 001-9543/21/BM du 18 février 2021, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation du programme 2021 de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence. Cette convention porte sur une enveloppe initiale globale d'opération de 1.083.333,33€HT, soit 1.300.000,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'un avenant n°1 à la convention 2021 de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la Commune d'Aix-en-Provence.

En effet, la convention initiale était basée sur des estimations de coût et de linéaire avant étude détaillée. Il convient d'ajuster l'enveloppe financière aux dépenses réellement constatées et en tenant compte de la révision de prix.

De plus, l'opération concernant la dilatation d'un tronçon du réseau pluvial situé montée d'Avignon a été déprogrammée et l'opération Cours Sextius a fait l'objet uniquement d'un diagnostic du réseau.

Enfin, deux opérations de réhabilitation de galeries, une avenue Victor Hugo et une seconde Rue d'Italie – Espace Forbin non intégrées initialement aux opérations 2021 ont été réalisées en remplacement de l'intervention sur la galerie rue Suffren.

Les montants de la convention sont ainsi adaptés et la convention est portée de 1.083.333,33€HT, soit 1.300.000,00€TTC à un montant global de 1.094.166,67€HT, soit 1.313.000,00€TTC, soit une augmentation globale de 0.1%.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain (80% du montant HT de l'opération)	875 333,33
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	437 666,67
TOTAL TTC	1 313 000,00

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°TCM 001-9543/21/BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation du programme 2021 de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à la convention n°Z210557COV de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention n°Z210557COV de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la Commune d'Aix-en-Provence, portant le montant total de la convention de 1.300.000,00 € TTC à 1 313 000,00 € TTC.

Article 2 :

Le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1 et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 2151, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 636

Budget annexe de la Métropole Aix Marseille Provence - Dissolution du budget annexe "Eau en régie" du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018 les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération n°FAG 200-3219/17/CM, une régie dont le mode de gestion est en régie dotée de la seule autonomie financière sur le territoire des pays d'Aix et Aubagne a été créée. Ce budget correspond aux régies communales d'Aix-en-Provence, Gardanne, Roquevaire, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance et Saint-Estève-Janson.

Par délibération n°FAG 013-7051/19/CM, il a été arrêté la mise à disposition comptable de l'actif et du passif de la compétence eau dudit budget à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) en date du 31 décembre 2018 pour les communes du Pays d'Aix.

Par délibération n°86/2019, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) a approuvé cette mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe « Eau en Régie Pays d'Aix et Aubagne » pour les communes du Pays d'Aix.

Par délibération n° FAG 014-7052/19/CM, il a été arrêté la mise à disposition comptable de l'actif et du passif de la compétence eau dudit budget à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (SIBAM) en date du 31 décembre 2018 pour la commune de Roquevaire.

Par délibération N° CA 2019-1211-04, la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (SIBAM) a approuvé cette mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe « Eau en régie Pays d'Aix et Aubagne » pour la commune de Roquevaire.

Il convient de mettre fin à l'exploitation du budget annexe « Eau en Régie Pays d'Aix et Aubagne » du territoire d'Aix qui doit être dissous. Les soldes des comptes de ce budget seront reportés au sein du budget principal de la Métropole afin de conserver la mise à disposition des biens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 portant création du budget annexe dénommé « Eau en Régie Pays d'Aix et Aubagne » ;
- La délibération n°FAG 013-7051/19/CM du 24 octobre 2019 portant sur la mise à disposition des biens et financement à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) ;
- La délibération n°FAG 014-7052/19/CM du 24 octobre 2019 portant sur la mise à disposition des biens et financement à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (SIBAM).

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La fin de l'exploitation dudit budget et la conservation de la mise à disposition des biens au sein du budget principal de la Métropole Aix Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la dissolution du budget annexe « Eau en régie Pays d'Aix » et Aubagne du territoire d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le comptable public est autorisé à procéder à toutes les écritures comptables nécessaires à la réintégration de ce budget annexe « Eau en régie Pays d'Aix et Aubagne » du Territoire d'Aix au budget principal de la Métropole Aix Marseille-Provence.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 637

Budget annexe "Eau en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la rectification du montant de l'actif et du passif de la mise à disposition par le budget annexe Eau en régie

d'Aix en Provence à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA)

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018 les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 008-4227/18/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix » a été créée.

Par délibération N°FAG 013-7051/19/CM, il a été arrêté la mise à disposition comptable de l'actif et du passif de la compétence Eau du budget annexe Eau en régie d'Aix en Provence à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) à la date du 31 décembre 2018. Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts et par des subventions d'équipements listées à l'annexe 2 et l'annexe 3 de ladite délibération.

Par délibération N°86/2019, la Régie des Eaux du Pays d'Aix a approuvé cette mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe Eau en Régie Pays d'Aix.

Suite à une réévaluation des amortissements mis à disposition au 31 décembre 2018, il convient de rectifier le montant des amortissements de divers biens mis à disposition.

De plus, suite à une réévaluation des emprunts mis à disposition au 31 décembre 2018, il convient de rectifier le montant total mis à disposition selon chaque capital restant dû qui s'élève à 20 115 961,30 euros au lieu de 15 448 713,56 euros en accord avec le Receveur des Finances de la Métropole Aix Marseille Provence.

Conformément à la délibération de mise à disposition n°FAG 013-7051/19/CM qui précisait que seules les échéances d'emprunts de 2019 devaient être remboursées par la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et selon la procédure de « mise à disposition dans le cadre d'un transfert de compétences », il convient de lui transférer la totalité des contrats d'emprunt conformément aux avenants bancaires qui ont été actés.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé de modifier le montant de la mise à disposition des amortissements et des emprunts tels que détaillés en annexe 1 et en annexe 2 et de transférer la totalité des emprunts de la compétence « Eau » du budget annexe Eau en régie d'Aix en Provence à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant sur la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux du Pays d'Aix ;
- La délibération FAG 013-7051/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant sur la mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe Eau en régie Pays d'Aix et Aubagne à la régie des Eaux du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à la rectification de la mise à disposition des amortissements de la compétence Eau de l'actif du budget annexe Eau en régie d'Aix en Provence afférent à l'exercice des compétences susvisées ;
- La nécessité de régulariser le capital restant dû de divers emprunts en accord avec le Receveur des Finances ;
- La nécessité de transférer la totalité des contrats d'emprunt mis à disposition.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition des amortissements détaillés en annexe 1 pour les imputations concernées des divers biens.

Article 2 :

Est approuvée la régularisation de la mise à disposition du capital de divers emprunts détaillés en annexe 2 pour 20 115 961,30 euros au lieu de 15 448 713,56 euros.

Article 3 :

Est approuvé le transfert juridique de la totalité des contrats d'emprunt à la régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA).

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2021 CT2 638

Délégation de Service Public Aréna du Pays d'Aix – Examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2020

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au candidat Lagardère Sport, la Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation aux frais et risques de ce dernier de l'Aréna du Pays d'Aix. D'une durée de 7 ans, ce contrat a pour objet l'exploitation d'un équipement multifonctionnel. Il est prévu contractuellement que le délégataire accueille le club du PAUC Handball comme résident au sein de l'Aréna. L'exécution du contrat est confiée à la société dédiée LAGARDERE ARENA 13 (LA13), issue du groupe Lagardère Sports. Le contrat a été signé et mis en œuvre à compter du 5 juillet 2017.

Les critères de choix du délégataire portaient sur trois points :

- la qualité et la cohérence du projet d'exploitation,
- la qualité et la cohérence de l'exploitation technique de l'ouvrage,
- la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et du montant des contributions publiques sollicitées.

Pour la réalisation de ce contrat, il est prévu que la Métropole compense à hauteur de 4.050.000 euros la contrainte de service public imposée au délégataire, à savoir principalement l'accueil du club de handball comme résident, la participation à la mission de conception / réalisation et de suivi des périodes de garantie. Cette somme est valorisée sur la durée du contrat à hauteur de 750.000 euros en 2017, de 525.000 euros en année pleine (2018 à 2023) et de 150.000 euros en 2024, pour les 6 derniers mois d'exécution du contrat.

En outre, afin que l'équipement de l'Aréna réponde au projet d'exploitation développé par le futur lauréat, il a été décidé de ne pas l'équiper en mobilier à priori, mais de subventionner le projet d'équipement du délégataire. Ainsi, une subvention de 1.798.502,84 euros pour la réalisation de cet investissement a été versée au délégataire en 2017.

Pour sa part, le délégataire versera une redevance fixe d'occupation domaniale à la Métropole pour un montant de 3.510.000 euros sur la durée du contrat, soit 135.000 euros pour les années 2017 et 2024 et 540.000 euros en année pleine (2018 à 2023).

Une redevance variable est également prévue au contrat. Elle est égale à :

- 10 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 100.000 euros et 500.000 euros ;
- 15 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 500.000 euros et 750.000 euros ;
- 20 % du résultat du résultat annuel avant impôt au-delà de 750.000 euros.

L'activité 2020 de la DSP (rapport en annexe)

Les restrictions gouvernementales prises afin de limiter la propagation de l'épidémie de COVID-19 n'ont pas permis une pleine exploitation de la salle en 2020, ce qui explique que certains éléments attendus dans le rapport ne sont pas ou peu développés.

Pour mémoire, du fait de la crise sanitaire, l'Aréna du Pays d'Aix n'a réellement fonctionné que du 1^{er} janvier au 15 mars 2020. A cet égard, l'ensemble des éléments et données présentés dans le rapport joint en annexe du présent rapport ne feront pas l'objet de comparaisons avec l'année 2019 et le compte d'exploitation prévisionnel (CEP), donné à titre informatif, permettra de disposer d'une évaluation de l'impact de la crise sur l'exploitation de la salle.

- Le compte rendu technique

Suivi patrimonial et renouvellement :

Le suivi de l'inventaire est proposé dans le rapport et dans une des annexes. Il n'est pas relevé de variation incongrue de patrimoine depuis la remise de l'ouvrage.

Les différents contrôles réglementaires effectués au cours de l'année sont également récapitulés. Un certain nombre de remarques sont faites par les contrôleurs, sans que le délégataire ne précise si ces dernières ont fait l'objet d'un traitement particulier.

Il convient d'indiquer que ces remarques faites par l'ensemble des organismes de contrôle devront faire l'objet d'un traitement plus complet en 2021 notamment en ce qui concerne le suivi daté des levées de réserves ou non-conformités.

Suivi d'exploitation :

- Ressources humaines :

L'organigramme de la structure au 31 décembre propose une structuration renforcée par rapport à 2019, les postes alors en cours de recrutement étant pourvus. A noter que la prise en gestion des buvettes de la salle par LA13 suite au départ de Sodexo

occasionne la création d'une branche « food and beverage ».

Du fait de la crise sanitaire et de la fermeture de la salle pendant plusieurs mois (de la mi-mars à mi-août, puis du fonctionnement limité aux activités du PAUC Handball en fin d'année), l'activité d'intermédiaires n'a représenté que 34 personnes pour 1077 heures.

- Sécurité :

Lors de l'année 2020, la sous-commission départementale de sécurité a réalisé sa visite triennale. Cette dernière a émis un avis favorable à la poursuite de l'activité de l'Aréna en émettant 14 prescriptions. A la demande du délégataire, l'Aréna a vu son classement étendu aux activités de type T (foires, séminaires, salons,) et Y (expositions).

Les éléments en termes de sécurité des événements et du site ne marquent pas d'évolution fondamentales depuis 2019.

D'un point de vue sanitaire en lien avec la crise du coronavirus, le délégataire propose un protocole qu'il a dû développer dès lors qu'il a pu exploiter la salle. Ce protocole détaillé répond aux différentes directives.

- Suivi technique :

Dès le début de l'année 2020, LA13 a procédé au changement de mainteneur de l'Aréna du Pays d'Aix.

Le groupe « Bouygues Energies et Service » s'est substitué à Sodexo qui n'a pas souhaité poursuivre l'exploitation du site. Le nouveau mainteneur a repris les opérations de maintenance telles qu'elles étaient prévues au contrat de délégation.

Un journal des opérations de maintenance est tenu à jour. Un seul incident technique est à relever (fuite sur réseau d'arrosage).

Pour mémoire, le « suivi technique » de l'Aréna se concrétise par des réunions régulières entre la maîtrise d'ouvrage déléguée, le propriétaire ainsi que le délégataire. Durant l'année 2020, seulement 4 réunions de « suivi technique » ont pu être organisées en raison de la fermeture de la salle pendant plusieurs mois. Elles ont notamment pour objectif de suivre les réserves et garanties après réception, et de suivre les nouveaux désordres afin de déterminer s'ils relèvent de l'entretien ou d'un défaut de conception.

Au 31 décembre 2020, une réserve demeure suite à la réception de l'ouvrage, 5 sujets font l'objet d'une déclaration en « dommage ouvrage » et 14 désordres techniques hors garantie restent en cours de vérification.

L'ensemble des contrôles réglementaires a été effectué (avis conforme de la sous-commission départementale de sécurité lors de la visite périodique du 23/12/2020).

- Analyse des consommations de fluides :

Du fait de la fermeture prolongée de la salle, les consommations en fluides sont en nette diminution par rapport à 2019.

Sur les mois de janvier et février, seules données comparables entre 2019 et 2020, il est constaté :

- Une baisse de 39 % (janvier) et 40 % (février) sur les consommations électriques ;
- Une baisse de 38 % (janvier) et 57 % (février) sur les consommations de gaz ;
- Une augmentation de 61 % (janvier) et 53 % (février) sur les consommations d'eau. Cette hausse significative est justifiée par le délégataire au regard des besoins en eaux générés par la confection d'une patinoire pour le spectacle Disney sur Glace.

Ces données confirment les efforts de gestion réalisés par le délégataire afin de réduire les consommations et confortent les estimations faites dans le dossier de consultation remis aux entreprises admises à concourir à cette délégation de service public.

Exécutions quantitatives du service :

Au regard des éléments présentés par le délégataire, l'année 2020 devait marquer l'atteinte des objectifs formulés au stade de l'offre en termes d'événements dans l'Aréna. Du fait de la crise sanitaire et des fermetures de l'établissement, seuls 21 événements ont pu être organisés au lieu des 71 programmés.

La salle a connu 48 jours d'occupation (dont 11 jours de montages / démontages) et accueilli près de 50 000 spectateurs provenant à 95% de la région Sud.

Type d'événements	Prévu offre Lagardère (par an)	Confirmé avant COVID	Différence	Réalisé 2020	Différence avec l'offre	Impact Covid
Matches PAUC	20 à 23	20 à 23	0	7	-13	-13
Spectacles	30	28	-2	5	-25	-23
Événements sportifs	10	1	-9	0	-10	-1
Événements corporate et autres	7	22	+15	9	+2	-13
Résidences d'artistes	0	3	+3	0	0	-3
TOTAL (hors résidences artistes non prévues au contrat)	67	71	+4	21	-46	-50
Spectateurs accueillis	248 500			49 142	-199 358	

- Le compte rendu financier

Le rapport financier est conforme aux attentes.

Le résultat pour l'exercice 2020 est déficitaire de 395.300 euros, là où il était déficitaire de 195.156

euros en 2019 et où les prévisions au stade de l'offre prévoyaient un résultat positif de 37.212 euros.

La baisse des produits liés à la crise du COVID-19 est compensée pour partie par des économies sur les charges et par des aides publiques et privées ainsi que par la renégociation des principaux contrats.

Le délégataire rappelle que, suite à une négociation avec l'Inspection Générale des Services (IGS) de la Métropole, il a été proposé une aide de 225.000 € traduite par une réduction de redevance d'occupation domaniale. Cette réduction doit être validée dans le cadre d'un avenant au contrat de DSP.

Au titre des aides, il convient également d'indiquer que le délégant a maintenu le versement de l'intégralité de la compensation pour contrainte de service public, toujours suite au travail réalisé avec l'IGS.

Concernant les produits (-44% par rapport à 2019 et -53% par rapport au CEP) :

1. Le « chiffre d'affaire » est de 589.600 euros et se compose essentiellement :

- De la location d'espaces: 243.300 euros (-66% par rapport à 2019 et -70% par rapport au prévisionnel du CEP) ;
- De la refacturation de frais : 239.200 euros (-75% par rapport à 2019 et -39% par rapport au prévisionnel du CEP)

2. Les « contributions publiques » sont stables, telles que prévues au contrat.

3. Les « redevances et loyers perçus » baissent de 73%. Cette baisse est la conséquence des aides que le délégataire a consenties au club résident afin de prendre en compte la période COVID où le PAUC Handball n'a pas utilisé l'Aréna. Il s'agit principalement de la non facturation de la mise à disposition de la salle principale sur la période de fermeture, de l'exonération d'environ 50% de la mise à disposition de la salle lors des matchs joués à huis clos ainsi que de réductions sur l'utilisation des espaces dédiés au club.

A noter que depuis le départ de Sodexo, la brasserie n'est plus exploitée ce qui engendre un manque à gagner sur les redevances fixes et variables versées par l'exploitant de la brasserie.

4. Concernant les « autres produits d'exploitation », il est constaté une augmentation de 211% des produits partenaires par rapport à 2019 ce qui est proche des prévisions faites au stade de l'offre (-17%). Ce résultat est un indicateur positif à fortiori dans le contexte de crise que nous avons connu en 2020.

Les revenus des hospitalités, éléments majeurs du modèle économique initial du délégataire, ne sont pas de nouveau à la hauteur des objectifs fixés mais sont, cette année, facilement justifiables par l'absence d'événement dans l'Aréna.

Concernant les charges (-39% par rapport à 2019 et -45% par rapport au CEP) :

1. Les « achats », dont les fluides, sont en baisse de 40% par rapport à 2019.

2. Les « services extérieurs » sont également en baisse de 54% par rapport à 2019 (+7% par rapport au CEP). Cette variation s'explique par la création d'une ligne « autres charges refacturées » non prévue au CEP, qui permet de mieux évaluer les « charges refacturées » au regard des produits refacturés.

Si l'ensemble des charges a diminué en 2020 du fait de la crise sanitaire et de l'arrêt d'exploitation qu'elle a engendré, il est néanmoins permis de se questionner sur le caractère stable des management-fees (prestations réalisées par le groupe en faveur de la filiale) qui ne diminuent que de 7% par rapport à 2019 (-1% par rapport au CEP).

3. Les charges « d'entretien – maintenance – renouvellement » sont en baisse de 31%. La provision concernant la maintenance de niveau 4 n'est toujours pas constituée.

4. Les « charges de personnel » sont en nette baisse par rapport à 2019 (-43%).

5. Les « frais généraux » sont en baisse de 16% par rapport à 2019 et de 68% par rapport au CEP. Parmi ces frais, ceux liés au club des partenaires sont en forte hausse (+123.000 euros) et trouvent un corollaire avec la hausse des produits liés au club partenaire (+84.000 euros) et témoignent de la volonté du délégataire de développer cette activité conformément à son offre.

Eléments devant faire l'objet d'un traitement plus complet en 2021 :

Le niveau 4 de maintenance doit faire l'objet d'une provision et d'un état descriptif.

Impact financier de la crise sanitaire :

Une première analyse conduite par LA13 a conclu à une estimation de perte liée au COVID pour l'année 2020 de l'ordre de 696.000 euros.

- Aides métropolitaines :

Conscient de la difficulté que la crise sanitaire aurait sur son exploitation, LA13 a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence dès le 20 mars 2020 afin d'engager une discussion sur l'économie générale du contrat de délégation et afin de discuter des conditions d'application de la redevance d'occupation domaniale.

A l'issue d'une mission conduite par l'inspection générale des services de la Métropole, il a été proposé au délégataire que la collectivité prenne en charge 225.000 euros sur le total des pertes constatées, pertes s'élevant à 418.000 euros. Cette

prise en charge par la Métropole est traduite par un abattement de 6 mois de redevance correspondant au deux périodes de confinement de 2020.

En outre, la Métropole a maintenu le versement de la compensation pour contrainte de service public due au titre de l'année (525.000 euros).

- Aides d'Etat :

Une subvention de 100.000 euros au titre du fonds de sauvegarde porté par le Centre National de la Musique a été perçue par LA13.

Par ailleurs, la mise en place du chômage partiel et les exonérations de charges patronales ont permis une économie de 277.000 euros.

- Conséquences « positives » de la fermeture de la salle :

La fermeture prolongée de la salle a engendré des économies de frais et notamment ceux en lien avec les fluides (100.000 euros).

Ces différentes aides et mesures viennent limiter le déficit d'exploitation qui demeure néanmoins important.

- Analyse de la qualité du service et du respect des objectifs

La crise sanitaire et la fermeture prolongée de la salle n'ont pas permis la mise en œuvre des attendus du contrat. Il n'est donc pas possible d'évaluer le respect des engagements initiaux au cours de l'année 2020.

A noter, néanmoins, que le rapport présente précisément les dispositions prises d'un point de vue sanitaire afin de satisfaire aux obligations réglementaires pour permettre notamment aux rencontres de handball de se dérouler normalement dès lors qu'elles ont pu s'organiser.

En conclusion,

Le rapport respecte globalement les attendus de forme.

2020 aurait dû marquer la première année de pleine exploitation de la salle après deux ans et demi où l'Aréna du Pays d'Aix a dû s'imposer dans le panorama national des salles de spectacles sportifs et culturels.

La programmation prévisionnelle (40 spectacles et 3 résidences d'artistes plus la vingtaine de matchs du PAUC Handball) était de nature à confirmer cette tendance.

La crise de la COVID a néanmoins marqué un réel coup d'arrêt dans cette perspective ascendante. 30 spectacles et les 3 résidences ont été annulés ou reportés. Les matchs de handball ont, quant à eux, été annulés ou joués à huis clos.

Au-delà des conséquences sur la programmation,

qui engendrent de fait une absence de spectateurs, la principale inquiétude réside dans la situation financière présentée par LA13.

L'exercice 2020 se conclut avec un résultat net négatif de 395.300 euros. Cette perte aurait pu être plus importante sans les aides de l'Etat et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour rappel, les deux exercices précédents s'étaient conclus également en déficit (-320.000 euros en 2018 et -195.000 euros en 2019).

Le déficit cumulé en 3 ans s'élève à 910.000 euros. L'année 2021 s'annonce également de nouveau déficitaire, la crise sanitaire perdurant. Mis à part les matchs de handball qui se sont déroulés à huis clos, l'accueil du public et l'activité de spectacle ne reprendraient qu'en octobre 2021.

Au regard des restrictions réglementaires imposées par la crise du COVID-19, une analyse bienveillante doit prévaloir quant à la réalisation des obligations contractuelles du délégataire. A noter que l'avis favorable rendu par la sous-commission départementale d'incendie et de secours donne une garantie quant à la réalisation des missions d'entretien et de maintenance en lien avec les ERP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local ;
- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 13 décembre 2021 ;
- L'information faite en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte du rapport du délégataire 2020 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'exploitation aux frais et risques du délégataire de l'Aréna du Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive – Culture

2021 CT2 639

Délégation de Service Public de la salle de musiques actuelles du Pays d'Aix 6Mic - Examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2020

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux articles L.3131-5 du Code de la commande publique et L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le titulaire d'une délégation de Service Public remet chaque année à l'autorité délégante un rapport présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Rappel du cadre juridique et des réalisations

L'équipement métropolitain salle de musiques actuelles du Pays d'Aix, dénommé 6MIC, a fait l'objet d'une concession d'exploitation en Délégation de Service Public, attribuée par délibération du 20 juin 2019 à la SCIC IRIS.

Les objectifs prioritaires assignés par la Personne Publique au Délégataire sont les suivants :

- aboutir à un positionnement spécifique en matière d'équipements comparables par rapport à l'offre existante sur le territoire du Pays d'Aix et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ;

- rapprocher ce territoire d'autres agglomérations où des structures similaires permettent l'expression de choix artistiques ambitieux dans le domaine des musiques actuelles à travers ses diverses expressions ;

- rester attentif à l'émergence et la novation, tout en respectant un nécessaire équilibre dans la diversité et la pluralité des expressions et styles musicaux représentés, ceci à travers la programmation ainsi que pour toutes les activités et formes d'accueil proposées par le site ;

- intégrer une réelle part des activités de l'établissement en termes de diffusion, d'accueil comme de résidences pour ces opérateurs, à l'usage direct ou en collaboration étroite ;

- garantir l'accès du public le plus large du Pays d'Aix et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée ;

- rechercher, par des actions significatives de communication et de médiation, l'élargissement de la base des publics potentiels, notamment en direction du public jeune. Développer en ce sens des actions spécifiques en direction du public étudiant et de l'université.

Pour autant, à la date d'entrée en vigueur de la concession, l'équipement n'était pas achevé. Ce contexte particulier, ainsi que les contraintes propres à la programmation culturelle, imposent une exécution de la concession en deux phases successives :

- Une phase 1 dite de pré-exploitation. Celle-ci permet de répondre à la fois aux contraintes subséquentes à la mise en service du bâtiment, et aux contraintes propres à la programmation d'une première saison culturelle. Aucun produit d'activité n'est attendu pour le délégataire en phase 1.

- Une phase 2 qui court de la mise en service de l'équipement public à la fin du contrat - qui sauf résiliation, demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 2026.

En conséquence, l'article 29 du contrat de concession fixe plusieurs contreparties spécifiques aux charges d'exploitation et aux contraintes de service public :

- Au titre de la phase 1 « pré-exploitation » : une subvention afférente.
- Au titre de la phase 2 « exploitation » : une subvention d'exploitation, ainsi qu'une subvention de soutien à la mise en réseau et à l'émergence des pratiques de musiques actuelles.
- Par ailleurs une subvention d'équipement destinée à assurer le premier équipement du site en matériels techniques permettant son exploitation.

Les subventions d'équipement et de pré-exploitation ont été versées en 2019. En 2020, les subventions versées au délégataire sont les suivantes :

- Une subvention de fonctionnement d'un montant de 820 000 euros nets.
- Une subvention à la mise en réseau et à l'émergence des pratiques de musiques actuelles de 120 000 euros hors taxes.

Enfin, le délégataire doit s'acquitter d'une redevance d'occupation domaniale à compter de la date de mise à disposition de l'équipement. Cette redevance est constituée d'une part fixe d'un montant annuel de 120 000 euros hors taxes ; d'une part variable égale à 10% de la part de résultat net comptable annuel du Délégataire excédant 50 000 euros.

L'activité 2020 de la Délégation de Service Public

Le 2 janvier 2020, le bâtiment neuf de la salle musiques actuelles du Pays d'Aix est livré à la Métropole. Ce même jour, la garde en est confiée à la SCIC IRIS qui en devient l'exploitant exclusif et le directeur unique de l'établissement. Dès lors :

- Du 2 janvier au 5 mars l'exécution s'effectue au titre de la phase 1 de pré-exploitation.
- A partir du 6 mars l'exécution du contrat s'effectue dans le cadre de la phase 2 d'exploitation à part entière pour la première saison culturelle en condition d'ouverture aux publics.
- A partir du 17 mars 2020 l'état d'urgence sanitaire va bousculer toute prévision et impacter à la fois l'action culturelle et l'économie du projet.

Les faits marquants de l'exercice 2020 sont les suivants :

- 2 janvier : remise du bâtiment au délégataire.
- 9 janvier : inauguration protocolaire.
- 6 au 8 mars : inauguration et ouverture au public.
- 17 mars : fermeture complète suite à l'instauration de l'état d'urgence sanitaire.
- 1^{er} juillet : ouverture aménagée des studios sous protocole sanitaire.
- 17 septembre : reprise partielle de l'activité publique concert, résidence et studios sous protocoles.
- 23 octobre : second confinement. Dernier concert programmé.

- Synthèse de l'activité liée au projet culturel

Activité générale – activité de diffusion

6MIC dispose pour la diffusion de deux salles de diffusion d'une capacité modulable entre 244 et 2080 spectateurs, ainsi que d'un hall et un patio disposant eux aussi d'une scène opérable.

Malgré la faible capacité d'ouverture laissée par le cadre découlant de la crise COVID, le bilan de la diffusion est le suivant :

Sur 2 salles : 20 événements (18% de l'objectif), dont 13 concerts

Sur 4 salles : 43 événements dont 19 concerts.

- équipes artistiques. Majoritairement professionnels (79%) du territoire métropolitain (39% d'Aix et 53% du reste de la Métropole AMP).

IRIS				
Grille portée au contrat 19/05				
	Grande salle	Petite salle	Patio /hall	TOTAL Par type
Concerts tous types	50	53	44	147
Autres spectacles hors concerts	3	3	3	9
Résidences d'artistes	6	11	0	17
Autres événements	0	0	0	0
Total général	59	67	47	173

La grille indicative prévisionnelle de programmation portée au contrat est la suivante :

La grille de programmation effective en 2020 est la suivante :

IRIS				
Grille portée au contrat 19/05				
	Grande salle	Petite salle	Petit hall	TOTAL Par type
Concerts tous types	8	5	6	19
Autres spectacles hors concerts	1	1	0	2
Résidences d'artistes	6	11	0	17
Autres événements	0	4	1	5
Total général	15	21	7	43

Ce volume d'activité représente 13 % de l'objectif porté au contrat. Ce fait traduit l'impact de la crise sanitaire sur la programmation.

Réalisations au regard de la répartition des objectifs par mode de programmation.

Le cahier des charges requérait des candidats un traitement de la programmation suivant une typologie d'accueil des opérateurs avec des objectifs spécifiques. Ces objectifs fixés au DCE s'attachaient à la programmation sur deux salles uniquement, du fait de l'avancement du projet architectural, en phase APS au moment de la publication du DCE.

Tableau des objectifs et réalisations au titre de la typologie des programmations.

		Base		
		nombre	type	
B) événements sur les 2 salles		36	B	
C) Diffusion sur les 2 salles		15	C	
D) Concerts sur les 2 salles		13	D	
Location à des producteurs privés		nombre	Base Type	Soit %
Sur base diffusion sur les 2 salles		2	/ C	13%
Sur base événements sur 2 salles		2	/ B	6%
Location à prod privés hors concert		2	/ B	6%
Coproduction & accueil d'opérateurs locaux (art 9)		nombre	Base Type	Soit %
Sur base = Diffusion		5	/ C	33%
Sur base = événements		5	/ B	14%
Concerts en coproduction – contractualisation avec opérateurs du territoire (concerts suivant tous type de contractualisation) - (pièce 5.2)		nombre	Base Type	Soit %
base = 2 salles		3	/ D	23%

Au regard des différents modes de programmation, les réalisations sont pleinement conformes aux objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés dans la mission de service public.

Résidences d'artistes :

17 résidences d'artistes sur scène, ont concerné 25 groupes pour 121 artistes. 48 % de ces artistes étaient issus de la scène locale. 68 % de ces résidences ont été organisées en partenariat avec des opérateurs du territoire métropolitain.

Pour autant 6MIC a été retenu aussi pour des résidences d'artistes d'Occitanie, Auvergne-Rhône Alpes, Bourgogne Franche-Comté.

Paradoxalement le volet accompagnement d'artistes en résidence a bénéficié de cette crise (en volume de réalisation), du fait de la disponibilité de l'équipement, de sa polyvalence et de la multiplicité des scènes et espaces de travail.

Activité des studios :

2 588 heures sur les 8 611 heures prévues, soit un taux d'occupation de 30%.

Ceci a permis d'accueillir 75 groupes pour un total de 220 musiciens sur 510 créneaux d'occupation.

Les studios ont par ailleurs été utilisés pour l'accueil d'élèves et activités de l'Enseignement supérieur spécialisé.

Mise en réseau, partenariats, actions culturelles et des actions sociales

Figure parmi les objectifs prioritaires de service public la mise en œuvre d'une stratégie favorisant l'accueil des opérateurs locaux et des acteurs du territoire métropolitain et régional mais aussi en lien avec les circuits nationaux.

Ces opérateurs doivent relever de l'action culturelle, de la diffusion et de la création, mais aussi de l'enseignement et plus largement les opérateurs économiques de la filière musiques actuelles.

Dans ce domaine et à tous ces échelons, le délégataire a pu mener une action volontaire qui lui a permis de tisser de très nombreux partenariats et fixer des principes de coopération.

Avec l'Enseignement supérieur et spécialisé :

- Centre de Formation des Musiciens Intervenant (CFMI) - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) Darius Milhaud - Institut d'Enseignement Supérieur de la Musique (IESM) - Institut de Management Public et de Gouvernance Territoriale (IMPGT) - Direction Académique des Actions Culturelles (DAAC) - Aix-Marseille-Provence-Université.

Avec les acteurs du champ de l'action culturelle et sociale :

- Festival MOMAIX, Festival Tous en Sons (musiques actuelles pour jeunes publics), Mission locale du Pays d'Aix (Garantie jeunes, AaP Culture & lien social), dispositif « Rouvrir le Monde » (DRAC PACA), CIACU (Battle for Job), Ubitech (formation professionnelle pour adultes spectacle vivant).

Structures d'animation de la filière :

- le 6MIC a intégré le CA du Pôle des Acteurs Musiques PACA (PAM)), Bureau exécutif de la FEDELIMA, (principal syndicat des lieux musiques actuelles en France).

A l'échelon national pour des programmations et la circulation des artistes ou pour la coproduction :

- Les Passagers du Zinc (SMAC de Chateaufort - 13), Tandem (SMAC de Toulon - 83), Paloma (SMAC

de Nîmes - 30), Le Broc (06), Le Mas des Escaravatières (Puget), Le Moulin (Marseille - 13), L'Usine (Istres - 13), Panda Events (Nice - 83), Le Fil (St Etienne), La Sirène (La Rochelle), La Belle Electrique (Grenoble), Les 3 rêveurs (Besançon), Le Moulin de Brainans (Jura) et les Deux Scènes (Scènes Nationale de Besançon), Transfuges (Marseille).

- Compte rendu technique d'exploitation

Les seules activités qui ont pu se dérouler ne sont pas à elles seules représentatives d'une pleine charge d'exploitation. De fait les installations techniques n'ont pas été exploitées à la mesure de leurs capacités notamment en ce qui concerne les organes de chauffage, climatisation, traitement d'air mais aussi les équipements techniques, ascenseurs machinerie scénique etc.

Le délégataire a eu toute amplitude pour se familiariser avec les installations et finaliser le programme d'équipement. Il a assuré la maintenance technique des installations et aucun incident notable n'est à signaler.

Cette année 2020 est aussi l'année de Parfait Achèvement (GPA), permettant de prévenir des dysfonctionnements inhérents à la construction. L'enjeu de la transmission de l'équipement dans ce contexte imposait des contraintes particulières de coordination entre le propriétaire réceptionnant le bâtiment, le maître d'ouvrage délégué et le groupement de maîtrise d'œuvre engagés au titre de la GPA et de la levée des réserves, et enfin l'exploitant – directeur unique de l'établissement, contraint d'engager son projet d'exploitation dans les meilleurs délais. Cet enjeu a été maîtrisé par la mise en place d'un cadre collaboratif efficace auquel le délégataire a pris toute sa part.

La mise en œuvre du cadre ERP et technique et son usage au titre des fonctions de spectacle et d'accueil public s'est déroulé de manière pleinement satisfaisante au regard des quelques événements qui ont pu se tenir malgré le contexte sanitaire.

2.3 Compte rendu financier

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 619 973 euros (soit - 47 % du CEP : 3,062 millions d'euros). La masse salariale représente 40 % du budget d'exploitation.
Le poste achat de spectacle 132 342 euros.

Les produits d'exploitation s'élèvent à : 1 254 877 €, dont :

- 990 000 euros de subventions accordées par la Métropole en application du contrat de DSP. Ce montant est constitué des subventions régulières annuelles (art. 29.2.3 et 29.2.4) soit 870 000 euros, ainsi que de 120 000 euros affectés par le délégataire au titre de la phase 1 « pré-exploitation » ;
- 65 829 euros de subventions versées par d'autres personnes publiques dont :
- 7 000 euros du CNM (Centre National de la

- Musique) pour des aides à la pré-production ;
- 26 829 euros du CNM pour 2020, relatifs au fonds de compensation des pertes de billetteries 2020, sur un total de 150 935 accordés à ce titre et répartis comptablement sur plusieurs exercices ;
- 20 000 euros d'aide de la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique) ;
- 12 000 euros de subvention du ministère de la culture (Direction Régionale des Affaires Culturelles).

Le résultat net d'exploitation est de : - 190 060 €

La subvention d'équipement de 1 900 424 euros a permis la répartition des investissements sur 3 années :

- 712 690 euros en 2019 ;
- 1 093 207 euros en 2020 ;
- 94 527 euros en 2021.

Les principaux postes du compte de résultat sont les suivants :

RAD 2020 DSP 6MIC (en €)	2020
Chiffre d'Affaires (hors produits d'exploitation) (1)	175 007
Produits d'exploitation (2)	1 254 877
→ dont subvention versée par la Métropole	990 000
Charges d'exploitation (3)	1 619 973
→ dont redevance versée à la Métropole	120 000
Résultat d'exploitation (a) = (1) + (2) - (3)	-190 090
Produits financiers (4)	629
Charges financières (5)	388
Résultat financier (b) = (4) - (5)	241
Résultat courant avant impôts = (a) + (b)	-189 849
Produits exceptionnels (6)	222 112
Charges exceptionnelles (7)	0
Résultat exceptionnel (c) = (6) - (7)	222 112
Impôts sur les bénéfices (d)	2 784
Résultat net = (a) + (b) + (c) - (d)	29 480

Analyse de la situation économique du délégataire :

La marge brute s'établit à 7 906 euros. Seul le résultat exceptionnel (+222 112 euros) relatif aux quotes-parts des subventions d'investissement et le résultat de l'exercice (+29 480 euros) sont positifs.

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui permet de visualiser la rentabilité dégagée par l'entreprise grâce à son simple système de production s'établit à : -150 584 euros.

Le Résultat d'Exploitation s'établit à -190 090 euros.
Le Résultat Courant s'établit à -189 849 euros.

Le résultat de l'exercice est bénéficiaire de 29 480 euros contre 24 463 euros en 2019. Cependant ce résultat est à relativiser si on prend en compte la comptabilisation des produits d'exploitation suivants :

- 81 337 euros d'aides au titre de l'activité partielle ;
- 72 639 euros d'exonération de charges liée au Covid ;
- 120 000 euros liés à la comptabilisation des PCA (Produits Constatés d'Avance) en 2019 relatifs à la subvention de pré-exploitation.

En effet, en l'absence de ces produits le résultat serait déficitaire de -244 496 euros.

L'effectif moyen en 2020 est de 13 personnes.

- Au 31/12/2019 l'effectif était de 11 personnes. Au 31/12/2020 l'effectif est de 16 personnes.
6 personnes ont été embauchées sur l'année 2020.
Il n'y a eu qu'un seul départ.
Le coût moyen chargé par salarié est de 49 312 euros en 2020. Le salaire moyen est de 2 410 euros.

2.4 Typologie des publics et des actions culturelles de diffusion, d'animation, de formation

Type	Spectateurs / personnels participants	Taux de remplissage moyen / Caractéristique autres
Diffusion de concerts	5080 spectateurs 193 artistes et personnel de l'équipe artistique (hors équipe technique d'accueil)	63,91 %
Autres événements	752 participants	Manifestations à public captif (Conventions, CT)
Résidences d'artistes	121 artistes / 25 groupes	Durée moyenne 4,2 jours
Studios	220 musiciens / 75 groupes	2588 heures – 510 créneaux
CFMI Action Culturelle	Étudiants année 1 & 2 promos, 2019-2020 et 2020-2021	153 heures
CCR Darius Milhaud Action Culturelle	Tous les élèves des classes musiques actuelles du conservatoire	61 heures - Préparation examens de fin d'année ou de cycle. - Accueil des examens.
IMPACT Action Culturelle (AMU)	Classes Master 2 Management et droit des organisations & manifestations culturelles.	Cours, mise en situation immersive
Momaix Action Culturelle	30 personnes groupe en famille	
Festivals Tous en sons Action Culturelle	2700 spectateurs connectés monde entier (non comptabilisés au bilan de fréquentation du site)	Spectacle maintenu en visio live-session
Chorale 6 de cœur Action Culturelle	45 choristes amateurs inscrits à l'année.	Suspendu en octobre 2020 (confinement)
Mission Action Culturelle Locale	160 jeunes	« garantie jeunes » ateliers de mobilisation - restitution.
CIACU Action Culturelle	350 personnes	Aide et mobilisation à l'emploi.
UBITECH	126 techniciens / 14 formations	Stage de formation pro. aux métiers du spectacle

- Analyse de la qualité du service

Projet culturel

Au titre de la programmation, le volume d'activité constaté ne correspond ni aux objectifs et ni aux engagements du contrat de DSP. Au titre des différents modes de programmation fixés, les réalisations sont pleinement conformes aux objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés.

Le secteur de l'accompagnement à la création et des pratiques musiques actuelles a subi un impact important au niveau de la capacité d'accueil des publics dans les studios (30% de taux d'occupation) mais a pu malgré tout accueillir un public conséquent.

Paradoxalement, le volet résidence d'artiste et accompagnement à la création a bénéficié de la fermeture aux publics par la mise à disposition de la capacité d'accueil du site à cet effet. Son volume d'activité est plus important que prévu.

La diversité dans les esthétiques des musiques actuelles est attestée dans toutes les activités proposées.

Il en va de même de la diversité des opérateurs professionnels et des artistes accueillis qui sont issus

de la scène locale, régionale ou nationale et relèvent des artistes émergents ou confirmés des circuits amateurs comme professionnels des musiques actuelles.

L'accueil d'opérateurs du territoire est attesté à la fois sur le volet diffusion (coproductions & accueil 33 %), dans la résidence et l'accompagnement à la création, et dans les actions culturelles.

Les publics accueillis répondent parfaitement à ce stade par leur diversité aux attendus d'ouverture et d'élargissement des publics. Ceci pour les activités relevant d'un achat par la mise en œuvre d'une politique tarifaire conforme aux engagements, malgré un contexte de mise en œuvre particulièrement perturbé et d'une gestion extrêmement difficile du fait des nombreuses déprogrammation / reprogrammation.

La diversité des actions culturelles, réalisées malgré le contexte, a permis d'accueillir un important public de nature socioculturelle et socioéconomique très variée.

Exploitation technique :

L'exploitant satisfait aux attentes portées au cahier des charges. La crise sanitaire qui a oblitéré le programme d'exploitation initial, n'a pas permis d'observer une exploitation à pleine charge des organes de l'équipement.

Pour autant, l'ensemble du cadre d'exploitation technique est désormais opérationnel. Il permet la mise à disposition publique d'un équipement de haut niveau pleinement fonctionnel et porté par une équipe professionnelle rodée qui a su assumer ses missions dans des conditions complexes.

En conclusion,

Bien que la situation liée à la crise sanitaire n'ait pas permis de réaliser les volumes prévus de diffusion et altéré une part des actions culturelles engagées, ni la responsabilité du délégataire, ni son investissement ne sont en cause. Au contraire, celui-ci a fait preuve en toute situation d'une volonté opiniâtre de maintenir ou engager toutes les actions possibles dans chacune des dimensions fixées au projet culturel.

Le secteur de la diffusion publique a été le plus impacté quantitativement ; ce qui par ailleurs a entraîné un fort déficit de recettes propres telles que prévues au CEP. Par contre le délégataire produit un bilan en terme de répartition de la typologie des accueils conforme aux cahier des charges.

Le délégataire a su mettre en œuvre malgré la situation une dynamique dense de partenariats et de coopération avec les acteurs de la filière locale, régionale et nationale.

Le nombre et la nature de ces collaborations dès la première année et malgré le contexte perturbé démontre en retour l'attente importante de la filière et des opérateurs musiques actuelles particulièrement

au regard du territoire métropolitain et de la région.

L'ancrage de l'équipement dans le tissu des lieux de diffusion comme son rôle d'animateur privilégié de la scène de diffusion et de production paraît assuré sur la base de la qualité et de la polyvalence de l'équipement ainsi que de la maîtrise du projet culturel du délégataire.

Le projet d'exploitation a démontré sa disponibilité face aux attentes de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'enseignement spécialisé et professionnel et des établissements scolaires pédagogiques, apportant une ressource nouvelle et pleinement complémentaire des ressources actives dans d'autres champs culturels sur le territoire.

Les variables sensibles à ce stade de la délégation demeurent la trajectoire de sortie de crise au regard de la situation sanitaire, avec pour conséquences son impact sur les mutations du secteur de la production, des réseaux de la diffusion et surtout l'attitude des publics du spectacle vivant.

Au niveau de la situation économique du délégataire, la crise Covid a eu un impact significatif sur les résultats. Quoique la qualité de la gestion présentée et des mesures prises pour faire face à la situation soit indéniable, le chiffre d'affaire est impacté.

- Si du bilan ressort une situation positive, celle-ci s'établit en trompe l'œil au regard de l'analyse du résultat net qui traduit l'activité réelle, et fait apparaître un solde d'exploitation négatif.

- Au-delà de l'impact constaté sur le bilan en 2020, le délégataire est en incapacité d'évaluer les conséquences précises de la crise sanitaire sur les exercices à venir. Une attention particulière sera portée sur les exercices suivants qui sont susceptibles de remettre en cause la continuité d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels et socio-éducatifs ;

- La délibération n°CGSE 004-6519/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant le choix du délégataire de service public relatif à l'exploitation et la gestion de la salle musiques actuelles ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements du 2 décembre 2021 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 13 décembre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'information faite en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rapport d'activité de la Délégation de service public de la salle des musiques actuelles du Pays d'Aix, le 6MIC pour l'année 2020.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport du délégataire 2020, du rapport de l'expert-comptable sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'exploitation aux frais et risques du délégataire de la salle des musiques actuelles du Pays d'Aix dénommée « 6MIC ».

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 640

AVIS - Convention de mutualisation de l'usage des parkings publics de la salle 6MIC et du campus VoyagesPrivé.com

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole, propriétaire de la salle des musiques actuelles du Pays d'Aix dénommée 6MIC est informée de la conclusion d'une convention de mutualisation entre l'exploitant du 6MIC et l'exploitant de Campus Voyage Privé. Cette convention est destinée à fixer les conditions d'un usage partagé pour une part de la capacité de stationnement sise sur chacune des parcelles mitoyennes occupées par les signataires.

Il s'agit par ce moyen à la fois, de répondre à la nécessité d'accueil des véhicules des usagers des deux sites, et d'honorer l'engagement pris par la collectivité auprès de l'État lors de la procédure d'aménagement urbain. Il s'agissait d'un engagement de mutualisation permettant une moindre consommation d'espace et d'éviter une inutile artificialisation de surfaces pour créer du stationnement.

Cette convention portée à l'information du Bureau de la Métropole sera par la suite annexée au Contrat de Délégation de Service Public (ci-après DSP) n°19/05. Aucune rétribution n'est attendue par les parties au titre de l'exécution de la convention de mutualisation.

L'exécution de cette convention ne s'oppose, ni n'oblitére aucune disposition du contrat de DSP conclu avec le délégataire du 6MIC. Elle ne crée par ailleurs aucun droit particulier ou nouveau pour les parties à l'endroit de la propriété métropolitaine concernée.

Contexte du conventionnement

L'équipement métropolitain salle de musiques actuelles du Pays d'Aix dénommé 6MIC a fait l'objet pour son exploitation d'un affermage sous contrat en Délégation de Service Public. Cet équipement a été remis à la garde du délégataire SCIC IRIS le 2 janvier 2020.

Dès lors, sauf résiliation, il en demeure l'exploitant unique jusqu'au 30 juin 2026, date du terme du contrat.

La salle des musiques actuelles a été construite sur une parcelle d'une surface de 15 200 m², mise à disposition par la Ville d'Aix-en-Provence. Un parc de stationnement pour véhicules légers (VL) y est aménagé avec une capacité de 224 places. En mitoyenneté est implanté le site du campus numérique qui regroupe les entités du groupe Voyage Privé dont Provence Rugby et l'école des XV. L'exploitant de ce site est la société SARL CAMPUS VPG.

Cet ensemble a été initié suivant un programme cohérent lancé en 2013 sur les deux parcelles. Inspiré des « Quartiers Numériques » il s'agissait de rassembler dans une même zone géographique, enseignement supérieur, formations, recherche, incubation de jeunes entreprises innovantes, pépinière de PME, Centre d'Innovation de grandes entreprises, lieux culturels. Ce projet sera ultérieurement inclus et labellisé au sein d'Aix-Marseille French Tech en tant que « Pôle numérique de la Constance ».

Ainsi le 27 juin 2013, par délibération du Bureau communautaire, la Communauté du Pays d'Aix (CPA), agissant en vertu de sa compétence économique, demandait à la Ville d'Aix-en-Provence, dans le cadre de ses compétences dans le domaine du foncier et de l'urbanisme, de conduire et de mettre en œuvre le dossier d'aménagement du futur « Quartier Numérique » du Pays d'Aix.

A cet effet, sur le site Valcros-Constance, un périmètre prioritaire faisait l'objet d'une procédure de déclaration de projet emportant modification du POS. Lors de cette procédure, en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale, le Maire d'Aix-en-Provence s'engageait formellement à « *rechercher une gestion mutualisée de l'offre de stationnement* » sur les parcelles concernées (objectif 2 – action 8). L'étude réalisée en date du 28 janvier 2014 par la SPLA Pays d'Aix Territoire mentionnait « *Pour éviter la prolifération du nombre de places de parking et dans la mesure où les horaires de forte occupation des places sont différents pour les 2 entités, une mutualisation des places de stationnement entre la SMAC et le pôle numérique sera mise en œuvre.* ».

L'accomplissement de cet engagement a par la suite été porté en condition contractuelle pour l'acquéreur de la parcelle CAMPUS VPG et comme contrainte d'exploitation dans le DCE de la DSP de la salle des musiques actuelles. Ceci imposait naturellement aux parties de conclure un accord d'usage qui fonde la convention portée à connaissance de la Métropole ce jour.

Caractéristiques principales de la convention.

La SCIC IRIS s'engage à mettre 190 places de stationnement automobile à disposition de la SARL Campus VPG, laquelle s'engage de son côté à mettre 51 places de stationnement à disposition de la SCIC IRIS. Ces emplacements ne sont destinés qu'à des stationnements de courte durée aux plages convenues entre les parties.

La SCIC IRIS accueille sur les emplacements prévus pour mutualisation les usagers de la SARL Campus VPG durant les journées ouvrées de l'entreprise et suivant une plage d'occupation maximale de 7 h du matin à 18 h 30.

La SARL Campus VPG accueille sur ses emplacements de stationnement mutualisés les usagers de la SCIC IRIS durant les périodes d'activité du 6Mic et plus particulièrement lors des manifestations publiques suivant des plages horaires de 18 h 30 à 7 h du matin au plus tard.

Chacune des parties SARL Campus VPG et SCIC IRIS demeure responsable de l'entretien et de la maintenance de sa parcelle.

Aucun loyer ne sera perçu par l'une quelconque des parties en retour. Ce principe est extérieur au contrat de délégation de service public passé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le délégataire exploitant et ne concerne, ni n'affecte en rien les termes dudit contrat de DSP.

Il est cependant laissé à l'appréciation des parties SARL Campus VPG et SCIC IRIS la nécessité et l'initiative de négocier les conditions particulières permettant la résolution de charges spécifiques concourant à l'exploitation des parties mutualisées. La durée de la convention est établie jusqu'au terme du contrat de la délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B277 du Bureau communautaire de la CPA du 27 juin 2013 relative au développement numérique emploi – Projet « Quartier numérique » ;
- La délibération n°2014_B122 du Bureau communautaire de la CPA du 20 février 2014 – Commune d'Aix-en-Provence, dérogation à l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation – secteur nord Valcros-Constance ;
- La délibération n°CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels et socio-éducatifs ;
- La délibération n°CGSE 004-6519/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation du choix du délégataire de service public relatif à l'exploitation et la gestion de la salle musiques actuelles ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- L'information faite en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention portée en annexe, conclue entre la SCIC IRIS et la SARL CAMPUS VPG, relative à la mutualisation des parkings publics du 6MIC et du campus VPG.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 2 :

La convention conclue entre les parties sera annexée au contrat n°19/05 de Délégation de Service Public conformément aux dispositions fixées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

*** Débat des orientations du
Règlement Local de Publicité
intercommunal du Pays d'Aix
Conseil de Territoire du Pays d'Aix
du 09/12/2021
TRANSCRIPTION**

Jean-David CIOT – Vice-Président : Sur le rapport 4.5.2. [concernant le Règlement Local de Publicité intercommunal], qui avait fait l'objet d'un débat en commission, d'un séminaire des Maires pour discuter des enjeux et orientations de publicité. Cela est moins fort que le PLUi [Plan Local d'Urbanisme intercommunal] mais cela impacte également le paysage et nous avons quelques lieux qui sont concernés, notamment les zones d'activités et commerciales. Nous avons établi le diagnostic sur les publicités, les pré-enseignes et les enseignes, ainsi que les orientations sur les communes du territoire et un règlement est en cours de construction.

Trois enjeux majeurs sont issus de ce diagnostic :

- La qualité de vie et la protection des paysages ;
- L'image du Pays d'Aix et entrées de villes et villages ;
- Les sites remarquables, notamment la Sainte-Victoire et l'ensemble des sites exceptionnels.

Quatre orientations sont proposées :

- Valoriser les paysages urbains, la qualité de vie au quotidien qui fait l'attractivité résidentielle du Pays d'Aix : comment réduire cet impact là et cette emprise-là en concertation avec les donneurs d'ordre économique qui ont besoin de se signaler ?
- Valoriser l'image du Pays d'Aix et la qualité des entrées de ville : réduire l'emprise en réglementant, étant donné que souvent, comme il n'y a pas de règle ou de contrainte, les afficheurs ont tendance à s'implanter là où ils le peuvent et à s'implanter face à la concurrence également. Ils sont eux-mêmes demandeurs dans les zones commerciales notamment.

- Préserver de l’affichage publicitaire tous les grands sites (tel que Concors Sainte-Victoire, le PNR [Parc Naturel Régional] du Luberon...)
- Intégrer la visibilité des acteurs économiques et culturels ; les grands donneurs d’ordre en ont besoin, mais il faut le réglementer. Il est nécessaire de prendre en compte les besoins des acteurs économiques et culturels tout en encadrant les publicités afin de ne pas nuire aux paysages ou aux milieux urbains.

Amapola VENTRON – Maire de Cabriès : Cabriès a adhéré au RLPi [Règlement Local de Publicité intercommunal] et j’en suis très heureuse en tant que Maire, c’est un dispositif très important pour notre territoire et de l’image que l’on peut donner aux touristes et aux visiteurs, d’un territoire ordonné, calme, notamment cela peut calmer les gens sur la route de ne pas voir toutes ces affiches. Trop de messages tuent le message. Mais, je demande de prêter attention et de préserver la trame noire en baissant la luminosité des panneaux lumineux et moi j’en prends ma part, car à Plan-de-Campagne, nous saisissons la force des messages commerciaux sur les enseignes. Cela gêne énormément tout ce qui est oiseaux et faune nocturne. Nous avons dans nos communes la volonté de baisser l’intensité lumineuse pour faire des économies d’énergies, il faut aussi que ce règlement porte ces économies d’énergie pour favoriser la trame noire.

Jean-Louis CANAL – Maire de Rousset : Une remarque par rapport aux enjeux économiques et culturels des zones d’activités. Il est marqué que la zone d’activités de Rousset est soumise à un règlement particulier. Sachant qu’elle est à cheval sur trois communes, j’aimerais qu’elle soit répartie de manière égalitaire sur le vrai territoire économique de la Haute Vallée de l’Arc.

Olivier FREGEAC – Maire de Peyrolles-en-Provence : En tant que président du Grand Site Concors Sainte-Victoire, je dois dire que je me réjouis de voir aboutir ce document qui permettra d’avoir, malgré les nuances des territoires, un règlement homogène qui s’applique sur des bassins de vie et leur importance. Le Grand Site concerne 17 communes, dont 2 varoises et 50 000 hectares. Il y a des enjeux relativement forts qui viennent se compléter par rapport au RLPi et sur les plans paysages tels qu’ils sont en cours de définition sur la base d’un magnifique travail réalisé par le CAUE 13 [Conseil d’Architecture, d’Urbanisme et de l’Environnement], notamment sur la partie sud Sainte-Victoire et North Concors qui est en cours de rédaction. Je me félicite que le paysage, parce qu’il ne faut pas se leurrer, les dispositifs en bordure de voie le long de la Sainte-Victoire sur la face sud, on appelle ça une grosse tache dégradante des paysages, donc moins on en aura, mieux on

organisera ça. Surtout ce qu’il faut retenir, j’ai eu la difficulté avec le maire de Pourrières-Rians et le maire de Meyreuil, c’était la crainte de voir arriver des contraintes supplémentaires. Il faut le voir comme un atout, c’est un outil qui va permettre d’améliorer les paysages et sur lequel les maires vont pouvoir s’appuyer pour défendre la qualité de vie dans leurs propres communes. Je vous remercie

[Echanges n’entrant pas dans le cadre du débat des orientations du RLPi]

[...]: Olivier [FREGEAC], est-ce qu’on pourra un peu border les éoliennes avec cet outil ?

Olivier Frégeac : Vous connaissez la problématique des éoliennes, il y a une motion qui a été prise en Conseil de Territoire il y a quelques années. Je rappelle seulement que les éoliennes, que ça plaise ou pas, factuellement ne sont pas sur le périmètre Sainte-Victoire. Et en termes de paysage ce qu’on souhaite préserver, au-delà de l’opinion personnelle que chacun peut avoir sur l’intérêt qu’elles peuvent avoir, aujourd’hui les éoliennes d’Ollières ne viennent pas entamer les paysages sud Sainte-Victoire car elles ne se mettent pas en interface directement avec la Sainte-Victoire sur la partie arrière. Il est vrai que si vous montez au Pic des Mouches, vous avez une vision globale à 360° du Mont Ventoux jusqu’à l’étang de Berre : jusqu’où on va en termes de distance pour la visibilité des paysages ? Il y a les réseaux des Grands sites de France qui ont amené des contributions auprès du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire puisque vous savez qu’il y avait des projets de loi qui prévoyaient de simplifier les procédures d’autorisation pour tout ce qui est énergies renouvelables, y compris en site classé. Ces contributions ont permis que ce projet de loi reparte dans les tiroirs et nous sommes très vigilants avec les réseaux des Grands Sites de France. A titre personnel je ne suis pas favorable aux éoliennes... Il y avait une contribution qui avait été faite au niveau du territoire, mais le territoire n’ayant pas de statut juridique, n’a pas eu la possibilité d’attaquer.

Philippe ARDHUIN – Maire de Simiane-Collongue : En tant que Délégué de la Métropole aux Paysages, aux espaces naturels et à la biodiversité, je rappelle que l’implantation d’éoliennes est sous le joug du Maire.

Concernant les trames noires, je l’ai fait sur ma commune depuis 2 ans et c’est extrêmement bénéfique. Il faut déjà les privilégier en bordure des milieux naturels, il n’y a pas que les enseignes lumineuses, même s’il faut les éteindre pour faire des économies d’énergie. Les sources de pollution lumineuse on les aura ailleurs mais aussi sur la zone commerciale, zone densifiée. Il est bon de faire une trame noire aux abords des espaces naturels et au niveau de la population il y a une réticence au départ. Dès que vous éteignez l’éclairage public, les administrés ont la crainte de voir les cambriolages se

multiplier alors que ceux-ci diminuent tout au contraire.]

Monique SLISSA – Adjointe au Maire Les Pennes

Mirabeau : Je voudrais aller dans le sens d'Amapola [VENTRON]. Sur Plan-de-Campagne, il est fort dangereux tout ce qui reste allumé la nuit car une partie est en limite de l'autoroute et donc une manière d'obliger à éteindre le maximum possible n'est pas seulement pour protéger la biodiversité mais éventuellement pour protéger la circulation sur l'autoroute et cela va dans le sens de l'économie d'énergie.

JDC : Pour répondre rapidement, sur la trame noire et les enseignes lumineuses et notamment sur les écrans, qui deviennent une réelle pollution agressive et violente, nous allons les limiter dans le règlement. Le débat que nous avons maintenant est justement pour écrire le règlement : nous allons faire des zonages, à la recherche d'une homogénéité sur les territoires. J'entends la remarque [de M. CANAL] car le règlement du RLP [Règlement Local de Publicité] était plus permissif sur Rousset, il faudra faire attention de ne pas faire l'effet inverse, on va regarder si l'on peut l'étendre. Car c'est la même zone et l'intérêt de l'intercommunalité permet de faire comme pour Plan-de-Campagne, où l'on essaie de travailler à trois communes, voire à quatre avec Septèmes-les-Vallons, dont trois sur notre territoire. Le site Concors Sainte-Victoire, comme le PNR [Parc Naturel Régional] du Luberon, fait partie d'un des points particuliers du RLPi [Règlement Local de Publicité intercommunal] parce qu'il y a des enjeux extrêmement importants, comme disait Amapola [VENTRON], en matière d'identité, de ce qu'on est nous. Il faut qu'on le protège et nous devons faire des règles un atout plutôt qu'une contrainte. Et on essaye de les écrire, et pour cela les objectifs et ce débat-là sont importants, voilà pourquoi on le fait et non pas, voilà pourquoi on interdit les choses. Les coûts reviendront aux communes, car la règle étant intercommunale la taxe est cependant communale. Sur Plan-de-Campagne on a un secteur qu'on traite spécifiquement, et plus globalement on traite les zones commerciales très concernées par les sujets d'enseignes, notamment lumineuses.